

Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou

*Faculté Des Sciences Economiques, Commerciales et Sciences De Gestion
Département Des Sciences Financières et comptabilité*



Mémoire de fin de cycle

PRESENTE EN VUE DE L'OBTENTION DU DIPLOME DE MASTER EN
SCIENCES FINANCIERES ET COMPTABILITE

Spécialité : Finance De l'Entreprise

Sujet :

Financements d'un projet d'investissement
Cas du CPA banque / agence 141 Boumerdès

Réalisé par :

BRAHIM Sif Allah
BENHAROUN Ahmed Ziyad

Sous la Direction de :

Mme FERRAT Massilva

Soutenu devant le jury compose de:

Mme BENAMARA Karima, MCB à l'UMMTO, *Présidente*
Mme FERRAT Massilva, MCB à l'UMMTO, *Encadrante*
Mme MAMRI Nardjesse, MCB à l'UMMTO, *Examinatrice*

Promotion : 2024-2025

Remerciements

Au premier lieu, nous tenons à exprimer notre profonde gratitude envers Dieu, qui nous a accordé le courage et la volonté nécessaires pour mener à bien ce travail.

Nous souhaitons remercier chaleureusement tous ceux qui nous ont soutenus dans l'élaboration de ce projet. En particulier, nous exprimons notre reconnaissance à notre Encadreur, Mme. Ferrat Massilva, pour sa disponibilité constante, son aide précieuse et ses Orientations tout au long de ce projet.

Nos remerciements vont aussi au personnel de CPA Banque en particulier Mme TIMO BAHIA pour leur soutien et

Leurs observations durant toute la période de notre stage.

Nous tenons à adresser un grand merci à M. Guendouzi ainsi qu'à tout le personnel du département de SFC

Pour leurs précieux conseils et leurs efforts.

Enfin, nos vifs remerciements s'adressent aux membres du jury pour l'intérêt qu'ils ont porté à notre recherche, en acceptant d'examiner notre travail et de l'enrichir par leurs propositions.

DEDICACES

***À ceux qui ont semé en moi l'amour du savoir et de la
réussite,
À ceux qui ont toujours été mon soutien,
À mes chers parents, que Dieu les protège,
Je dédie humblement ce modeste travail en signe d'amour et
de reconnaissance.***

***À mes frères et sœurs,
À mes amis fidèles qui m'ont encouragé sans relâche,
À mes enseignants respectés,
Et à toutes les personnes qui m'ont aidé, ne serait-ce
qu'avec un mot,
Je vous offre le fruit de mes efforts et de mes années
d'études.***

DEDICACES

*Tout Puissant de m'avoir aidé à faire ce travail humble.
À mes chers parents, Boudjemâa et Houria. Pour leurs sacrifices, leur disponibilité et leur soutien indéfectible tout au long de mon parcours universitaire. Votre amour, vos conseils et votre encouragement constant ont été des piliers fondamentaux de ma réussite. Vous avez toujours cru en moi, même dans les moments
Les plus difficiles, et c'est grâce à votre dévouement et à vos sacrifices que j'ai pu réaliser mes rêves. Je vous suis profondément reconnaissant pour tout ce que vous avez fait pour moi.
À mes frère Abd Ennour, Mohammed et Raid et à ma chère sœur Hadjer et ses enfants Bara et Rassil
Pour leur appui constant et leurs encouragements.
À toute ma famille, Pour leur présence et leur amour.
À mes meilleurs amis.
Hichem, Chiheb, Safwane, Zakaria, Sif Allah, Fayssel, Djihad, Mehdi, Mostafa, Ziad, Sifal, Djilali, Lounes, Aziz. Hamid, Mohamed et mon cousin Housseem
Pour leur amitié et leur soutien précieux.
À l'ensemble des étudiants de ma promotion,
Pour leur camaraderie et leur esprit de solidarité.*

Liste des abréviations

- **AN** : Année
- **ANDI** : Agence Nationale de Développement de l'Investissement
- **ANER** : Agence Nationale pour la Promotion et la Rationalisation de l'Utilisation de l'Énergie
- **BADC** : Banque de l'Agriculture et du Développement Rural
- **BALO** : Bulletin des Annonces Légales Obligatoires
- **BCPA** : Banque Commerciale Populaire Algérienne
- **BFR** : Besoin en Fonds de Roulement
- **BNPA** : Bénéfice Net Par Action
- **BPI** : Banque Publique d'Investissement
- **CA** : Chiffre d'Affaires
- **CAF** : Capacité d'Autofinancement
- **CASNOS** : Caisse Nationale de Sécurité Sociale des Non-salariés
- **CII** : Crédit d'Impôt Innovation
- **CIR** : Crédit d'Impôt Recherche
- **CNAS** : Caisse Nationale des Assurances Sociales
- **COB** : Commission des Opérations de Bourse
- **CPA** : Crédit Populaire Algérien
- **CRM** : Customer Relationship Management
- **D** : Dotation
- **DA** : Dinar Algérien
- **DR** : Décaissement Réel
- **EBE** : Excédent Brut d'Exploitation

Liste des abréviations

- **ECO** : Économie
- **EFL** : Excédent de Flux de Liquidité
- **EURL** : Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée
- **FNA** : Fonds National de l'Agriculture
- **FR** : Fonds de Roulement
- **IBS** : Impôt sur les Bénéfices des Sociétés
- **IN** : Intérêt Net / Investissement Net
- **IRG** : Impôt sur le Revenu Global
- **IS** : Impôt sur les Sociétés
- **JEI** : Jeune Entreprise Innovante
- **LN** : Ligne Nouvelle
- **M** : Mois / Montant
- **PIB** : Produit Intérieur Brut
- **PME** : Petite et Moyenne Entreprise
- **RES** : Résultat
- **SICOMI** : Société Immobilière pour le Commerce et l'Industrie
- **T** : Taux
- **TAP** : Taxe sur l'Activité Professionnelle
- **TRL** : Technologie Readiness Levels
- **TRI** : Taux de Rentabilité Interne
- **TVA** : Taxe sur la Valeur Ajoutée
- **VAN** : Valeur Actuelle Nette
- **VNC** : Valeur Nette Comptable

• **Liste des tableaux et figures**

Numéro du Tableau /figure	Intitulation	Page
Tableau N° 01	Les différences entre les financements	11
Tableau N° 02	Synthèse des avantages	13
Tableau N° 03	Le critère des décaissements réels actualisés	32
Tableau N° 04	les décaissements réels actualisés	33
Tableau N° 05	Évaluation du Coût de l'Investissement	77
Tableau N° 06	Equipements de production	79
Tableau N° 07	Le tableau de la structure de financement	80
Tableau N° 08	Bilan d'ouverture	81
Tableau N° 09	Détermination du Chiffre d'Affaires	84
Tableau N° 10	Chiffres d'affaires prévisionnels	85
Tableau N° 11	Les Consommations Matières et Fournitures	87
Tableau N° 12	Frais d'entretien + Services	88
Tableau N° 13	Frais du Personnel	89
Tableau N° 14	les salaires	91
Tableau N° 15	Impôts et taxes	92
Tableau N° 16	Agencements	94
Tableau N° 17	Récapitulation Des Amortissements	94
Tableau N° 18	Plan de Financement Pluriannuel	96

Tableau N° 19	Le Tableau des Comptes de Résultats	100
Tableau N° 20	Bilans Prévisionnels Pluriannuel	103
Tableau N°21	Bilans Financiers Prévisionnels	106
Tableau N°22	Fonds de Roulement	108
Tableau N°23	Trésorerie	110
Tableau N°24	Rentabilité du Projet	112
Tableau N°25	Le Cash Flow	114
Figure N° 01	La valeur actuelle nette (VAN) ajustée	30
Figure N° 02	Évolution de la trésorerie	98
Figure N° 03	Résultat de l'exercice	101
Figure N° 04	Évolution de FR, BFR et Trésorerie	111
Figure N° 05	Rentabilité du Projet	113

Sommaire

Remerciements	
Liste des abréviations	
Liste des tableaux et figures	
Introduction Générale	1
Chapitre 01 : Les projets d'investissement et leurs modalités de financement.	5
Introduction.....	5
Section 01 : Présentation des projets d'investissement :.....	5
Section 02 : Modalités et sources de financement des projets d'investissement :.....	9
Section 03 : Critères de choix du financements des projets d'investissement et leur importance.....	26
Conclusion :	37
Chapitre 02 : Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissements	39
Introduction.....	39
Section 01 : Les fonctions bancaires dans le financement des entreprises	39
Section 02 : Les risque et les défais dans le financement bancaire	47
Section 03 : Impact du financement bancaire sur le développement des entreprises et de l'économie locale	53
Conclusion	60
Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA ...	73
Introduction.....	73
Section 01 : Présentation de la CPA Banque, et sa contribution au financement	61
Section 02 : Présentation d'un cas de projet d'investissement financé par le CPA Biscuiterie Thiziri	74
Section 03 : Analyse du dossier cas de projet d'investissement financé par le CPA Biscuiterie Thiziri	79
Conclusion	119
Conclusion générale	121

Introduction Générale

Introduction Générale

Introduction Générale

Contexte général

Les petites et moyennes entreprises (PME) représentent la colonne vertébrale de l'économie algérienne, notamment dans la région de Boumerdès, où elles contribuent substantiellement à la création d'emplois et au dynamisme industriel local. Malgré leur importance, ces structures se heurtent à des obstacles majeurs pour se financer : perçues comme plus risquées, elles subissent souvent des conditions de crédit strictes ou essuient des refus de la part des établissements bancaires. Cette situation limite leur capacité à moderniser leurs équipements, à développer de nouveaux produits et à accroître leur compétitivité sur le marché.

Au plan macroéconomique, le financement des PME constitue un enjeu central pour la diversification de l'appareil productif et la résorption du chômage. Les banques, en tant qu'intermédiaires financiers, assurent la collecte de l'épargne nationale et son orientation vers les projets d'investissement. Elles proposent une gamme variée d'instruments : prêts à moyen et long terme, lignes de crédit, découverts, ainsi que des garanties destinées à partager le risque entre l'emprunteur et le prêteur. En outre, leur rôle d'accompagnement et de conseil participe à la consolidation de la gouvernance et de la viabilité des entreprises financées.

Spécifiquement dans la wilaya de Boumerdès, les Banques, par le biais de son agence locale, s'illustre comme l'un des acteurs majeurs du financement des PME. Sa politique de crédit s'articule autour de plusieurs axes : la flexibilité des échéances de remboursement, l'octroi de garanties personnalisées et l'assistance technique dans la constitution des dossiers. Toutefois, la mise en œuvre opérationnelle de ces mécanismes mérite d'être évaluée au regard des résultats concrets observés sur le terrain. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'étude de la Biscuiterie Thiziri, entreprise artisanale fondée en 2018 à Tidjelabine, spécialisée dans la production de biscuits traditionnels et employant aujourd'hui une vingtaine de personnes. A travers l'analyse de ce cas, il s'agira de mettre en lumière les forces et les limites des dispositifs bancaires proposés par la CPA Banque, et d'en dégager des enseignements applicables à d'autres projets d'investissement locaux.

Introduction Générale

Problématique

Face aux difficultés persistantes d'accès au financement pour les PME en Algérie, en particulier dans la région de Boumerdès. Comment la CPA Banque, agence de Boumerdès, contribue-t-elle au financement des projets d'investissement, et quels sont les effets de ce financement sur la performance et la pérennité de la Biscuiterie Thiziri ?

1. Dans quelle mesure les conditions de financement accordées par la CPA Banque répondent-elles de manière concrète aux besoins d'investissement et aux capacités de remboursement spécifiques de la Biscuiterie Thiziri ?
2. En quoi le financement octroyé par la CPA Banque a-t-il influé sur la rentabilité prévisionnelle et l'équilibre financier du projet porté par la Biscuiterie Thiziri au cours de ses premières années de mise en œuvre ?

Objectifs de recherche

- Comprendre les mécanismes de financement des projets d'investissement par la CPA Banque, agence de Boumerdès.
- Analyser les procédures et critères d'octroi des financements : délais moyens d'instruction, conditions exigées et documents requis.
- Évaluer l'impact du financement bancaire sur le développement de la Biscuiterie Thiziri : création d'emplois, évolution du chiffre d'affaires et renforcement de la capacité de production.

Méthodologie de recherche

La recherche se déroulera en deux phases complémentaires :

1. Phase documentaire et exploratoire :

- Revue bibliographique sur le financement des PME et le rôle des banques (rapports de la Banque mondiale, publications académiques, rapports internes de la CPA Banque).
- Analyse des données internes : examen des dossiers de financement de la Biscuiterie Thiziri (plans de financement, bilans comptables, rapports d'activité).

3. Phase empirique et analytique :

- Entretiens semi-directifs avec les responsables de la CPA Banque (chargés d'affaires, analystes crédit) et les dirigeants de la Biscuiterie Thiziri.
- Collecte de données quantitatives : indicateurs de performance avant et après financement (chiffre d'affaires, résultats financiers, nombre d'employés).
- Étude de cas approfondie : comparaison des hypothèses initiales avec les résultats observés pour valider ou infirmer les hypothèses de recherche.

3. Structure de la recherche :

Afin de répondre à la problématique posée, ce mémoire est structuré en deux grandes parties :

La première partie est consacrée au cadre conceptuel et théorique du financement des projets d'investissement, notamment ceux des PME. Elle comprend deux chapitres : la première traite des caractéristiques et contraintes du financement des PME, tandis que le second se focalise sur le rôle du financement bancaire en général, et sur la CPA Banque en particulier.

La seconde partie est dédiée à l'étude de cas pratique portant sur le financement de la Biscuiterie Thiziri par la CPA Banque. Elle comprend également deux chapitres : le premier présente l'entreprise et les caractéristiques de son projet d'investissement, tandis que le second propose une analyse financière prévisionnelle du projet financé.

Cette structure permet d'articuler l'approche théorique et l'analyse empirique afin d'évaluer l'efficacité du financement accordé.

Chapitre 1

Chapitre 01 : Les projets d'investissement et leurs modalités de financement.

Chapitre 01 : Les projets d'investissement et leurs modalités de financement.

Introduction

Dans un environnement économique en mutation constante, la réalisation de projets d'investissement représente un enjeu stratégique majeur pour toute organisation cherchant à assurer sa croissance, renforcer sa compétitivité ou moderniser ses infrastructures. Cependant, au-delà de la conception technique du projet, se pose la question cruciale de son financement. En effet, la réussite d'un projet d'investissement dépend autant de sa rentabilité économique que de la pertinence des choix de financement mobilisés. Ce chapitre vise à introduire les principales notions relatives aux projets d'investissement, à présenter leurs caractéristiques fondamentales, et à explorer les différentes sources et modalités de financement disponibles. Il permettra ainsi de mieux comprendre les arbitrages auxquels sont confrontés les décideurs lors de la mise en œuvre d'un projet, entre contraintes budgétaires, risques financiers et objectifs de performance.

Section 01 : Définition de projet d'investissement :

Avant d'aborder les mécanismes de financement et les critères de choix d'un projet, il est essentiel de bien comprendre ce que recouvre la notion même de projet d'investissement. Cette section vise à définir le projet d'investissement sous ses différentes acceptions comptable, économique et financière, afin d'en saisir toute la portée. En effet, tout projet d'investissement engage des ressources matérielles, humaines et financières dans le but de générer un rendement futur, souvent incertain, mais stratégique pour l'entreprise. Il s'agit d'une décision structurante, fondée sur une étude préalable du marché, de la faisabilité et des risques. Cette section mettra ainsi en évidence la définition, les caractéristiques fondamentales et l'importance économique des projets d'investissement, comme préalable à toute réflexion sur leur financement.

Chapitre 01 : Les projets d'investissement et leurs modalités de financement.

1. Définition des projets d'investissement

« Un projet est un ensemble des activités pour réaliser un objectif déterminé ». ¹

« Pour le comptable, un investissement est un flux du capital qui modifie le niveau des actifs immobilisés dans l'entreprise. il devient immobilisation ». ²

« Pour l'économiste, l'investissement est une immobilisation productive » ³

« Pour le financier, l'investissement est une immobilisation de capital qui produit des revenus à long terme et qui doit à ce titre être financée par des capitaux permanents (capitaux propres ou emprunt à long terme) » ⁴

Un projet d'investissement est une proposition d'action qui, à partir de l'utilisation des ressources et des moyens disponibles, considère possible d'obtenir des profits. Ces bénéfices, qui ne sont pas certains, peuvent s'obtenir sur le court, moyen ou long terme.

Tous les projets d'investissement englobent le recueil et l'évaluation des facteurs qui influent directement l'offre et la demande d'un produit. C'est ce que l'on appelle étude de marché qui détermine sur quel segment du marché le projet mettra l'accent ainsi que la quantité de produit censée être commercialisée.

En somme, un projet d'investissement est un plan auquel sont affectés un capital, des moyens matériels, humains et techniques. Le but est de générer un rendement économique sur un délai donné. Pour ce faire, il est indispensable d'immobiliser des ressources à long terme.

Les étapes du projet d'investissement comprennent l'identification d'une idée, une étude du marché, la décision d'investir, l'administration de l'investissement et l'évaluation des résultats. Le projet en soit est analysé par plusieurs experts. ⁵

¹(Heinz-Peter Wolff, 1996)

²(Nathalie Taverd et Popiolek, 2006).

³(Dov Ogien, 2008).

⁴(Dov Ogien, 2008).

⁵<https://lesdefinitions.fr/projet-dinvestissement>

17-02-2025 19 :58

Chapitre 01 : Les projets d'investissement et leurs modalités de financement.

2. Caractéristiques d'un projet d'investissement⁶

Tout projet d'investissement productif répond aux 5 caractéristiques suivantes :

- **Les dépenses d'investissement**

Elles sont relatives à la mise en place de l'outil de production et sont généralement concentrées dans le temps (achat de terrain, réalisation des constructions, achat d'équipements, etc.)

- **Les dépenses d'exploitation**

Elles sont relatives aux dépenses de fonctionnement de l'entreprise et donc récurrentes (achat de matières premières, paiement de services extérieurs, paiement du personnel, etc.).

- **Les recettes d'exploitation**

Elles constituent les rentrées du projet ; elles reposent sur les prévisions du volume de ventes (évolution du marché, évolution de la part du marché) et sur les prévisions des prix de vente (coût de production, influence de la concurrence, politique des pouvoirs publics).

- **Le facteur temps**

Compte tenu de l'immobilisation plus ou moins longue des fonds investis, le facteur temps reste déterminant dans l'évaluation de la rentabilité d'un projet, la valeur de la monnaie du pays où est réalisé le projet aujourd'hui pouvant différer d'une année sur l'autre.

- **Le facteur risque**

La notion de risque est inhérente à tout projet d'investissement productif, car le gain attendu, à savoir le surplus des rentrées sur les sorties de trésorerie, est tout simplement espéré et n'est pas certain. En effet, toute projection dans le temps est soumise à l'incertitude.

En somme, tout projet d'investissement productif ne peut avoir de sens et se justifier que, si l'immobilisation ainsi faite des fonds permet d'envisager une rentabilité financière importante au cours des années futures.

⁶<https://blog-gestion-de-projet.com/quest-ce-quun-projet-dinvestisment-et-comment-les-classifier/>
17-02-2025 20 :30

Chapitre 01 : Les projets d'investissement et leurs modalités de financement.

3. L'importance des projets d'investissement

3.1. Soutien aux entreprises locales

La CPA Banque, joue un rôle clé dans le financement des projets d'investissement locaux. Elle offre des crédits adaptés aux besoins des PME et des entrepreneurs, notamment dans des secteurs clés comme l'agriculture, l'industrie et les énergies renouvelables. Ces financements permettent aux entreprises de moderniser leurs équipements, d'augmenter leur capacité de production et de créer des emplois locaux⁷.

3.2. Contribution au développement économique régional

Les projets financés par la CPA Banque contribuent directement au développement économique de la région. Par exemple :

- **Création d'emplois** : Les projets soutenus génèrent des emplois directs et indirects, réduisant ainsi le chômage local.
- **Diversification économique** : En finançant des projets dans divers secteurs (agroalimentaire, tourisme, santé), la banque aide à réduire la dépendance à un seul secteur économique.⁸

3.3. Promotion de la finance islamique

La CPA Banque a introduit des produits de finance islamique, tels que la mourabaha et l'ijara, pour répondre aux besoins des entreprises et des particuliers. Ces produits permettent de financer des projets d'investissement tout en respectant les principes de la charia, attirant ainsi une clientèle diversifiée. Par exemple, près de 7 milliards DA a été alloués à des projets d'investissement dans le cadre de la finance islamique.⁹

⁷<https://www.cpa-bank.dz/index.php/fr/clientele/entreprises/credit-d-investissement>
17-02-2025 23 :40

⁸<https://lasentinelle.dz/index.php/2024/09/25/cpa-pres-de-7-milliards-da-de-financements-dans-le-cadre-de-la-finance-islamique/>
17-02-2025 23 :48

⁹<https://lasentinelle.dz/index.php/2024/09/25/cpa-pres-de-7-milliards-da-de-financements-dans-le-cadre-de-la-finance-islamique/>
17/02/2025 23 :51

Chapitre 01 : Les projets d'investissement et leurs modalités de financement.

3.4. Accompagnement des entrepreneurs

La CPA Banque ne se limite pas à octroyer des crédits ; elle accompagne également les porteurs de projets en fournissant des conseils en gestion financière et en évaluant la viabilité des projets. Cet accompagnement augmente les chances de succès des projets financés.¹⁰

3.5. Impact social et environnemental

Les projets financés par la CPA Banque ont également un impact social et environnemental positif. Par exemple :

- **Projets verts** : Financement de projets d'énergie solaire ou de recyclage, contribuant à la transition écologique.
- **Infrastructures locales** : Soutien à la construction de dispensaires, d'écoles ou de centres communautaires.

Section 02 : Modalités et sources de financement des projets d'investissement :

À la lumière des fondements théoriques exposés précédemment, il convient désormais d'approfondir l'analyse des mécanismes de financement qui permettent la concrétisation d'un projet d'investissement. En effet, la sélection d'une source de financement ne saurait être considérée comme une simple démarche technique, mais relève plutôt d'une décision stratégique engageant durablement la structure financière et la performance globale de l'entreprise. Chaque mode de financement qu'il soit interne, externe ou hybride présente des spécificités en matière de coût, de flexibilité, de risque et de contrôle, qui nécessitent une évaluation rigoureuse en fonction du profil du projet et des objectifs de l'entité porteuse. Cette section se propose ainsi d'examiner de manière systématique les principales sources de financement mobilisables, tout en mettant en relief les critères d'arbitrage permettant d'orienter ce choix dans une perspective d'optimisation économique et financière

¹⁰ La sentinelle ,disponible sur : <https://lasentinelle.dz/index.php/2024/09/25/cpa-pres-de-7-milliards-da-de-financements-dans-le-cadre-de-la-finance-islamique/>
17/02/2025 23 :51

Chapitre 01 : Les projets d'investissement et leurs modalités de financement.

1. Modalités de financement :

1.1. Financement interne ou externe : définition et critères de choix

Un projet d'entreprise (création ou reprise d'entreprise) génère un besoin financier plus ou moins important selon sa nature. Il existe différents moyens de le financer. On distingue notamment deux grandes familles de sources de financement : les financements internes et les financements externes. Mais, que regroupent-elles ? Comment choisir ?

1.2. Qu'est-ce qu'un financement interne ? Et un financement externe ?

Comme son nom l'indique, un financement interne provient directement de l'entreprise elle-même. Il peut s'agir des fonds injectés par ses fondateurs lors de la création et/ou de l'accumulation de bénéfices non-distribués. Voici des exemples de financements internes : apport au capital social, apport en compte courant d'associé et autofinancement.

Un financement externe fait, pour sa part, référence à des sources de financement extérieures à l'entreprise. Il peut-être direct ou indirect. Les fonds proviennent généralement des banques, des investisseurs ou des marchés financiers. Les principaux modes de financements externes sont le prêt bancaire, la location financière et le crédit-bail.

Certains types de financement sont hybrides et peuvent appartenir, selon leur forme, à l'une ou l'autre des catégories de financement. Le financement participatif par exemple (Crowdfunding) se décline notamment équité-base crowdfunding (qui consiste à faire participer les investisseurs au capital de l'entreprise – interne) et en Crowdlending (forme de prêt – externe).¹¹

¹¹ le coin des entrepreneurs ,disponible sur : [https://www.lecoindesentrepreneurs.fr/financement-interne-externe-definition-choix/?utm_18-02-2025 17 :30](https://www.lecoindesentrepreneurs.fr/financement-interne-externe-definition-choix/?utm_18-02-2025%2017:30)

Chapitre 01 : Les projets d'investissement et leurs modalités de financement.

Tableau N°1 : Les différences entre les financements

Financements internes	Financements externes
Apports en numéraire Ou en nature des associés	Prêt professionnel
Apports escomptes courants des associés	Location financière et crédit-bail
Autofinancement (CAF – dividendes)	Mobilisation de créances (affacturation, escompte, Daily)
	Crédits de trésorerie, facilités de caisse, découvert

Source : le coin des entrepreneurs ¹²

1.3. Financement externe et/ou interne : comment choisir ?

Financer un projet est une opération qui s'avère généralement délicate. Cela dit, chaque source présente des avantages et des inconvénients qu'il faut avoir à l'esprit avant de choisir. Parfois, la solution s'impose et l'entreprise n'a pas le choix. Dans de nombreux cas, les deux modes sont couplés.

1.4. Les avantages et les inconvénients du financement interne

Le financement interne présente trois avantages majeurs. Le premier, et non des moindres, réside dans son coût. En effet, contrairement aux financements externes, les financements internes ne coûtent, en principe, rien à l'entreprise. Cette dernière ne supporte donc aucune charge de financement (intérêts financiers par exemple).

Ensuite, le financement interne contribue à envoyer un signal positif aux partenaires de l'entreprise et éventuellement à ses financeurs externes. Lorsque les fondateurs injectent leur propre argent dans l'entreprise, ils mettent en avant leur croyance dans la réussite de leur projet.

¹² Le coin des entrepreneurs/op.cit.

Chapitre 01 : Les projets d'investissement et leurs modalités de financement.

De plus, ils assurent l'indépendance financière de l'entreprise. Une entreprise qui favorise le financement interne n'est pas dépendante des décisions des banques. Elle est libre et n'a pas à donner de contreparties. Cela accroît sa crédibilité, et, au final, maximise sa capacité d'endettement future.

Dans certaines situations, cette source de financement peut toute fois savoir pour effet de faire perdre la propriété de l'entreprise à ses fondateurs. En effet, lorsque des investisseurs apportent des fonds et participent au capital, ils sont la qualité d'associés et disposent de droits. Autrement dit, ils influenceront les décisions de l'entreprise...

1.5. Les avantages et les inconvénients du financement externe

Le financement externe est une solution intéressante financièrement lorsque le taux d'endettement est faible et la rentabilité du projet élevée. Il permet de bénéficier, dans ce cas, de l'effet de levier. L'endettement procure alors un effet démultiplicateur, ce dont profitent les associés.

Au passage, soulignons que le coût de l'endettement constitue une charge déductible fiscalement. Cela signifie que l'entreprise peut l'imputer du montant de son résultat, et que cette dépense génère une « économie d'impôt » si le résultat se solde par un bénéfice.

De façon générale, les financements externes permettent de financer les projets aux besoins importants. Dans la plupart des projets d'entreprises, les économies dont disposent les fondateurs ne sont pas suffisantes et ne permettent pas, à elles seules, de financer la totalité des investissements.

Une offre matière de financement externe. On retrouve, bien évidemment, le traditionnel prêt bancaire professionnel mais il existe aussi des sources de financement alternatives comme le crédit-bail ou la location financière. Elles présentent chacun des avantages (flexibilité, coût, cumul avec d'autres solutions...).¹³

¹³ Le coin des entrepreneurs/op.cit.

Chapitre 01 : Les projets d'investissement et leurs modalités de financement.

Cela dit, les banquiers et/ou les investisseurs n'acceptent pas systématiquement de financer tous les projets. Pour obtenir un prêt professionnel, par exemple, des apports financiers personnels minimaux doivent être apportés – environ 25%. Des garanties doivent être données en contre partie (caution, hypothèque ou nantissement par exemple).

1.6. Financement interne ou externe ?

Tableau N°2 : Synthèse des avantages

	Financement interne	Financement externe
Avantages	Coût nul pour l'entreprise Maintien de l'indépendance financière Signal positif envoyé aux partenaires Accroît la capacité d'endettement future	Effet de levier démultiplicateur Offre complète (prêt, location, crédit-bail) Intérêts déductibles des résultats Complète le financement interne

Source : le coin des entrepreneurs ¹⁴

2. Sources de financement

2.1. L'AUTOFINANCEMENT

On appelle autofinancement l'opération qui consiste pour une entreprise à financer ses investissements sans faire appel à des capitaux extérieurs. Elle se finance donc avec ses propres capitaux.

L'autofinancement peut être constitué par les amortissements de l'exercice, le bénéfice du même exercice ou ceux des exercices précédents : les réserves (amortir c'est constater comptablement la dépréciation d'un outil de production ; l'amortissement étant déductible

¹⁴ Le coin des entrepreneurs /op.cit. 18-02-2025 17 :30

Chapitre 01 : Les projets d'investissement et leurs modalités de financement.

fiscalement, l'entreprise constate ainsi une charge sans sortie de fonds ce qui lui permettra de trouver des moyens supplémentaires pour financer ses investissements).¹⁵

L'autofinancement est aux entreprises ce que l'épargne est aux particuliers. Il présente pour l'entreprise l'avantage de la rendre indépendante des tiers, mais il a pour inconvénient majeur de limiter bien souvent l'entreprise dans ses possibilités d'investissement

2.2. L'APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE

Bien souvent, les capitaux propres de l'entreprise ne suffisent pas à financer ses investissements ou les limitent en qualité ou en quantité.

Pour pallier cette insuffisance, les sociétés par actions peuvent faire appel au marché financier c'est-à-dire émettre notamment des actions, des obligations, des titres participatifs ou des certificats d'investissement.

En effet, la société peut augmenter son capital en demandant de nouveaux apports à ses actionnaires actuels ou à de nouveaux actionnaires.

Mais la société peut également émettre un emprunt obligataire en demandant au public (personnes morales ou physiques) de lui prêter des capitaux sur une longue durée (10 à 15 ans).

Elle peut enfin utiliser d'autres techniques comme le capital-risque, l'actionnariat des salariés, ou encore se faire mieux connaître par une introduction en bourse.

2.2.1. Les augmentations de capital en numéraire

Une société peut augmenter son capital sans faire appel aux actionnaires, Elle le fera par incorporation des réserves (bénéfices des années précédentes non distribués) au capital. On parle dans ce cas d'augmentation de capital à titre gratuit ou d'augmentation de capital par incorporation de réserves. Cette opération n'apporte évidemment pas de capitaux frais à la société.¹⁶

¹⁵ Luc bernet-rollande /Principes de Technique bancaire 23^eédition (P252)

¹⁶ Principes de Technique bancaire 23^eédition /op.cit.

Chapitre 01 : Les projets d'investissement et leurs modalités de financement.

Si la société a besoin d'argent frais pour procéder à des investissements, elle va faire appel à ses actionnaires ou à de nouveaux actionnaires pour qu'ils effectuent nouveaux apports. On parle alors d'augmentation de capital à titre onéreux ou d'augmentation de capital en numéraire.

2.2.2. Aspects juridiques

Avant toute nouvelle augmentation de capital, le capital déjà émis doit être entièrement libéré,

L'augmentation de capital est proposée par le directoire ou le conseil d'administration selon les entraîne idée par l'assemblée général d'administration des actionnaires puisqu'elle entraîne une modification des statuts (Qu'extraordinaire des actionnaires à la première convocation et quart ensuite : majorité : deux tiers des actionnaires présents ou représentés. Le quorum correspond aux nociers des voix présentes ou représentées ; la majorité est le nombre de voix exprimées nécessaires pour qu'une décision soit prise.)

La publicité sur l'émission doit être faite d'une part par le dépôt de la délibération L'Assemblée générale extraordinaire au greffe du tribunal de commerce, et d'autre part par une insertion au BALO (Bulletin des Annonces Légales Obligatoires) si la société fait publiquement appel à l'épargne. La note d'information sur l'émission doit être visée par la COB avant sa diffusion.

Il est en principe attribué un droit préférentiel de souscription aux actionnaires en place, mais l'assemblée générale extraordinaire peut décider de sa suppression.

Sauf décision formelle de l'assemblée générale extraordinaire, l'augmentation de capital se fera avec suppression du droit préférentiel de souscription à titre réductible.¹⁷

¹⁷ Principes de Technique bancaire 23^eédition/op.cit.

Chapitre 01 : Les projets d'investissement et leurs modalités de financement.

2.2.3. Modalités pratiques

2.2.3.1. Émission au pair ou avec prime d'émission

Au pair : le titre est émis pour sa valeur nominale.

Avec prime d'émission : le souscripteur verse un supplément en sus du prix d'émission de l'action. La prime d'émission a pour but de rétablir l'égalité entre les actionnaires, mais, contrairement au droit préférentiel de souscription, elle profite à la société émettrice.

2.2.3.2. Émission avec libération totale immédiate ou libération partielle

Libération totale immédiate : les actionnaires versent la totalité du capital souscrit.

Libération partielle : les actionnaires se libèrent immédiatement au moins du quart, le solde pouvant être libéré dans les 5 ans maximum.

2.2.3.3. Augmentation à titre irréductible ou à titre réductible

Pour favoriser les actionnaires en place par rapport à de nouveaux actionnaires, et pour respecter l'égalité en fonction du nombre d'actions détenues, la société va attribuer à chaque action ancienne un droit de participer à l'augmentation de capital. Le délai d'exercice du droit de souscription ne peut être légalement inférieur à 20 jours à compter de la date d'ouverture de la souscription.

L'augmentation de capital à titre onéreux peut être d'abord faite à titre irréductible puis à titre réductible.

- À titre irréductible

La souscription d'actions nouvelles est réservée aux titulaires de droits préférentiel els de souscription, c'est-à-dire aux actionnaires anciens.

La souscription est irréductible car la société ne pourra pas refuser leur souscription à concurrence des droits dont ils disposent il y a autant de droits que d'actions anciennes,¹⁸

¹⁸ Principes de Technique bancaire 23^eédition /op.cit.

Chapitre 01 : Les projets d'investissement et leurs modalités de financement.

- A titre réductible

Le droit de souscription à titre réductible a été supprimé par la loi du 3 janvier 1983, Toutefois ce droit peut être rétabli par l'assemblée générale extraordinaire.

Ainsi si tous les actionnaires n'utilisent pas leurs droits, l'augmentation de capital se fera pour le restant à titre réductible et ce au prorata des souscriptions à titre irréductible des demandeurs dans la limite de leur demande (on parle de droit réductible car les demandes peuvent être plus nombreuses que les possibilités de souscription offertes).

Toutefois, si cela a été prévu par l'assemblée générale extraordinaire et si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital, cette dernière peut être limitée au montant des souscriptions si elles atteignent au moins les 3/4 de l'augmentation prévue.

Rappelons que l'actionnaire n'est pas obligé d'utiliser ses droits ; il peut les céder, Il peut aussi en acquérir d'autres s'il n'en possède pas assez pour souscrire à l'augmentation de capital.

2.2.3.4. Augmentations de capital par suppression du droit préférentiel de souscription

L'augmentation de capital peut avoir lieu par suppression du droit préférentiel de souscription soit en faveur de personnes déterminées soit en faveur de personnes non déterminées.

2.2.3.5. Rôle des banques

Les banques conseillent l'émetteur sur l'opportunité et le volume de l'émission. Elles mettent à la disposition de ce dernier leurs guichets et perçoivent à ce titre une commission de guichet.

Elles peuvent offrir une garantie de bonne fin du placement en souscrivant elles-mêmes les titres et en les remplaçant auprès de leur clientèle. Cette garantie est pratiquée moyennant la perception d'une commission calculée en fonction des capitaux garantis¹⁹

2.2.4. Les emprunts obligataires

¹⁹ Principes de Technique bancaire 23^eédition/op.cit.

Chapitre 01 : Les projets d'investissement et leurs modalités de financement.

2.2.4.1. Aspects juridiques

L'émetteur doit procéder à une publicité au BALO.

Il doit également soumettre la note d'information qui accompagne visa de la COB.

Ne peuvent émettre des emprunts obligataires que les sociétés par actions ou les groupements d'intérêt économique à la condition qu'ils soient composés exclusivement de sociétés par actions.

Le capital doit être entièrement libéré.

La société émettrice doit avoir deux années d'existence et avoir eu deux bilans approuvés par les actionnaires. A défaut, elle doit apporter la garantie de l'État ou d'une autre société remplissant ces conditions.

La décision d'émettre est du ressort de l'assemblée générale ordinaire.

2.2.4.2. Modalités pratiques

Les taux sont fixés librement en concertation avec le Trésor.

L'émission peut avoir lieu avec ou sans prime de remboursement (il y a prime de remboursement lorsque l'obligataire est remboursé pour un montant supérieur à celui de la souscription).

La date de jouissance (c'est-à-dire le point de départ du calcul des intérêts) peut être immédiate ou décalée.²⁰

2.2.4.3. Le remboursement peut être prévu selon diverses modalités :

- ✓ Avec ou sans différé : il y a différé lorsque la société n'amortit pas l'emprunt pendant une certaine période au départ ; en annuités constantes : les remboursements annuels, capital et intérêts, sont toujours les mêmes :
- ✓ Avec amortissements constants : le capital amorti chaque année est toujours le même :
- ✓ Par rachats en bourse : pour rembourser l'emprunt la société se porte acquéreur de ses titres sur le marché ce qui peut lui permettre de bénéficier de cours favorables ;
- ✓ Par tirage au sort : chaque année un certain nombre de titres tirés au sort sont remboursés :

²⁰ Principes de Technique bancaire 23^eédition /op.cit.

Chapitre 01 : Les projets d'investissement et leurs modalités de financement.

- ✓ In fine : remboursement en bloc à la fin de l'emprunt ; situation maintenant la plus fréquente.

2.2.4.4. Rôle des banques

Les banques peuvent conseiller l'émetteur sur l'opportunité et les modalités de l'émission.

Elles peuvent aussi procéder à la prise ferme de l'émission avec cession auprès du public.

2.2.5. Les autres modalités d'appel public à l'épargne

2.2.5.1. Le capital-risque

Les sociétés de capital-risque ont pour objet d'apporter des fonds propres aux petites et moyennes entreprises non cotées. Elles ne peuvent employer en titres d'une même société plus de 25% de leur capital.

On peut distinguer plusieurs formes de capital-risque :

- ✓ Le capital-risque création avec intervention dans une entreprise qui à moins de 3 ans d'existence ;
- ✓ Le capital-risque développement dans des entreprises ayant déjà fait leurs preuves
- ✓ Le capital-risque transmission en cas d'intervention pour transmission de l'entreprise, notamment aux salariés.

Les sociétés de capital-risque ne peuvent, directement ou indirectement, par personne ou organisme interposé, détenir plus de 40 % des droits de vote dans une même société. La prise de participation de la société de capital-risque dans une entreprise ne doit pas conférer à l'un de ses actionnaires, directement ou indirectement, la détention de plus de 40% de droits de vote dans cette entreprise.

Les sociétés de capital-risque doivent distribuer 50 % au moins des produits et plus-values nets exonérés d'impôt sur les sociétés dès que le montant de leurs réserves, majoré des sommes reportées à nouveau, atteint la moitié de leur capital, diminué, le cas échéant, des incorporations de réserves, bénéfiques ou provisions.²¹

²¹ Principes de Technique bancaire 23^eédition /op.cit.

Chapitre 01 : Les projets d'investissement et leurs modalités de financement.

2.2.5.2. L'actionnariat des salariés

Les salariés peuvent devenir actionnaires de leur entreprise dans différentes situations :

- ✓ Participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises et plans d'épargne d'entreprise ;
- ✓ Pour les sociétés cotées en bourse rachat par les salariés des actions de leur entreprise ou participation à une augmentation de capital qui leur est réservée ;
- ✓ Souscription ou achats des actions de la société dans des conditions préférentielles : technique des stocks options ; le prix du titre est fixé lors de l'octroi de l'option, mais la levée des titres n'a lieu que beaucoup plus tard, le titre s'étant normalement entre-temps valorisé ;
- ✓ Rachat de l'entreprise par les salariés (RES) par le biais d'une société holding créée spécifiquement à cette occasion.

2.2.5.3. L'introduction en bourse

L'introduction en bourse est l'opération par laquelle un certain pourcentage du capital est cédé au public sur le marché : minimum 10% du capital L'introduction en bourse présente deux avantages principaux pour l'émetteur : d'une certaine notoriété : acquisition possibilité d'accéder à terme ou immédiatement à des sources de financement Complémentaires : augmentation de capital ou émission d'un emprunt par exemple.

L'introduction peut se faire selon différents procédés : ajustement du cours d'introduction en fonction de la demande du titre ; offre publique de vente à un prix déterminé : mise en vente des titres sur le marché.

L'introduction en bourse ne procure à la société concernée aucun apport immédiat de capitaux frais, mais elle a lieu dans l'optique d'un très proche appel au marché. ²²

2.3. LES CONCOURS BANCAIRES

Toutes les entreprises ne peuvent pas faire appel au marché financier qui est réservé aux sociétés les plus importantes. Ces dernières peuvent, elles aussi, préférer s'adresser à leur banque pour financer certains investissements.

²² Principes de Technique bancaire 23^eédition /op.cit.

Chapitre 01 : Les projets d'investissement et leurs modalités de financement.

Si le recours aux concours bancaires est une solution couramment utilisée et qui a bien souvent le mérite d'être la seule possible (ou presque) pour la quasi-totalité des petites et moyennes entreprises, il faut reconnaître que ce mode de financement présente des inconvénients pour l'entreprise en la rendant tributaire des aléas de la distribution du crédit (montant, coût, délais, etc.) et de la politique arrêtée par son banquier (choix des risques, garanties, etc.) Les banques peuvent intervenir soit sous forme de crédit classique, soit sous forme de crédit-bail (leasing), soit encore sous forme d'un prêt participatif.

2.3.1. Le crédit bancaire classique

Ce crédit peut être accordé à moyen terme ou à long terme.

2.3.1.1. Les crédits à moyen terme

D'une durée de 2 à 7 ans, ils sont accordés soit par une banque seule, soit par une banque en concours avec un établissement spécialisé (Banque de développement des PME par exemple).

Il doit exister une liaison entre la durée du financement et la durée de vie du bien financé. Il faut éviter, dans tous les cas, que la durée du financement soit plus longue que la durée d'utilisation du bien que le crédit à moyen terme finance. Celui-ci s'applique donc à des investissements de durée moyenne tels que véhicules et machines et, de façon plus générale, à la plupart des biens d'équipement et moyens de production de l'entreprise.

La durée du prêt doit cependant tenir compte des possibilités financières de l'entreprise ; celle-ci, en effet, pendant cette période doit pouvoir non seulement assurer le remboursement du crédit, mais encore dégager un autofinancement suffisant pour reconstituer le bien qui s'use (c'est l'amortissement).

Parmi les crédits à moyen terme, le banquier distingue ceux qui sont réescomptables de ceux qui ne le sont pas ; si dans les deux cas, la banque prend le risque de l'opération, elle a la possibilité dans le premier cas de mobiliser sa créance. Toutefois, depuis juillet 1989, les crédits à moyen ou long terme ne sont plus réescomptables.²³

²³ Principes de Technique bancaire 23^eédition /op.cit.

Chapitre 01 : Les projets d'investissement et leurs modalités de financement.

Dans tous les cas, un financement par un crédit à moyen terme ne doit pas couvrir la totalité de l'investissement. Il est logique que l'entreprise qui désire s'équiper fasse un effort d'autofinancement.

Le pourcentage du programme d'investissement financé par un crédit à moyen terme est compris en général entre 60 % et 80% du montant HT de l'investissement.

L'octroi d'un crédit à moyen terme fait, de la part du banquier, l'objet d'une étude poussée car le risque provient de la durée et de l'importance du prêt. Il faut étudier les incidences sur le marché de la mise en place de cet équipement et prévoir la situation financière de l'entreprise, compte tenu de son nouvel outil de production et également de ses charges nouvelles, Ceci nécessite de dresser un plan prévisionnel de financement qui mettra en parallèle l'ensemble des charges et ressources de l'emprunteur, afin de dégager les possibilités futures de l'entreprise à faire face à ses dettes et de là assurer un bon dénouement de l'opération de crédit.

- L'analyse d'une demande de crédit à moyen terme repose principalement sur l'étude des éléments suivants :
- Situation économique ;
- Situation financière de l'entreprise avant l'opération, pendant et après l'opération ;
- Garanties offertes (personnelles ou/et réelles choisies en fonction des biens financés et de la situation de l'emprunteur).

2.3.1.2. Les crédits à long terme

D'une durée de 7 à 20 ans, ils sont distribués par les institutions financières spécialisées.

Pour ce type de financement, les banques ne jouent, la plupart du temps, qu'un rôle de relais avec toutefois, dans certains cas, une participation en risque avec l'établissement prêteur.

Les institutions financières spécialisées assurent le financement de ces crédits sur ressources provenant principalement d'emprunts obligatoires²⁴

²⁴ Principes de Technique bancaire 23^e édition /op.cit.

Chapitre 01 : Les projets d'investissement et leurs modalités de financement.

2.3.1.3. Le crédit-bail (leasing)

2.3.1.3.1. Définition

Le crédit-bail est une technique de financement d'une immobilisation par laquelle une banque ou une société financière acquiert un bien meuble ou immeuble pour le louer à une entreprise, cette dernière ayant la possibilité de racheter le bien loué pour une valeur résiduelle généralement faible en fin de contrat.

Ce n'est pas une vente à tempérament car l'utilisateur n'est pas propriétaire du bien financé.

Ce n'est pas une simple location car le locataire dispose d'une faculté de rachat. Ce n'est pas une location-vente car le locataire n'est pas obligé d'acquérir le bien loué après un certain délai.

2.3.1.3.2. Mécanisme

- L'entreprise choisit son équipement.
- Le fournisseur est réglé par la société de crédit-bail.
- La durée du contrat doit correspondre à la vie économique du bien loué.

A la fin du contrat, le locataire peut acquérir le bien loué, le restituer ou dans certains cas renouveler le contrat sur de nouvelles bases.

2.3.1.3.3. Formes principales de crédit-bail

- Crédit-bail mobilier

Il porte sur des biens d'équipement qui doivent être utilisés pour les besoins de l'entreprise ou à titre mixte et participer à la productivité de l'entreprise ; il ne peut s'appliquer aux fonds de commerce et aux logiciels informatiques.

Il est distribué par des sociétés spécialisées filiales de banques.

Les concours de ces établissements sont fonction de leurs fonds propres.²⁵

²⁵ Principes de Technique bancaire 23^eédition /op.cit.

Chapitre 01 : Les projets d'investissement et leurs modalités de financement.

- **Crédit-bail immobilier**

Il concerne des biens immobiliers professionnels déjà construits ou à construire.

Il est distribué par des sociétés spécialisées ou des banques pouvant adopter le statut de sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie (SICOMI).

Les SICOMI bénéficient de la transparence fiscale et leurs locataires peuvent récupérer eux-mêmes la TVA ; toutefois, depuis janvier 1991, les SICOMI sont soumises à l'IS pour les opérations de crédit-bail ou de location simple conclues à compter du 1 janvier 1991.

Les SICOMI ne peuvent intervenir que si le locataire est imposable dans la catégorie des bénéficiaires industriels et commerciaux.

Les professions libérales et les associations loi de 1901 ne peuvent bénéficier du crédit-bail qu'auprès de sociétés de crédit-bail n'ayant pas le statut de SICOMI.

2.3.1.3.4. Opérations particulières de crédit-bail

- **Le lease-back**

C'est une technique de crédit par laquelle l'emprunteur transfère au prêteur la propriété d'un bien qu'il rachète progressivement suivant une formule de location assortie d'une promesse de vente.

Le lease-back permet donc à une entreprise de trouver des capitaux en cédant ses immobilisations. Cette opération ne peut avoir lieu en matière de fonds de commerce ou d'établissement artisanal.

- **Le crédit-bail adossé**

Appelé aussi crédit-bail fournisseur, c'est une opération par laquelle une entreprise vend le matériel qu'elle fabrique à une société de crédit-bail qui le laisse à sa disposition dans le cadre d'un contrat de crédit-bail.

L'entreprise productrice, devenue locataire de ses propres productions, sous-loue le matériel à ses clients utilisateurs dans des conditions qui sont souvent identiques à celles du contrat de crédit-bail dont elle est bénéficiaire.²⁶

²⁶ Principes de Technique bancaire 23^e édition /op.cit.

Chapitre 01 : Les projets d'investissement et leurs modalités de financement.

2.3.1.3.5. Avantages et inconvénients du crédit-bail

- Avantages

Le crédit-bail est d'une grande souplesse d'utilisation.

Il n'exige aucun autofinancement.

L'utilisateur étant locataire du bien financé n'a pas à fournir de garantie réelle.

Il n'y a pas d'immobilisation au bilan puisqu'il s'agit de location.

Les loyers sont passés en frais généraux à condition que la durée de location corresponde à la vie économique du bien loué.

- Inconvénients

Il s'agit d'une technique de financement d'un coût élevé, surtout pour les petits investissements.

Ce type de financement est réservé aux biens standards.

Les biens financés ne peuvent être donnés en garantie.

Le locataire en rachetant le bien, même pour une valeur résiduelle faible, doit l'amortir à l'issue du contrat.²⁷

²⁷ Principes de Technique bancaire 23^eédition /op.cit.

Chapitre 01 : Les projets d'investissement et leurs modalités de financement.

Section 03 : Critères de choix des financements et leur importance

Dans le prolongement des fondements théoriques du financement des projets d'investissement et de l'exploration du cadre général d'intervention de la Caisse Populaire d'Algérie (CPA), cette troisième section se propose d'examiner de manière approfondie les modalités concrètes de financement mobilisées pour un projet spécifique localisé à Boumerdès. Il s'agit ici de confronter les principes financiers aux réalités pratiques en s'appuyant sur un cas empirique, permettant ainsi de mettre en lumière les logiques de décision, les mécanismes de structuration financière adoptés ainsi que les défis rencontrés au cours de l'exécution du projet. Une telle analyse vise à évaluer l'efficacité du montage financier retenu, tout en identifiant les enseignements pouvant être généralisés à d'autres projets similaires dans le contexte bancaire algérien. Ce faisant, elle constitue un pont entre théorie et pratique, condition sine qua non pour une compréhension rigoureuse des enjeux liés au financement des investissements à l'échelle territoriale.

1. Critères de choix des financements :

Le choix du mode de financement d'un projet d'investissement repose sur une analyse rigoureuse de plusieurs critères déterminants. Parmi les plus essentiels figurent le coût du financement, notamment à travers le taux d'intérêt, la capacité de remboursement de l'entreprise, le niveau d'endettement acceptable, ainsi que la nature du projet envisagé. D'autres éléments tels que la stabilité des flux de trésorerie, la tolérance au risque, les garanties disponibles, ou encore les avantages fiscaux liés à certaines formes de financement (comme la déductibilité des intérêts d'emprunt) influencent également la décision. Au-delà des aspects purement financiers, le choix du financement doit aussi être cohérent avec la stratégie globale de l'entreprise, en préservant par exemple son indépendance ou en facilitant l'accès à des ressources extérieures pour soutenir sa croissance. L'objectif final est d'opter pour une structure de financement qui maximise la rentabilité du projet tout en limitant les risques et en assurant la viabilité financière à long terme.²⁸

²⁸ Raymond Chabot Grant Thornton /op.cit.

Chapitre 01 : Les projets d'investissement et leurs modalités de financement.

1.1. Le taux d'intérêt comme facteur de risque :

La hausse (actuelle et à venir) des taux d'intérêt est un facteur à ne pas négliger dans vos calculs et dans votre stratégie. La Banque d'Algérie a maintenu son taux directeur à 3,5% en 2023, dans un contexte d'inflation modérée (autour de 5,2% sur 12 mois) et de pression sur les prix des hydrocarbures, principale source de devises du pays. Bien que ce taux reste stable depuis 2021, les banques commerciales, dont la CPA Banque, appliquent des taux moyens de 7 à 9 % pour les prêts aux PME, selon le risque sectoriel.

Depuis la crise économique liée à la chute des prix du pétrole en 2014-2016, les taux d'intérêt en Algérie ont connu des ajustements prudents pour soutenir l'investissement local. Par exemple, les prêts à moyen terme (5 ans) pour l'agriculture ou les énergies renouvelables oscillent entre 6% et 8%, avec des subventions partielles de l'État pour les projets prioritaires. La CPA Banque a financé en 2022 plus de 30 projets agricoles à taux bonifiés, visant à moderniser les coopératives oléicoles et céréalières.

Cependant, la Banque d'Algérie a récemment signalé des pressions inflationnistes liées aux importations et à la dépréciation du dinar, ce qui pourrait entraîner une révision des taux en 2024. Pour les entrepreneurs, il est crucial d'anticiper ces variations, surtout pour les projets à long terme comme l'acquisition de matériel industriel ou l'expansion d'unités de transformation.²⁹

1.1.1. Quelle structure de taux choisir pour votre entreprise ?

La réponse à cette question dépend de plusieurs critères propres à votre situation :

- **Nature du projet :**
 - Un projet agroalimentaire peut obtenir un prêt à 7% via la CPA Banque, avec garantie de l'État.

²⁹« Cet exemple s'inspire de mécanismes observés au Canada (Raymond Chabot Grant Thornton, 2022). Les données algériennes sont estimées sur la base des taux moyens appliqués par la CPA Banque de Boumerdès en 2023 et des tendances économiques rapportées par l'Office National des Statistiques (ONS, 2023). »

Chapitre 01 : Les projets d'investissement et leurs modalités de financement.

- Une acquisition d'équipements technologiques pourrait nécessiter un taux de 9%, en raison des risques perçus.
- **Marge de manœuvre financière :**
 - Les entreprises avec des liquidités stables peuvent opter pour des taux variables, moins chers à court terme.
- **Tolérance au risque :**
 - Les PME innovantes préfèrent souvent des prêts participatifs avec partage de risque, plutôt que des crédits classiques.

1.1.2. Des choix différents selon la nature du projet

La CPA Banque distingue clairement les projets selon leur secteur :

- **Projets agricoles :**
 - Financement à 6% sur 5 ans pour l'achat de tracteurs ou de systèmes d'irrigation, avec garantie du Fonds National de l'Agriculture (FNA).
- **Projets industriels :**
 - Taux à 8,5% pour l'acquisition de machines, avec nécessité de garanties réelles (hypothèques, nantissements).
- **Énergies renouvelables :**
 - Taux préférentiels à 5% pour les installations solaires, grâce à des subventions de l'ANER (Agence Nationale des Énergies Renouvelables).³⁰

³⁰ Raymond Chabot Grant Thornton /op.cit

Chapitre 01 : Les projets d'investissement et leurs modalités de financement.

1.2. Les contraintes à respecter lors d'une décision de financements :

Lorsqu'une entreprise prend une décision de financement, elle doit impérativement respecter un certain nombre de contraintes financières afin de garantir l'équilibre et la viabilité de son projet. Parmi celles-ci figure la règle de l'équilibre financier minimum, qui impose que les emplois stables (investissements durables) soient couverts par des ressources stables (fonds propres ou emprunts à long terme). Il est également crucial de respecter la règle de l'endettement maximum, selon laquelle le niveau de dettes de financement ne doit pas excéder les fonds propres de l'entreprise, afin de préserver sa solvabilité. En outre, la capacité de remboursement constitue une contrainte majeure : le montant total des dettes ne doit pas dépasser un certain multiple de la capacité d'autofinancement (CAF), généralement fixé à quatre fois celle-ci. Enfin, la règle d'autofinancement minimum recommande que l'entreprise finance une partie du projet par ses propres moyens, gage de son engagement et condition souvent exigée par les financeurs. Le respect de ces contraintes est essentiel pour sécuriser le montage financier et renforcer la crédibilité du projet auprès des partenaires financiers.³¹

1.2.1. Règle d'équilibre financier minimum : c'est-à-dire les emplois stables doivent être financés par les ressources stables.

1.2.2. Règle de l'endettement maximum : le montant de dettes de financement ne doit pas excéder le montant des fonds propres.

1.2.3. Règle de la capacité de remboursement : le montant de dettes de financement ne doit pas présenter plus de 4 fois la CAF.

1.2.4. Règle minimum de la CAF : l'entreprise doit autofinancer une partie de l'investissement pour lequel elle sollicite des crédits.

³¹Département de Gestion Financière. (2020/2021). * Les critères de choix de financement*. Université Sidi Mohamed Ben Abdallah, Fès. 20/02/2025 12 :50

Chapitre 01 : Les projets d'investissement et leurs modalités de financement.

1.2.5. Une fois le choix du projet d'investissement effectué, il reste bien souvent pour l'entreprise à déterminer le meilleur mode de financement pour mener à bien le projet d'investissement.

1.2.6. Un des aspects déterminants de la stratégie financière est donc le choix des financements les mieux appropriés.

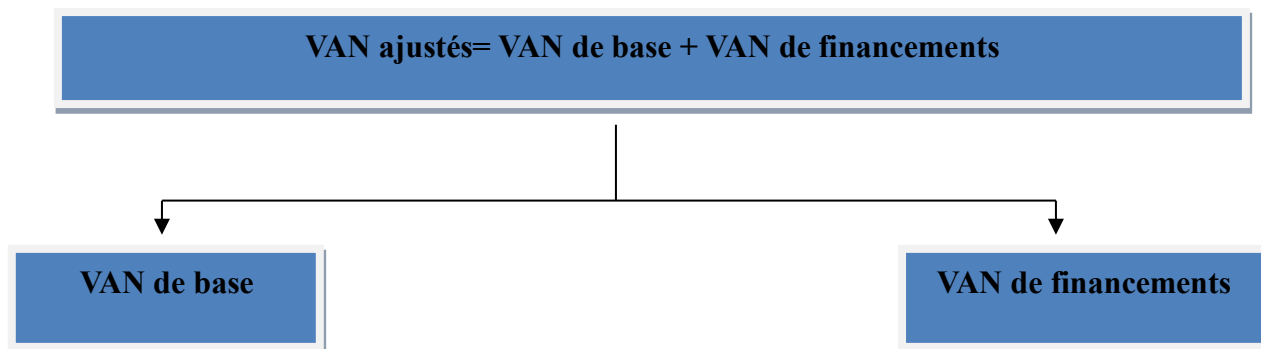
1.3. La valeur actuelle nette (VAN) ajustée :

La technique de la VAN ajustée consiste à ajuster globalement l'enrichissement généré par un projet et son financement particulier.³²

VAN ajustée = VAN de base + VAN de financement

VAN de financement = VAN d'emprunt = VAN de crédit-bail

Figure N°1 : La valeur actuelle nette (VAN) ajustée



Source : Département de Gestion Financière. (2020/2021). * Les critères de choix de financement*. Université Sidi Mohamed Ben Abdallah, Fès.

³² Département de gestion financière, op.cit.

Chapitre 01 : Les projets d'investissement et leurs modalités de financement.

1.3.1. La valeur actuelle nette (VAN) ajustée :

Si la VAN ajustée est négative, le projet ne permet pas de rémunérer les moyens de financement engagés. L'entreprise doit renoncer à le réaliser.

La VAN ajustée est le meilleur critère pour comparer plusieurs projets qui seraient financés selon des modalités différentes c'est à dire non comparables les unes aux autres.

1.3.2. Le critère du bénéfice net par action (BNPA) :

- Le bénéfice net par action (BNPA) représente le bénéfice net consolidé divisé par le nombre d'actions composant le capital d'une société.

- Le calcul du BNPA :

$$\text{Bénéfice net} / \text{nombre d'actions} = \text{BNPA}$$

- Le mode de financement le plus avantageux est celui qui offre le bénéfice par action le plus élevé

1.3.3. Le critère des excédents de flux de liquidité (EFL) :

- Flux de liquidité= Cash-flows= [marge avant frais liés au financement -frais liés au financement (nets d'impôts)].³³

- **Autofinancement**

Excédent de flux de liquidité = Flux de liquidité actualisés part de l'investissement supportée par l'entreprise

- **Autofinancement + emprunt**

$$\text{EFL} = \text{Flux de liquidités actualisés} - \text{Autofinancement}$$

- **Crédit-bail**

$$\text{EFL} = \text{Flux de liquidité actualisés} = \text{Résultat net actualisés}$$

³³ Département de gestion financière, op.cit.

Chapitre 01 : Les projets d'investissement et leurs modalités de financement.

1.3.4. Le critère des décaissements réels actualisés :

Il s'agit de calculer pour chaque source de financement, les sommes des décaissements nets actualisés qui correspondent au total des remboursements qui seront encaissés par l'entrepreneur. Ces remboursements doivent être nets d'économies fiscales et actualisés à la période initiale du fait que leur décaissement intervient de manière étalée dans le temps.

Tableau N°3 : Le critère des décaissements réels actualisés

Période	1	2	N
Remboursement	R1	R2		Rn
Intérêts	I1	I2		In
Economie d'IS	$I1 * \text{Taux de l'IS}$	$-I2 * \text{Taux de l'IS}$		$-In * \text{Taux de l'IS}$
Total décaissements réels	$R1 + I1 - \text{Economie de l'IS}$	$R2 + I2 - \text{Economie de l'IS}$		$Rn + In - \text{Economie de l'IS}$
Décaissements réels actualisés	$Dr1 (1+t) - 1$	$Dr1 (1+t) - 1$		$Dr1 (1+t) - 1$

Source : Département de Gestion Financière. (2020/2021). * Les critères de choix de financement*. Université Sidi Mohamed Ben Abdallah, Fès.

Le tableau présente une évaluation détaillée du coût réel d'un financement sur plusieurs périodes, en tenant compte à la fois des remboursements, des intérêts et des économies fiscales associées. Pour chaque période, le remboursement du capital (R) et les intérêts (I) représentent les flux financiers bruts à la charge de l'entreprise. Toutefois, une économie d'impôt est réalisée grâce à la déductibilité des intérêts du résultat imposable, ce qui réduit le montant effectivement payé par l'entreprise.³⁴

La ligne « Total des décaissements réels » indique donc le coût net supporté par l'entreprise pour chaque période, calculé en soustrayant l'économie d'impôt des paiements bruts

³⁴ Département de gestion financière, op.cit.

Chapitre 01 : Les projets d'investissement et leurs modalités de financement.

($R + I - \text{économie d'IS}$). Ce montant est ensuite actualisé pour chaque période à l'aide d'un taux d'actualisation t , afin de ramener tous les flux futurs à leur valeur présente, ce qui permet une comparaison équitable des différents scénarios de financement.

Ainsi, la dernière ligne du tableau « les décaissements réels actualisés » synthétise le coût total actualisé du financement sur toute la durée du projet. Plus ce montant est faible, plus le financement est avantageux pour l'entreprise. Ce tableau est donc un outil d'aide à la décision précieux pour choisir le montage financier le plus économique à long terme, en intégrant l'effet fiscal et la valeur temps de l'argent.³⁵

Tableau N°4 : les décaissements réels actualisés

Période	0	1	2	N
Dépôt de garanties	D				
Loyer		L1	L2		Ln
Economie d'IS (dû au loyer)		L1*taux de l'IS	L2*taux de l'IS		
Total décaissements réels		L1-L1*taux de l'IS+ (taux de l'IS x V /n			

Source : Département de Gestion Financière. (2020/2021). * Les critères de choix de financement*. Université Sidi Mohamed Ben Abdallah, Fès.

Ce tableau présente l'analyse des flux financiers liés au crédit-bail, en s'appuyant sur le critère des décaissements réels actualisés. Dans ce mode de financement, l'entreprise ne rembourse pas un prêt classique, mais verse des loyers périodiques (L1, L2, ..., Ln) à l'établissement bailleur, en contrepartie de l'usage d'un bien d'équipement.

³⁵ Département de gestion financière, op.cit.

Chapitre 01 : Les projets d'investissement et leurs modalités de financement.

À la période initiale (période 0), l'entreprise effectue un dépôt de garantie (D), souvent exigé par le bailleur comme sécurité contractuelle. Ensuite, à chaque période, elle paie un loyer, dont le montant est fiscalement déductible, ce qui engendre une économie d'impôt proportionnelle au taux de l'impôt sur les sociétés (IS).

Le tableau met en évidence que le décaissement réel à chaque période correspond au loyer diminué de l'économie d'impôt générée, ce qui réduit le coût effectif pour l'entreprise. S'ajoute à cela un montant forfaitaire réparti ($\text{taux IS} \times V/n$), représentant l'économie d'impôt liée à la valeur résiduelle (V) du bien, généralement récupérée sous forme d'option d'achat en fin de contrat. L'ensemble de ces flux est ensuite actualisé pour obtenir la valeur actuelle nette des décaissements réels, permettant de comparer objectivement ce mode de financement avec d'autres options comme le crédit bancaire ou l'autofinancement.

En résumé, ce tableau permet d'évaluer l'efficacité économique du crédit-bail en mettant en lumière son avantage fiscal et sa charge réelle sur la trésorerie de l'entreprise, actualisée sur la durée du contrat.

2. L'importance des critères de choix de financement

Le financement d'un projet d'investissement ne se limite pas à un simple choix technique ; il s'agit d'une décision stratégique qui peut conditionner la réussite ou l'échec de l'entreprise sur le long terme. En effet, un mauvais choix de financement peut entraîner des déséquilibres financiers, des tensions de trésorerie, voire la perte du contrôle de l'entreprise. C'est pourquoi l'usage de critères rigoureux, objectifs et formalisés s'impose pour guider cette décision cruciale.³⁶

³⁶ Département de gestion financière, op.cit.

Chapitre 01 : Les projets d'investissement et leurs modalités de financement.

2.1. Méthodologie éprouvée et reproductible

Les critères financiers comme la Valeur Actuelle Nette (VAN), le Taux de Rentabilité Interne (TRI) ou le délai de remboursement constituent un cadre méthodologique essentiel. Ils reposent sur l'analyse actualisée des flux de trésorerie futurs, permettant d'évaluer de manière fiable la rentabilité économique du projet. Cette méthode, telle que présentée dans *Principes de finance d'entreprise* par Bradley, Myers et Allen, offre un standard reconnu internationalement, garantissant ainsi une prise de décision cohérente et transparente. Elle évite les décisions intuitives ou basées sur des impressions subjectives, qui peuvent conduire à des investissements non rentables.³⁷

2.2. Anticipation et gestion des aléas³⁸

Tout projet d'investissement est soumis à une multitude d'incertitudes : évolution des taux d'intérêt, fluctuations du marché, retards dans la réalisation des travaux ou des livraisons, changement dans la réglementation, etc. Grâce à l'analyse de sensibilité et à la modélisation de scénarios variés (optimistes, pessimistes, les plus probables), les critères financiers permettent de quantifier l'impact de ces risques et de prévoir des marges de sécurité. Gitman et Zutter soulignent que cette démarche proactive est indispensable pour bâtir des plans de contingence efficaces, minimisant ainsi les risques financiers et opérationnels.

2.3. Cohérence avec la stratégie globale de l'entreprise³⁹

Le choix du financement ne peut être dissocié de la stratégie de l'entreprise. En effet, une société familiale souhaitant préserver son indépendance et le contrôle de son capital privilégiera généralement les financements par endettement, même si cela implique un coût financier. À l'inverse, une start-up en forte croissance acceptera volontiers la dilution du capital en échange d'un financement par fonds propres, afin de soutenir son développement rapide. Ross,

³⁷ R. A. Brealey, S. C. Myers & F. Allen, *Principes de finance d'entreprise*, 12^e éd., McGraw-Hill, 2017.

³⁸ L. J. Gitman & C. J. Zutter, *Principles of Managerial Finance*, 14^eéd. Pearson, 2015.

³⁹ S. A. Ross, R. Westerfield & J. Jaffe, *Corporate Finance*, 12^eéd. McGraw-Hill, 2019.

Chapitre 01 : Les projets d'investissement et leurs modalités de financement.

Westerfield et Jaffe insistent sur la nécessité d'adapter le montage financier à la gouvernance et aux objectifs stratégiques à moyen et long terme, garantissant ainsi l'harmonie entre les choix financiers et la vision de l'entreprise.

2.4. Transparence et comparabilité des options

Le recours à des critères universels facilite la comparaison entre différentes sources de financement, qui peuvent présenter des caractéristiques très diverses : prêt bancaire classique, crédit-bail, augmentation de capital, financement participatif, etc. Cette transparence permet non seulement de comparer objectivement le coût et les risques associés à chaque option, mais également de renforcer la confiance des partenaires financiers, en leur fournissant des bases de discussion communes et compréhensibles. Brealey et mettent en avant cette standardisation comme un gage de bonne gouvernance financière.

2.5. Optimisation fiscale des financements⁴⁰

La fiscalité joue un rôle déterminant dans le choix du mode de financement. En effet, les intérêts payés sur les emprunts sont généralement déductibles du résultat imposable, ce qui réduit le coût réel du financement après impôt. À l'inverse, les dividendes versés aux actionnaires ne bénéficient pas de telles déductions. Damodaran démontre que l'intégration de ces éléments fiscaux dans le calcul de la VAN après impôt peut avoir un impact significatif sur la rentabilité nette du projet, influençant fortement la décision finale.

2.6. Renforcement de la crédibilité auprès des financeurs

Un dossier de financement présenté avec des analyses chiffrées rigoureuses (VAN, TRI, BNPA) témoigne du sérieux et de la maîtrise du porteur de projet. Cette transparence et cette précision facilitent l'obtention de conditions de financement favorables, telles que des taux d'intérêt réduits ou des délais de remboursement plus souples. Gitman et Zutter² indiquent que les établissements financiers privilégient les projets dont la gestion financière est bien documentée, car cela réduit leur risque de crédit.

⁴⁰ A. Damodaran, *Investment Valuation: Tools and Techniques for Determining the Value of Any Asset*, 3^eéd., Wiley, 2012

Chapitre 01 : Les projets d'investissement et leurs modalités de financement.

2.7. Pilotage et contrôle après investissement

Enfin, les mêmes critères financiers qui ont servi à la décision de financement deviennent des outils essentiels pour le suivi et le contrôle de la performance du projet une fois réalisé. Comparer les flux de trésorerie réels aux prévisions permet d'identifier rapidement les écarts, d'analyser leurs causes et d'ajuster les stratégies financières en conséquence. Ross insiste sur l'importance de ce suivi pour assurer la pérennité et la rentabilité à long terme de l'investissement.

Conclusion :

Ce premier chapitre a permis d'examiner de manière rigoureuse les fondements conceptuels et les mécanismes financiers liés à la mise en œuvre des projets d'investissement. En définissant la nature, les caractéristiques et les finalités de l'investissement, il a été possible de mieux cerner son rôle structurant dans le développement économique et la compétitivité des entreprises. Parallèlement, l'analyse des différentes modalités de financement a mis en lumière la diversité des instruments mobilisables, chacun répondant à des exigences spécifiques en termes de coût, de risque, de flexibilité et de contrôle.

Il ressort de cette étude que le succès d'un projet d'investissement ne repose pas uniquement sur sa rentabilité intrinsèque, mais également et surtout sur la pertinence du schéma de financement adopté. L'arbitrage entre financement interne, externe ou hybride constitue un exercice stratégique, engageant la solidité financière de l'entreprise et sa capacité à générer de la valeur à long terme. Les critères d'évaluation tels que la valeur actuelle nette, le taux de rentabilité interne ou le coût moyen pondéré du capital s'avèrent ainsi indispensables pour orienter les choix financiers vers les solutions les plus efficaces.

En somme, ce chapitre jette les bases théoriques nécessaires à une compréhension éclairée des enjeux du financement de l'investissement, et prépare l'analyse des modalités de financement spécifiques dans le cadre du cas pratique présenté ultérieurement.

Chapitre 2

Chapitre 02 : Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissements

Chapitre 02 : Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissements

Introduction

Le financement constitue un pilier essentiel du développement économique, en particulier dans un contexte où l'investissement productif conditionne la croissance et la compétitivité des entreprises. Dans ce cadre, les institutions bancaires jouent un rôle fondamental, non seulement en tant que pourvoyeuses de liquidités, mais également comme partenaires stratégiques accompagnant les entreprises dans leurs choix d'investissement, leur expansion et leur gestion des risques.

Ce deuxième chapitre vise à analyser en profondeur la relation entre les banques et le financement des entreprises, en mettant en lumière leurs fonctions clés, les mécanismes de financement bancaire, ainsi que les impacts économiques associés. Il s'intéresse également aux différences de traitement entre grandes entreprises et petites et moyennes entreprises (PME), ainsi qu'aux défis persistants qui freinent l'accès au crédit et limitent le potentiel de développement de nombreuses structures économiques, notamment dans les environnements financiers contraints.

Section 01 : Les fonctions bancaires dans le financement des entreprises

Les banques occupent une place centrale dans le financement des entreprises. Leur rôle dépasse la simple distribution de crédit pour englober un ensemble de fonctions stratégiques : collecte de l'épargne, évaluation des risques, structuration des financements et accompagnement des projets. Cette section vise à explorer ces différentes fonctions en mettant en lumière les mécanismes internes du financement bancaire ainsi que les services adaptés aux besoins des entreprises.

Chapitre 02 : Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissements

1. Processus bancaires de financement des projets :

Pour ce qui concerne le financement des entreprises, les banques ne sont qu'un intervenant parmi d'autres, surtout pour les opérations les plus importantes et longues, qui font appel aux marchés financiers à travers l'émission de titres ou la réalisation de montages, dans lesquels les banques apparaissent par pool ou de manière indirecte. Avec les techniques de transfert de créances et/ou de risque, comme la titrisation et les dérivés de crédit, les banques peuvent même désormais prendre des expositions, en portage de titres ou en risque, sur une contrepartie avec laquelle elles n'ont aucune relation commerciale.

Avec les entreprises, le rôle des banques a évolué de l'octroi de crédit vers la réalisation de prestations précises, à haute valeur ajoutée : conseil et montage d'opérations, émission et placement de titres sur les marchés, financements structurés, couvertures de risques. Certes, cela ne concerne encore véritablement que les entreprises les plus importantes. Mais il est probable que certaines PME au moins se verront offrir, plus ou moins prochainement, le moyen d'aller directement offrir leur risque de signature sur les marchés, leurs besoins en crédit direct tendant dès lors à se limiter au financement de leur cycle d'exploitation, dans des conditions de plus en plus normées, tandis qu'elles demanderont aux banques une assistance beaucoup plus large en termes d'ingénierie financière, fiscale et sociale (épargne salariale par exemple). En regard, les entreprises les plus modestes ne représenteront plus comme les professionnels (professions libérales, artisans et commerçants), qu'un segment de la banque de détail.

Le financement des projets constitue l'un des rôles clés des établissements bancaires. Leur fonctionnement dans ce domaine repose sur un processus structuré, rigoureux, et adapté aux spécificités de chaque entreprise. La banque ne se contente pas de prêter de l'argent ; elle évalue, structure, suit et sécurise les financements afin de maximiser la réussite des projets tout en limitant son propre risque. ⁴¹

⁴¹Esther JEFFERS et Olivier PASTRÉ « ÉCONOMIE BANCAIRE », Page (149-152)

Chapitre 02 : Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissements

1.1. Analyse et évaluation préalable du projet

Avant tout engagement financier, la banque procède à une étude approfondie du projet d'investissement. Elle examine :

- Le plan d'affaires : objectifs, stratégie, plan opérationnel, prévisions financières ;
- La rentabilité attendue : calcul de la VAN, TRI, seuil de rentabilité ;
- La capacité de remboursement : analyse des flux de trésorerie prévisionnels et historique de crédit.⁴²

1.2. Choix de l'instrument de financement

En fonction de la nature du projet et du profil du client, la banque propose différentes solutions :

- Crédit d'investissement classique : pour financer des actifs productifs à long terme ;
- Crédit-bail : utile pour les équipements, sans recours à un achat immédiat ;
- Financement structuré ou syndiqué : pour les projets complexes ou de grande envergure ;
- Project finance : financement adossé aux flux générés par le projet lui-même (ex. : centrales électriques, concessions).⁴³

1.3. Mise en place et suivi du financement

Une fois le financement approuvé, la banque procède à :

- La signature du contrat avec clauses financières, juridiques et de garanties ;
- Le décaissement progressif en fonction de l'avancement du projet ;
- Le suivi post-financement : reportons régulier, indicateurs de performance, audits éventuels.⁴⁴

⁴²S. A. Ross, R. Westerfield & J. Jaffé, *Corporate Finance*, 12^eéd. McGraw-Hill, 2019, pp. 715–720.

⁴³R. A. Brealey, S. C. Myers & F. Allen, *Principes de finance d'entreprise*, 12^e éd. McGraw-Hill, 2017, pp. 390–400.

⁴⁴A. Damodaran, *Applied Corporate Finance*, 4^eéd. Wiley, 2015, pp. 251–270.

Chapitre 02 : Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissements

1.4. Gestion du risque bancaire

Le fonctionnement bancaire repose également sur une gestion prudente des risques :

- Diversification du portefeuille de crédits ;
- Exigence de garanties réelles ou personnelles (hypothèques, nantissements) ;
- Provision pour créances douteuses, selon les normes prudentielles.⁴⁵

1.5. Rôle de l'expertise bancaire dans la réussite des projets

Enfin, au-delà du financement, les banques accompagnent les entreprises avec des conseils stratégiques, notamment dans :

- Le choix du bon calendrier de financement ;
- L'optimisation de la structure de capital ;
- La gestion du risque de change ou de taux si le projet est à composante internationale.⁴⁶

2. Les services financiers pour les grandes Enterprise et les PME.

2.1. Les grandes entreprises :

À l'égard des grandes entreprises, on peut distinguer trois grands types d'activités bancaires :

- Les crédits. Les banques proposent des prêts, découverts, lignes de crédit confirmé ou d'escompte, ainsi que la gestion des opérations internationales (crédits documentaires) aux entreprises ;
- Les émissions et le placement de titres pour le compte des entreprises. Les banques servent d'intermédiaires entre les entreprises et les marchés des capitaux. Dans ce cadre, leurs interventions pour le compte de leurs clients s'entendent comme un véritable rôle d'animation des marchés, notamment en assumant une partie du risque de contrepartie ;
- Les services financiers spécialisés. Ces services, de nature assez hétérogène, ont pour principal trait commun de nécessiter un haut niveau d'expertise technique. Ils recouvrent

⁴⁵ Basel Committee on Banking Supervision, Principles for the Management of Credit Risk, BIS, 2000.

⁴⁶ OECD, the Role of Banks in the Economy, Policy Brief, 2019.

Chapitre 02 : Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissements

en particulier les financements structurés d'acquisitions et de projets, l'optimisation du financement de certains actifs, les crédits syndiqués, les financements exports complexes, les produits financiers de couverture contre les risques de marché (matières premières, changes, taux) et le crédit-bail.

Les clients grands entrepris souhaitent un climat de plus grande confiance et d'équité dans leur relation avec leurs banques. Elles ont plus particulièrement aujourd'hui, pour certaines d'entre elles

Elles attendent des banques, qu'elles considèrent avant tout comme des fournisseurs, une offre adaptée dans le cadre d'une relation équilibrée. Plusieurs défis sont à relever :

- La transparence des conditions de facturation des services (en conseil notamment) ;
- La redéfinition de la relation au temps entre les banques et les entreprises. Cette asymétrie d'approche du temps entre le monde de l'entreprise (long terme) et celui de la finance (court terme) peut être parfois source d'incompréhension ;
- Dans leur relation avec les grandes entreprises, un vrai débat pour les banques est celui de la vente à perte. Dans la recherche d'une juste rémunération dans le temps de prestations de services de qualité, l'investissement de départ peut être à perte (coût d'acquisition) pour établir une relation de confiance équilibrée ;
- La demande des grandes entreprises est également de trouver un soutien auprès de leurs partenaires bancaires y compris dans les moments difficiles.⁴⁷

⁴⁷R. A. Brealey, S. C. Myers & F. Allen, Principes de finance d'entreprise, 12^e éd., McGraw-Hill, 2017, pp. 410–435.

Chapitre 02 : Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissements

Le financement bancaire des grandes entreprises revêt une dimension stratégique et complexe. Ces structures disposent généralement d'une base financière solide, mais leurs besoins sont souvent d'une ampleur telle qu'ils nécessitent des montages financiers sophistiqués et une intervention de plusieurs établissements à la fois.

Les banques interviennent souvent sous forme de crédits syndiqués, où plusieurs institutions se partagent les risques et les montants engagés. Ce type de montage est particulièrement adapté aux projets d'envergure internationale, dans des secteurs tels que l'énergie, les télécommunications ou les infrastructures. Il garantit une flexibilité dans la répartition des risques et facilite l'accès à des sommes importantes, souvent au-delà de la capacité d'une seule banque.

Les grandes entreprises bénéficient aussi d'un accès direct aux marchés financiers, mais elles continuent à recourir aux banques pour des besoins spécifiques : crédits relais, crédits à l'exportation, gestion de trésorerie, produits dérivés pour couvrir les risques de taux ou de change, etc. Les banques jouent ici un rôle de conseil et d'intermédiation essentiel.

En matière de gouvernance, les banques exigent des standards élevés : transparence comptable, audits externes réguliers, respect des covenants financiers. Cette discipline impose une gestion rigoureuse qui contribue à renforcer la solidité financière à long terme de l'entreprise.

En résumé, les grandes entreprises ont des relations structurées et de long terme avec les banques. Ces dernières offrent un accompagnement sur mesure, intégrant à la fois le financement, le conseil stratégique, et la couverture des risques, ce qui renforce la stabilité et la compétitivité des groupes industriels à grande échelle.⁴⁸

⁴⁸ Brealey, Myers & Allen, op. cit.

Chapitre 02 : Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissements

2.2. Les petites et moyennes entreprises.

La clientèle des PME se définit, du point de vue des banques, par opposition à celle des grandes entreprises : ce sont des entreprises qui sont trop petites ou ne satisfont pas aux critères d'éligibilité, notamment en termes d'information financière, pour se financer sur les marchés à un coût acceptable.

Les petites et moyennes entreprises (PME) jouent un rôle central dans l'économie, notamment en matière de création d'emplois, de dynamisation des territoires et de diversification du tissu productif. Cependant, l'accès au financement reste pour elles l'un des principaux obstacles à leur développement, en particulier dans les économies émergentes ou à marché bancaire concentré. Le financement bancaire demeure leur principale source externe de capitaux, bien que son obtention soit conditionnée par divers critères d'éligibilité et des procédures souvent complexes⁴⁹

Les banques évaluent les PME sur la base de critères spécifiques : rentabilité, structure financière, capacité de remboursement, et parfois la réputation du dirigeant. Cette analyse est d'autant plus délicate que les PME disposent rarement d'états financiers aussi détaillés et normalisés que les grandes entreprises. Par conséquent, les relations bancaires sont souvent fondées sur la connaissance personnelle du client et un historique de collaboration⁵⁰

Parmi les instruments les plus fréquemment utilisés figurent :

- Les crédits de trésorerie (facilités de caisse, avances sur factures) pour faire face aux besoins ponctuels de liquidité ;
- Les crédits à moyen terme pour financer l'acquisition de matériel ou l'extension des locaux ;
- Le crédit-bail (leasing), qui permet de financer des équipements sans alourdir le bilan ;
- Les garanties de crédit (cautionnement, hypothèque) qui sécurisent l'opération pour la banque.

⁴⁹ OECD, Financing SMEs and Entrepreneurs: An OECD Scoreboard, 2020.

⁵⁰ D. W. Diamond, Bank Loan Relationships and the Maturity of Debt, Journal of Finance, vol. 57, no. 6, 2002, pp. 370–392.

Chapitre 02 : Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissements

Afin de réduire les risques liés au financement des PME, les banques collaborent parfois avec des institutions publiques ou parapubliques. Par exemple, dans de nombreux pays, des fonds de garantie (comme la BPI en France ou la Caisse de Garantie en Algérie) assurent partiellement les prêts octroyés aux petites entreprises, limitant ainsi le risque pour les banques tout en facilitant l'accès au financement⁵¹

Les banques ont également développé des produits spécifiques adaptés aux cycles courts et aux caractéristiques sectorielles des PME. Dans le commerce ou l'artisanat, par exemple, des lignes de crédit renouvelables ou des crédits de campagne sont souvent utilisés. Dans l'industrie, on recourt à des prêts d'équipement amortissables à échéances fixes. Ces formules visent à offrir plus de flexibilité et de lisibilité pour les dirigeants d'entreprise.

La digitalisation a joué un rôle important dans l'amélioration de l'accès au financement pour les PME. Les banques utilisent de plus en plus des outils de scoring automatisé basés sur des algorithmes qui analysent les flux de trésorerie et le comportement de paiement. Cela réduit le temps de traitement des dossiers et permet d'élargir l'offre de crédit aux entreprises auparavant exclues du système formel.⁵²

Toutefois, certaines limites subsistent :

- Faible niveau de formalisation des PME (tenue de comptabilité irrégulière, documentation incomplète) ;
- Méfiance à l'égard du système bancaire ;
- Coût élevé du crédit perçu comme un frein à l'investissement. Pour répondre à ces enjeux, les banques mettent en place des dispositifs d'accompagnement non financier, tels que des formations à la gestion, des conseils en structuration financière, ou encore des partenariats avec

⁵¹ World Bank, SME Finance Policy Guide, 2021.

⁵² Beck, T. & Demirgüç-Kunt, A., Small and Medium-Size Enterprises: Access to Finance as a Growth Constraint, Journal of Banking & Finance, vol. 30, no. 11, 2006, pp. 2931–2943.

Chapitre 02 : Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissements

des incubateurs et chambres de commerce. L'objectif est de professionnaliser la gestion des PME et de renforcer leur capacité à dialoguer efficacement avec les financeurs.

En somme, bien que le financement bancaire des PME reste un défi, il constitue un levier crucial de croissance inclusive. Avec des produits adaptés, une analyse de crédit contextualisés, et des dispositifs d'accompagnement ciblés, les banques peuvent pleinement jouer leur rôle de moteur de développement économique local et régional.

Section 02 : Les risques et les défis dans le financement bancaire

Bien que le financement bancaire soit un levier essentiel pour le développement économique, il demeure exposé à plusieurs formes de risques et de contraintes. Entre incertitudes liées aux emprunteurs, exigences réglementaires croissantes et asymétries d'information, les banques doivent concilier rentabilité et prudence. Cette section a pour objectif d'analyser les principaux risques associés au financement bancaire, ainsi que les défis structurels qui en limitent l'efficacité et l'accessibilité.

1. Les différents risques dans le financement bancaire :

1.1. Les risques financiers :

1.1.1. Les risques de liquidité :

Il s'agit du risque que l'entreprise ne puisse pas convertir rapidement ses actifs en liquidités sans subir de pertes importantes. Une mauvaise gestion de la trésorerie peut entraîner une incapacité à honorer les obligations financières à court terme.⁵³

⁵³ Olivier Equey:/ article de « Quels sont les risques à prendre en compte dans le financement de son projet innovant ? » 22/05/2024 ‘

Chapitre 02 : Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissements

1.1.2. Les risques liés financement public :

En France, vous pouvez faire appel à tout un tas de fonds publics pour vous aider, à commencer par le Crédit Impôt Recherche (CIR), le Crédit Impôt Innovation (CII) et le statut Jeune Entreprise Innovante (JEI).

Evidemment, vous pouvez également vous renseigner auprès de la BPI France.

Les fonds publics en France financent l'amorçage d'un projet, mais rarement les frais de marketing et de commercialisation des nouveaux produits. Il faut en tenir compte dans le budget prévisionnel de lancement d'un nouveau produit.

1.1.3. Bon à savoir

Le secteur public est un mauvais payeur. Attention au délai de versement des aides et des paiements des factures de prestation

1.1.4. Les risques de crédit :

Ceci concerne la possibilité que l'emprunteur ne rembourse pas le montant prêté. Les prêteurs doivent évaluer la solvabilité de l'emprunteur via des vérifications de crédit et des modèles de scoring.

1.1.5. Les risques de Taux d'Intérêt :

Les fluctuations des taux d'intérêt peuvent affecter le coût global des emprunts. Une augmentation des taux d'intérêt peut rendre le service de la dette plus coûteux, impactant la rentabilité du projet.

1.1.6. Les risques de change :

Pour les projets impliquant des transactions en devises différentes, le risque de change est crucial. Les fluctuations des taux de change peuvent affecter les coûts des inputs importés et les revenus des produits exportés, impactant ainsi la rentabilité du projet.⁵⁴

⁵⁴ Equey, op.cit

Chapitre 02 : Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissements

1.2. Les risques opérationnels

1.2.1. Le risque technologique :

L'implémentation de nouvelles technologies comporte des risques. Les défaillances techniques, les bugs logiciels, ou les incompatibilités peuvent retarder le projet et augmenter les coûts.

1.2.2. Le risque de processus :

Ce risque concerne l'efficacité et l'efficience des processus internes. Des processus mal définis peuvent entraîner des inefficacités, augmentant les coûts ou retardant les délais.

1.2.3. Le risque de personnel

Cela inclut la disponibilité de la main-d'œuvre qualifiée, ainsi que les risques liés à la rétention et au turnover des employés. Une main-d'œuvre non qualifiée ou en pénurie peut retarder le projet.

1.3. Les risques juridiques :

1.3.1. Les risques de conformité

Les projets doivent se conformer aux réglementations locales, nationales et internationales. La non-conformité peut entraîner des amendes et des sanctions et retarder considérablement le projet.

1.3.2. Les risques contractuels

Les litiges découlant de contrats mal rédigés ou de la non-exécution des obligations contractuelles peuvent entraîner des coûts juridiques et des délais imprévus⁵⁵

⁵⁵ Equey, op.cit

Chapitre 02 : Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissements

1.4. Les risques de marché :

1.4.1. Les risques de demande

La demande pour le produit ou service peut fluctuer en fonction des conditions économiques, des tendances de consommation, et des préférences des clients. Une demande surestimée peut entraîner des surcapacités et des pertes financières.

1.4.2. Les risques concurrentiels

L'émergence de nouveaux concurrents ou de nouvelles offres peut affecter la part de marché et la rentabilité. L'analyse concurrentielle et des stratégies de différenciation sont essentielles pour atténuer ce risque.

1.4.3. Les risques de prix des matières premières

Pour les projets nécessitant des matières premières, les fluctuations des prix peuvent impacter les coûts.

1.4.4. Le risque TRL

Le TRL (Technologie Radines Level), ou Niveau de Maturité Technologique, est un outil utilisé pour évaluer la maturité d'une technologie avant de l'intégrer dans un système final ou un produit opérationnel. Il a été initialement développé par la NASA pour fournir une mesure qualitative de la maturité d'une technologie particulière ⁵⁶

1.4.5. Classements des TRL :

Chaque niveau décrivant un stade de développement technologique :

- **TRL 1** : Observation de principes de base
 - La recherche fondamentale commence. Les principes de base sont observés et rapportés.

⁵⁶ Equey, op.cit

Chapitre 02 : Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissements

- **TRL 2** : Formulation de concept technologique
 - Des concepts et/ou des applications de la technologie sont formulés. La recherche est purement spéculative à ce stade.
- **TRL 3** : Preuve de concept analytique et expérimental
 - La recherche commence à valider les concepts analytiques et expérimentaux. Les études de faisabilité ont été réalisées.
- **TRL 4** : Validation fonctionnelle du composant et/ou du processus en laboratoire
 - Les composants de la technologie sont intégrés pour étudier leur fonctionnement combiné en laboratoire.

2. Les Défis de financement bancaire

Bien que le financement soit le moteur essentiel de la croissance des entreprises, il n'est pas sans contraintes. Certaines entreprises rencontrent des difficultés lorsqu'elles cherchent à obtenir les fonds nécessaires pour soutenir leur développement. Voici donc quelques défis courants liés au financement dans la croissance des entreprises :

- **Surendettement** : Trop de dettes peuvent être préjudiciables à la croissance d'une entreprise, car cela entraîne des paiements d'intérêts et des obligations financières qui peuvent limiter la flexibilité financière nécessaire pour investir dans de nouvelles opportunités.
- **Crédibilité** : Les entreprises sans antécédents de réussite ou sans plan de croissance solide peuvent avoir du mal à convaincre les investisseurs de leur potentiel, ce qui rend difficile l'accès à des financements externes
- **Perte de contrôle** : Lorsqu'une entreprise obtient du financement externe, elle peut être contrainte de céder une partie de son contrôle à des investisseurs, notamment dans le cas du capital-risque. Cela peut entraîner une dilution de la participation des fondateurs et une influence accrue des investisseurs dans la prise de décisions stratégiques.⁵⁷

⁵⁷<https://www.karmen.io/blog/role-financement-croissance-entreprises#Limpact-du-financement-sur-la-croissance>
26-02-2025 17 :25

Chapitre 02 : Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissements

Le financement bancaire constitue un levier fondamental pour la croissance des entreprises. Cependant, ce mécanisme se heurte à un ensemble de défis structurels, conjoncturels et réglementaires. Qu'il s'agisse d'accès difficile au crédit, de rigidités institutionnelles ou de risques macroéconomiques, les obstacles rencontrés dans le processus de financement bancaire sont nombreux et souvent interdépendants.⁵⁸

Tout d'abord, l'un des défis majeurs réside dans l'asymétrie d'information entre les entreprises et les établissements bancaires. Les banques peinent à évaluer avec précision la solvabilité des emprunteurs, en particulier lorsqu'il s'agit de PME ne disposant pas d'états financiers complets ou fiables. Ce manque de transparence accroît le risque de défaut et pousse les banques à appliquer des conditions plus strictes d'octroi de crédit, comme des taux d'intérêt élevés, des garanties importantes ou un rationnement du crédit.⁵⁹

Un autre défi est celui du coût élevé du crédit bancaire dans certains contextes. En raison du niveau de risque perçu, les banques facturent des taux d'intérêt supérieurs à la moyenne, ce qui limite la rentabilité des investissements et peut dissuader les entreprises de recourir à l'endettement. Cela est particulièrement vrai dans les économies en développement, où le système bancaire est souvent peu concurrentiel ou faiblement capitalisé.⁶⁰

Par ailleurs, les contraintes réglementaires imposées aux banques, telles que les exigences de fonds propres dictées par les accords de Bâle III, ont restreint leur capacité à prêter, notamment aux secteurs jugés risqués. Les normes prudentielles, bien qu'indispensables à la stabilité financière, peuvent indirectement freiner l'accès au financement pour certaines catégories d'entreprises, en particulier les jeunes entreprises innovantes ou les structures sans garantie réelle.⁶¹

⁵⁸World Bank, *Financing for Development: Challenges and Solutions*, 2021.

⁵⁹Stiglitz, J. & Weiss, A., *Credit Rationing in Markets with Imperfect Information*, *American Economic Review*, 1981, pp. 393–410.

⁶⁰Beck, T., Demirgüç-Kunt, A. & Levine, R., *Bank Concentration and Crises*, *Journal of Banking and Finance*, vol. 34, no. 4, 2010.

⁶¹Basel Committee on Banking Supervision, *Basel III: A Global Regulatory Framework for More Resilient Banks and Banking Systems*, 2011.

Chapitre 02 : Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissements

Le risque de change constitue également un frein important, notamment pour les entreprises opérant à l'international. Les fluctuations monétaires peuvent renchérir le coût du service de la dette, surtout lorsque le crédit est libellé dans une devise étrangère. Ce risque est souvent difficile à couvrir pour les PME, qui ne disposent pas toujours d'accès aux produits financiers dérivés ou à des conseils spécialisés.

Enfin, il ne faut pas négliger les délais et la complexité administrative dans le traitement des demandes de crédit. Les procédures bancaires peuvent être longues, bureaucratiques, et mal adaptées aux réalités des entreprises, surtout dans les zones à faible densité bancaire. Cette lenteur est un facteur de découragement pour de nombreux entrepreneurs, qui se tournent alors vers des financements informels ou alternatifs, souvent moins avantageux.⁶²

Face à ces défis, plusieurs pistes d'amélioration s'offrent : renforcement de la digitalisation des services bancaires, développement de mécanismes de garantie publique, amélioration du cadre réglementaire, promotion de la finance inclusive, et développement de nouveaux modèles de scoring basés sur l'intelligence artificielle pour une meilleure évaluation des risques.

Section 03 : Impact du financement bancaire sur le développement des entreprises et de l'économie locale

Le financement bancaire ne constitue pas seulement un soutien financier aux entreprises, il représente également un moteur fondamental de développement économique. En facilitant l'investissement, la création d'emplois et l'innovation, le crédit bancaire joue un rôle structurant dans la croissance des entreprises et dans la dynamique des économies locales. Cette section s'intéresse à l'impact concret de ce financement sur la performance des entreprises et sur le renforcement du tissu économique territorial.

⁶² OECD, SME and Entrepreneurship Outlook, 2022.

Chapitre 02 : Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissements

1. L'impact du financement sur la croissance des entreprises :⁶³

Les banques jouent un rôle fondamental dans le financement des entreprises, en particulier des petites et moyennes entreprises (PME). Elles octroient divers types de prêts, tels que ceux à moyen et long terme, ainsi que des découverts pour aider les entreprises à gérer leur trésorerie.

Grâce à leur capacité à collecter l'épargne et à distribuer des fonds, les banques facilitent l'accès à des ressources financières essentielles pour la croissance et le développement des entreprises.

En évaluant la situation financière des entreprises et en leur offrant des conseils, les banques contribuent également à minimiser les risques associés aux projets d'investissement. Dans un contexte économique dynamique, les banques sont donc des partenaires clés pour le bon fonctionnement de l'économie.

Le financement joue un rôle essentiel dans le développement et la croissance des entreprises. Qu'il s'agisse de startups, d'entreprises en pleine croissance ou de grandes sociétés cherchant à innover, l'accès à des sources de financement adéquates est crucial pour réaliser leurs objectifs.

- **Exploiter les opportunités** : Les entreprises bien financées peuvent saisir rapidement les opportunités qui se présentent sur le marché. Cela peut inclure l'expansion géographique, l'acquisition d'entreprises concurrentes ou la diversification des activités.
- **Compétitivité** : Le financement permet aux entreprises d'améliorer leurs capacités opérationnelles, d'adopter de nouvelles technologies et de recruter des talents, renforçant ainsi leur position concurrentielle
- **Stabilité financière** : Un financement adéquat peut aider les entreprises à faire face aux défis économiques et aux fluctuations du marché, offrant une stabilité financière dans les moments difficiles.

⁶³https://lecfcm.fr/le-role-des-banques-dans-le-financement-des-entreprises/#Limportance_de_levaluation_financiere 14\03\2025 15 :33

Chapitre 02 : Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissements

- **Stimuler l'innovation** : Le financement adéquat permet aux entreprises d'investir dans la recherche et le développement, d'encourager l'innovation et de créer de nouveaux produits et services qui répondent aux besoins du marché.⁶⁴

Le financement bancaire constitue l'un des leviers essentiels du développement des entreprises, en particulier dans les économies où les marchés financiers restent peu accessibles. Par son rôle d'intermédiation, la banque permet aux entreprises de dépasser les limites de l'autofinancement et de soutenir leur croissance à travers l'investissement, l'innovation et la structuration opérationnelle.

1.1. Accès au capital et renforcement de la capacité d'investissement

Les entreprises, notamment les PME, manquent souvent de ressources propres suffisantes pour financer leur développement. Le crédit bancaire leur permet d'accéder à des capitaux importants sans pour autant diluer le contrôle des actionnaires existants. Cette capacité à mobiliser des ressources externes est indispensable pour financer l'expansion des capacités de production, l'ouverture de nouveaux marchés ou encore l'adoption de technologies modernes ⁶⁵

1.2. Stimulation de l'innovation et de la compétitivité

Le financement bancaire ne se limite pas à couvrir les besoins courants. Il peut être orienté vers des projets à forte valeur ajoutée, comme la recherche et développement, la digitalisation ou la transition énergétique. Ces investissements améliorent la compétitivité de l'entreprise à moyen et long terme, tout en favorisant la création d'emplois qualifiés ⁶⁶

1.3. Soutien à la résilience en période de crise

⁶⁴ <https://www.karmen.io/blog/role-financement-croissance-entreprises#Limpact-du-financement-sur-la-croissance>
26-02-2025 20 :25

⁶⁵ T. Beck & A. Demirgüç-Kunt, "Small and Medium-Size Enterprises: Access to Finance as a Growth Constraint," (Journal of Banking & Finance), vol. 30, no. 11, 2006, pp. 2931–2943.

⁶⁶ OECD, (Financing SMEs and Entrepreneurs: An OECD Scoreboard), 2020.

Chapitre 02 : Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissements

En période de tension économique (chocs externes, baisse de la demande, crise sanitaire), les banques jouent un rôle d'amortisseur en octroyant des lignes de crédit de trésorerie ou en restructurant les dettes existantes. Cette flexibilité permet aux entreprises de maintenir leur activité, d'éviter les faillites et de préserver l'emploi ⁶⁷

1.4. Amélioration de la gouvernance et de la gestion financière

L'octroi de crédit bancaire s'accompagne généralement de conditions contractuelles qui incitent les entreprises à renforcer leur discipline financière : reporting régulier, gestion prudente de la trésorerie, suivi des ratios de solvabilité, etc. À long terme, cette exigence améliore la gouvernance interne et professionnalise la gestion des ressources ⁶⁸

1.5. Effets indirects sur l'environnement économique local

Le développement d'une entreprise financée par le crédit bancaire a des retombées positives sur son écosystème : création de valeur pour les fournisseurs, stimulation de la demande locale, augmentation des recettes fiscales pour l'État. Ainsi, le financement bancaire dépasse l'intérêt individuel de l'entreprise pour devenir un vecteur de dynamisation de l'économie locale et nationale ⁶⁹

2. L'impact du financement sur la croissance de l'économie locale

⁶⁷ IMF, (Corporate Financing Trends and Policy Response in Times of Crisis), 2021.

⁶⁸ R. A. Brealey, S. C. Myers & F. Allen, (Principes de finance d'entreprise), 12^eéd. McGraw-Hill, 2017.

⁶⁹ World Bank, (Enterprise Surveys and Business Environment Studies) 2019.

Chapitre 02 : Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissements

Le rôle des banques dans l'économie était clair et bien établi tant que les marchés financiers étaient sous-développés, car elles étaient les seules à pouvoir fournir des services de liquidité et de crédit aux entreprises et aux ménages.

Le développement sans précédent des marchés financiers, impulsé dès la fin des années 1970 dans les pays anglo-saxons, a amené certains économistes à s'interroger sur la spécificité du financement bancaire par rapport au financement direct et sur la survie des banques traditionnelles. Plusieurs arguments ont été avancés

Leur fonction fondamentale est d'assurer la meilleure allocation possible de l'épargne disponible dans un pays aux agents économiques à besoins de financement. Cette fonction a été remplie de telle façon qu'aujourd'hui, les plus grandes banques gèrent, individuellement, une masse d'actifs bien supérieure au produit intérieur brut (PIB). Cette construction est le résultat d'un changement profond survenu au milieu des années quatre-vingt, qui leur a donné la possibilité de devenir de grands conglomérats financiers internationaux.

Le financement joue un rôle fondamental dans la dynamique macroéconomique : en orientant l'épargne vers les entreprises productives, il stimule l'innovation, l'emploi et l'accumulation de capital. Cette section analyse les principaux mécanismes par lesquels le financement qu'il émane des banques ou des marchés financiers contribue à la croissance économique, avant d'examiner ses effets de long terme sur la stabilité et le développement.⁷⁰

2.1. Mécanismes de transmission du financement vers la croissance

⁷⁰ Chapitre 1. La place et le rôle des banques dans l'économie Par Éric Lamarque et Vincent Maymo
Page 7

Chapitre 02 : Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissements

2.1.1. Allocation optimale des ressources

Les institutions financières recueillent l'épargne dispersée des ménages et la redistribuent aux projets dont la rentabilité anticipée est la plus élevée.⁷¹

2.1.2. Effet de levier et multiplication de l'investissement

En fournissant du crédit, les banques permettent aux entreprises d'engager des investissements supérieurs à leurs fonds propres.⁷²

2.1.3. Réduction du coût de l'information et de l'incertitude

Les banques jouent un rôle de « screening » et de « monitoring » en réduisant l'asymétrie d'information entre prêteurs et emprunteurs.⁷³

2.1.4. Stimulation de l'innovation

L'accès au financement externe, notamment via les marchés des capitaux, est corrélé à une plus forte intensité de Recherche & Développement. Slon Rajan et Zingales (1998) montrent que les économies plus développées financièrement présentent une croissance de la productivité plus rapide grâce à l'innovation.⁷⁴

2.2. Le rôle spécifique des banques dans un contexte de marchés financiers développés

⁷¹ R. Levine, "Finance and Growth: Theory and Evidence," in (Handbook of Economic Growth), Vol. 1A, P. Aghion & S. Durlauf (éd.), Elsevier, 2005, pp. 865–934.

⁷² R. A. Brealey, S. C. Myers & F. Allen, (Principes de finance d'entreprise), 12^eéd. McGraw-Hill, 2017.

⁷³ D. W. Diamond & P. H. Dybvig, "Bank Runs, Deposit Insurance, and Liquidity," (Journal of Political Economy), vol. 91, no. 3, 1983, pp. 401–419.

⁷⁴ R. G. Rajan & L. Zingales, "Financial Dependence and Growth, (American Economic Review), vol. 88, no. 3, 1998, pp. 559–586.

Chapitre 02 : Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissements

2.2.1. Intermédiation versus financement direct

Malgré la montée des marchés de capitaux, les banques conservent un rôle prépondérant pour le financement des PME, pour lesquelles l'accès public est limité. Elles offrent des prêts relationnels, fondés sur une connaissance approfondie du client et du projet.⁷⁵

2.2.2. Offre de services à haute valeur ajoutée

Les banques ont élargi leurs prestations : ingénierie financière, conseil en fusions-acquisitions, couverture des risques (taux, change, matières premières). Elles contribuent ainsi à la compétitivité des entreprises sur les marchés internationaux.

2.2.3. Stabilisation du système financier

Par leur capacité à absorber les chocs de liquidité et à mutualiser les risques, les banques jouent un rôle d'«amortisseur macroéconomique». En période de crise, leur intervention peut limiter la contraction du crédit et atténuer la récession

2.3. Effets macroéconomiques à long terme

2.3.1. Croissance soutenable et convergence

Une infrastructure financière solide accélère la convergence des économies émergentes vers les niveaux de vie des pays avancés. Selon Levine (2005) documente que les pays disposant de systèmes bancaires et boursiers matures enregistrent des taux de croissance plus élevés et plus durables.

2.3.2. Renforcement des institutions

⁷⁵ S. A. Ross, R. Westerfield & J. Jaffe, (Corporate Finance), 12^eéd. McGraw-Hill, 2019.

Chapitre 02 : Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissements

L'essor du secteur financier s'accompagne souvent de réformes réglementaires et juridiques (protection des investisseurs, transparence), qui bénéficient à l'ensemble de l'économie en améliorant la confiance des acteurs et en facilitant l'investissement ⁷⁶

2.3.3. Risques de surendettement et cycles financiers

Un excès de crédit peut conduire à des bulles d'actifs et à des crises financières, comme l'illustre la crise de 2008. Il convient donc de maintenir un équilibre entre développement financier et cadre prudentiel, afin de garantir la stabilité macroéconomique. ⁷⁷

Conclusion

Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissement s'est profondément transformé au fil du temps, passant d'un simple rôle de prêteur à celui de partenaire stratégique. À travers ce chapitre, nous avons mis en lumière les différentes fonctions bancaires, les mécanismes de financement adaptés aux spécificités des grandes entreprises et des PME, ainsi que l'impact concret du crédit bancaire sur la croissance économique locale et nationale.

Cependant, malgré leur importance, les établissements bancaires font face à de nombreux défis. Les risques liés à l'asymétrie d'information, aux exigences prudentielles, aux coûts de financement ou encore à la complexité des procédures, freinent l'accès au crédit pour de nombreuses entreprises, notamment les plus petites. Ces contraintes mettent en évidence la nécessité de réformes et d'innovations dans les pratiques bancaires, afin de garantir un financement plus inclusif, efficient et orienté vers le développement durable.

En somme, le financement bancaire demeure un pilier essentiel de l'économie réelle, à condition qu'il soit continuellement adapté aux évolutions du tissu entrepreneurial et aux exigences d'un environnement économique en mutation constant

⁷⁶ R. La Porta, F. López-de-Silanes, A. Shleifer & R. Vishny, "Law and Finance," (Journal of Political Economy), vol. 106, no. 6, 1998, pp. 1113–1155.

⁷⁷ F. Allen & D. Gale, (Comparing Financial Systems), MIT Press, 2004.

Chapitre 02 : Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissements

Section 04 : Présentation de la CPA Banque, et sa contribution au financement

Il est indispensable de présenter l'établissement bancaire dans lequel s'inscrit notre analyse. Le Crédit Populaire Algérien (CPA), à travers son agence, joue un rôle clé dans le financement des projets d'investissement locaux. Cette section retrace l'historique de la CPA Banque, son évolution, ses principales activités, ainsi que l'organisation spécifique de son agence. Elle permet ainsi de saisir l'importance stratégique de cette structure dans le tissu économique régional, en soulignant son mode de fonctionnement et son engagement en faveur du développement local.

1. Historique et activités principales de la CPA Banque :

Le Crédit Populaire Algérien a été créé en 1966. Son siège social est situé au boulevard Colonel Amirouche, à Alger, avec un capital initial de 150 millions de dinars algériens. Il a succédé à plusieurs banques populaires existantes avant 1966, notamment :

- La Banque Populaire Commerciale et Industrielle d'Oran.
- La Banque Commerciale et Industrielle d'Alger.
- La Banque Régionale Commerciale et Industrielle de Constantine.
- La Banque Régionale du Crédit Populaire Algérien.

Par la suite, il a été renforcé par l'intégration de la Banque Algérienne de Crédit le 01/01/1986. Il a également absorbé la Compagnie Marseillaise de Banques le 30/05/1968, la Société Française de Crédit et de Banque en 1971. Le BCPA compte neuf unités régionales (découpage de 1983). Son réseau comptait 114 agences début 1985, avant de se réduire à 78 agences après la création de la Banque de Développement Local (BDL).⁷⁸

⁷⁸ Documents interne, Agence CPA Boumerdes/op.cit.

Chapitre 02 : Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissements

Son capital évolue comme suit :

- 15 millions de dinars	En 1966
- 800 millions de dinars	En 1983
- 5,6 milliards de dinars	En 1992
- 9,31 milliards de dinars	En 1994
- 13,6 milliards de dinars	En 1996
21,6 milliards de dinars	En 2000
- 29,3 milliards de dinars	En 2006
48 milliards de dinars	En 2010.

Au 31/12/2014, le Crédit Populaire Algérien dispose d'un réseau couvrant l'ensemble du territoire national, comprenant 140 agences équipées numériquement et 15 directions régionales. Sa gamme de produits et services répond aux besoins d'une clientèle diversifiée (particuliers, entreprises). L'effectif actuel est d'environ 15 500 employés, dont 3 875 cadres. La banque applique une politique de formation continue et de promotion interne, permettant aux employés du réseau d'accéder à des postes au niveau de la structure centrale, afin d'augmenter le nombre de cadres qualifiés⁷⁹

⁷⁹ Documents interne, Agence CPA Boumerdes/op.cit.

Chapitre 02 : Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissements

2. L'organigramme de l'agence et ses départements et ses services.

Afin de mieux comprendre le fonctionnement opérationnel de l'agence CPA, il est essentiel d'examiner sa structure organisationnelle et les différents services qui la composent. Cette section présente l'organigramme de l'agence, reflétant la hiérarchie en place ainsi que la répartition des responsabilités. Elle détaille également les rôles et missions des divers départements, qui œuvrent de manière coordonnée pour assurer une gestion efficace des opérations bancaires, la satisfaction des clients, et le respect des normes internes. Cette analyse permet d'appréhender les mécanismes internes qui soutiennent l'activité quotidienne de l'agence et son rôle dans le financement local.

2.1. L'organigramme de l'agence

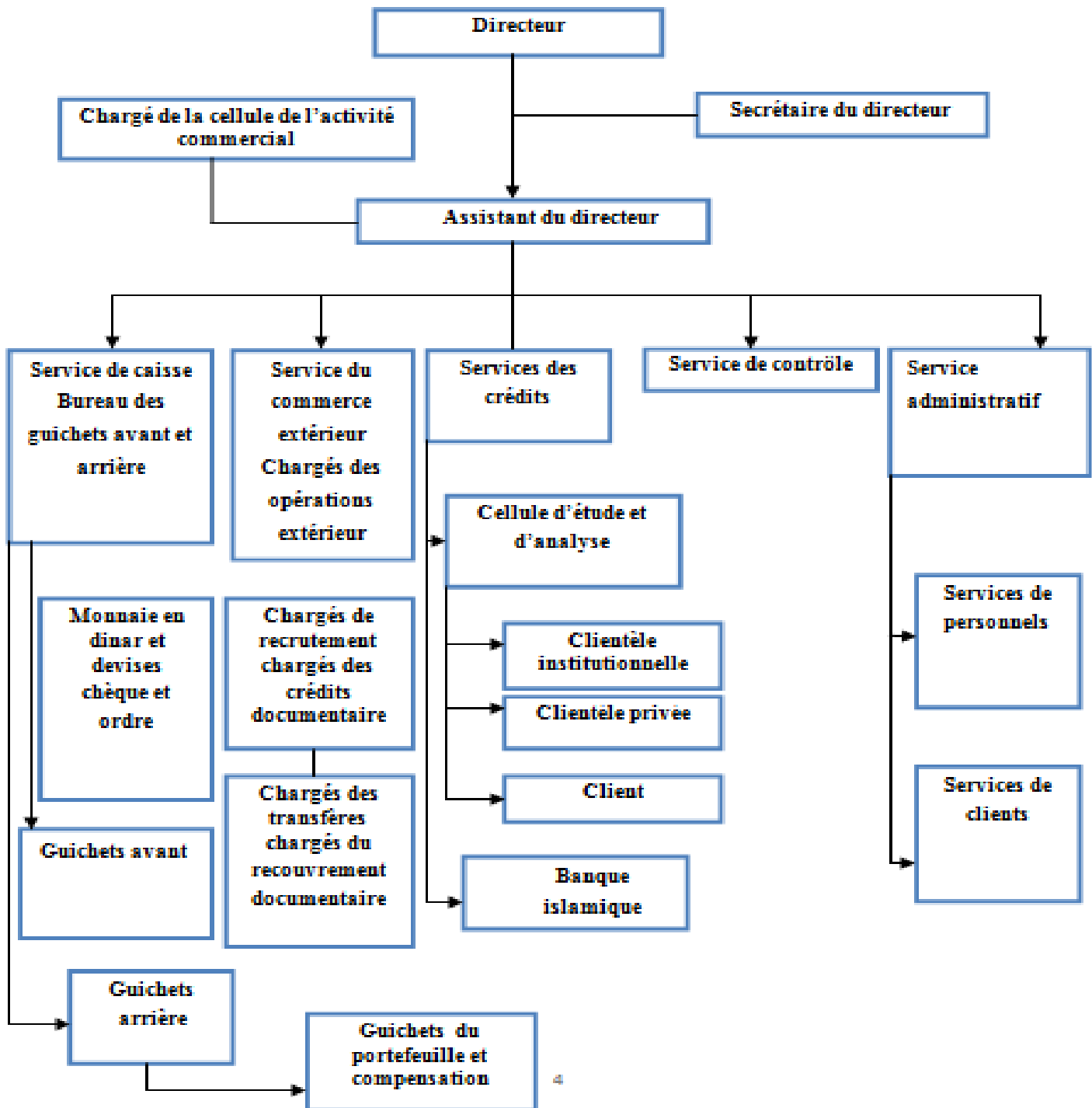
L'agence de Boumerdès du Crédit Populaire Algérien a été créée en 1973. Son siège est situé au centre commercial de Boumerdès. L'agence compte 23 employés permanents, les autres étant des travailleurs formés par des instituts spécialisés de la wilaya, dans le but d'améliorer le niveau des cadres au sein de la banque.

Le directeur de l'agence estime que le contrôle interne de la banque joue un rôle essentiel dans l'amélioration de l'efficacité de l'agence, tant au niveau de la structure que du système de travail. Cela inclut les procédures et les moyens utilisés, notamment le contrôle informatique présent dans tous les services de l'agence, ainsi que les équipements modernes de gestion de trésorerie, installés en 1997⁸⁰

- **Organigramme de l'agence**

⁸⁰ Documents interne, Agence CPA Boumerdes/op.cit.

Chapitre 02 : Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissements



Source : Documents interne, Agence CPA Boumerdes

2.2. Les services présents dans l'agence

Chapitre 02 : Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissements

L'agence bancaire, en tant qu'entité décentralisée de la banque, fonctionne selon les orientations stratégiques définies au niveau central, dans une optique d'optimisation de la gestion financière, d'allègement des charges structurelles et de mobilisation accrue des ressources. Sa proximité avec la clientèle locale lui confère également un rôle d'observatoire socio-économique, lui permettant de recueillir des données qualitatives et quantitatives sur la nature des services bancaires les plus sollicités. Cette mission stratégique repose sur une organisation hiérarchisée et fonctionnelle, à la tête de laquelle se trouve le directeur d'agence. Celui-ci est investi de responsabilités étendues : il assure la gestion globale de l'établissement, représente la banque au niveau local, coordonne les opérations, applique la réglementation en vigueur, oriente l'activité commerciale, supervise la gestion de la trésorerie, signe les documents à portée juridique et institutionnelle, et veille à la formation continue du personnel. Il est secondé par un directeur adjoint, qui occupe une fonction de relais hiérarchique et prend en charge les mêmes responsabilités en cas d'absence ou d'empêchement du directeur. L'administration quotidienne est également soutenue par la secrétaire de direction, chargée de la gestion des communications, de la planification des rendez-vous, de l'enregistrement et de la distribution du courrier à travers les différents services.

L'organisation interne de l'agence est subdivisée en services spécialisés, chacun dirigé par un responsable chargé de la gestion technique et de l'exécution des tâches propres à son domaine.

2.2.1. Le service administratif

Joue un rôle clé dans la gestion des ressources humaines et de la relation clientèle. Il s'occupe de la création et du suivi des dossiers du personnel, de la formation des agents, de l'établissement des documents de paie et des justificatifs administratifs, ainsi que de la résolution des litiges internes. Concernant la clientèle, ce service assure la vérification des pièces justificatives, l'ouverture de comptes bancaires de différentes natures (épargne, logement, professionnel), la gestion des mandats spéciaux, le traitement des saisies et blocages de comptes pour dettes judiciaires ou fiscales, ainsi que la transmission des documents de succession en cas de décès. Certaines de ces tâches sont désormais prises en charge par le **service de caisse**, garant de la bonne exécution des opérations en espèces et en devises.

Chapitre 02 : Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissements

Celui-ci est scindé en **front office**, destiné à l'accueil direct du client et à la gestion des transferts, paiements, chèques, opérations de change, et en **back office**, responsable de l'ouverture des comptes, de la réconciliation comptable, des transferts internes, du recouvrement et de l'émission de bons du Trésor.

2.2.2. Le service de contrôle

Exerce une fonction de supervision transversale : il vérifie la conformité des écritures comptables, examine les opérations réalisées par les autres services, contrôle les signatures, assure le suivi des comptes débiteurs et veille au respect des obligations fiscales, notamment le paiement de la TVA.

2.2.3. Le service de crédit

Pilier de l'activité bancaire, est chargé de l'ouverture et de l'analyse des dossiers de prêt, de l'évaluation des risques et garanties, du renouvellement des facilités de crédit, du recouvrement des créances en litige, et de la transmission des dossiers complexes à la Banque d'Algérie. Il assume également un rôle de conseil auprès des clients pour les accompagner dans la structuration financière de leurs projets.

2.2.4. Le service des affaires extérieures

Quant à lui, traite les opérations à dimension internationale, telles que l'ouverture et la clôture des dossiers import-export, la gestion des contrats, la délivrance de garanties, les crédits documentaires, les transferts libres, et le suivi quotidien des fluctuations du marché des devises. Il assure également les opérations de transfert en devises pour les particuliers, notamment ceux se déplaçant à l'étranger.

D'autres fonctions techniques, telles que le **guichet**, le **portefeuille** et la **compensation**, complètent l'architecture opérationnelle de l'agence. Le guichet se divise en deux pôles dinars et devise pour répondre aux besoins spécifiques des clients institutionnels et des retraités percevant des pensions étrangères.

Chapitre 02 : Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissements

2.2.5. Le service portefeuille

Gère quant à lui les opérations exclusivement manuelles liées à l'émission et à la réception de chèques certifiés, à l'exécution d'ordres de virement, et à l'alimentation des comptes interbancaires.

2.2.6. Le service de compensation

Centralise la collecte des chèques provenant d'autres établissements, organise leur acheminement vers la Banque centrale et assure les régularisations comptables entre institutions. Cette organisation, à la fois hiérarchique et fonctionnelle, illustre la capacité de l'agence à répondre à des missions multiples, dans le respect des normes bancaires, tout en assurant un service de proximité, fluide, sécurisé et conforme aux attentes d'une clientèle diversifiée.

3. Document requis et procédure d'octroi de financement

3.1. Documents requis :

L'octroi de prêts par les institutions bancaires revêt une grande importance économique, notamment pour contribuer au développement économique, malgré les risques inhérents. Nous détaillerons ici la procédure de demande de prêt et les mesures prises par la Banque CPA pour limiter ces risques.⁸¹

❖ Demande de crédit :

Ce document, précise :

- Le type de prêt.
- Le montant du prêt.
- La durée du prêt.
- L'objectif du prêt.

❖ Documents administratifs :

⁸¹ Documents interne, Agence CPA Boumerdes/op.cit.

Chapitre 02 : Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissements

- Décision d'ouverture.
- Extrait du registre du commerce (*Registre de commerce*).
- Certificat de non-assujettissement à l'impôt (*Extrait de rôle*).
- Émis par la Direction générale des impôts.
- Valable trois mois maximums, portant la mention « *Rien à signaler* ».
- Carte fiscale.
- Attestation de mise à jour de la sécurité sociale.
- Attestation de travail.

❖ Documents techniques :

- Certificat de spécialisation dans un domaine spécifique, le cas échéant.
- Déclaration des statuts de la société, comme c'est le cas dans notre exemple.
- Garanties possibles à fournir
- Expérience professionnelle justifiant les garanties proposées

❖ Documents financiers :

- Bilan des trois dernières années
- Tableau des résultats financiers

L'étude de l'organigramme de l'agence CPA et de ses différents services met en lumière une structure bien définie, organisée autour de missions spécifiques visant à optimiser l'efficacité et la qualité des services bancaires. Chaque département joue un rôle crucial dans le fonctionnement global de l'agence, depuis l'accueil des clients jusqu'à la gestion des crédits et des opérations financières complexes.

Chapitre 02 : Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissements

Cette organisation structurée permet à l'agence de répondre de manière efficiente aux besoins de sa clientèle, tout en respectant les exigences réglementaires et stratégiques de la banque.⁸²

3.2. Procédure d'octroi de financement

Le processus de financement bancaire comprend plusieurs étapes essentielles, depuis la première demande jusqu'au suivi post-décaissement. Ce cheminement est conçu pour sécuriser à la fois l'emprunteur et la banque, en vérifiant la viabilité économique du projet et la solvabilité du client. Voici les principales phases :

❖ Demande de crédit

Cette étape initiale consiste pour le client à formaliser sa demande de financement. Elle inclut :

- La rédaction d'une lettre ou le remplissage d'un formulaire précisant le type de prêt (exploitation, investissement, immobilier), le montant, la durée et l'objet précis de l'emprunt.
- La constitution d'un dossier complet, incluant les documents administratifs (registre du commerce, carte fiscale, attestation CNAS/CASNOS), les pièces financières (bilans, comptes de résultat) et les justificatifs techniques (statuts, licences, agréments, description du projet).⁸³

❖ Instruction du dossier

Après réception du dossier complet, la banque procède à une analyse détaillée, comprenant :

- L'évaluation de la solvabilité : capacité de remboursement, ratios financiers (taux d'endettement, capacité d'autofinancement) et historique bancaire.

⁸² Documents interne, Agence CPA Boumerdes/op.cit.

⁸³ La Finance Pour Tous, Avant de vous accorder un crédit, mise à jour 17 avril 2025.

Chapitre 02 : Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissements

- L'analyse qualitative du projet : cohérence économique, pertinence du marché, compétences de l'équipe dirigeante, et faisabilité technique.
 - L'évaluation des garanties proposées (hypothèque, nantissement, caution personnelle).
- Cette phase est cruciale pour mesurer le risque et déterminer les conditions du financement.⁸⁴

❖ Décision – comité de crédit

Le dossier, accompagné d'une note synthétique, est soumis au comité de crédit, qui peut :

- Accorder le financement sans réserve.
- Accorder le financement sous conditions (garanties supplémentaires, ajustement des termes).
- Refuser la demande si le risque est jugé trop élevé ou les garanties insuffisantes.
- Demander des compléments d'information pour affiner l'analyse du risque.

Cette étape est déterminante, car elle engage la banque sur plusieurs années.

❖ Offre de prêt et contractualisation

En cas de décision positive, une offre de prêt est rédigée, précisant :

- Le montant, le taux d'intérêt (fixe ou variable), la durée, l'échéancier de remboursement et les frais associés.
- Les garanties exigées et les assurances obligatoires.

Les conditions spécifiques de décaissement et les obligations de reporting post-crédit.

Une fois l'offre acceptée et signée par le client, le contrat devient légalement engageant pour les deux parties.⁸⁵

❖ Décaissement et suivi post-financement

- Déblocage des fonds, souvent en tranches, selon l'avancement des travaux ou des investissements prévus.

⁸⁴Les Clés de la Banque, L'examen de votre demande de crédit, 26 janvier 2024.

⁸⁵Code de la Consommation, articles L.312-1 et suivants.

Chapitre 02 : Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissements

- Vérification du respect des conditions suspensives avant tout versement (ex : obtention des autorisations nécessaires, souscription des assurances).
- Suivi régulier de la solvabilité du client et des performances du projet, incluant des bilans périodiques et des contrôles sur l'utilisation des fonds.
- Réaménagement possible des conditions du prêt en cas de difficultés financières ou de modifications structurelles du projet.

Ces étapes garantissent à la fois la protection de l'établissement financier et le succès durable du projet financé, en réduisant les risques de défaut de paiement et en favorisant une gestion proactive des relations client. ⁸⁶

⁸⁶Banque de France, Le suivi des financements, rapport 2024.

Chapitre 3

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

Introduction

Après avoir défini le rôle des banques dans le financement des investissements et analysé les mécanismes et défis liés à ce processus, il est essentiel d'illustrer ces concepts à travers une application concrète. Ce troisième chapitre est ainsi consacré à l'étude d'un cas réel de financement d'un projet d'investissement par la Banque CPA (Crédit Populaire d'Algérie), un acteur majeur du secteur bancaire public en Algérie.

Cette étude de cas vise à analyser de manière détaillée les différentes étapes du financement, depuis le dépôt de la demande jusqu'à la mise en œuvre effective du crédit. Elle permet également de comprendre les critères d'évaluation utilisés par la banque, les garanties exigées, la nature des services offerts au client, ainsi que la logique de gestion du risque bancaire.

En s'appuyant sur des données réelles et un exemple concret, ce chapitre met en lumière la manière dont les banques algériennes accompagnent les projets d'investissement dans le cadre réglementaire et économique national. Il s'agit également d'apprécier l'impact de ce financement sur la réussite du projet et son apport au développement socio-économique local.

Section 01 : Présentation d'un cas de projet d'investissement financé par le CPA Biscuiterie Thiziri

Cette section vise à poser le cadre global dans lequel évolue l'EURL Biscuiterie Thiziri, en présentant à la fois l'environnement interne de l'entreprise et le contexte économique régional qui conditionne son développement. Nous débuterons par un historique succinct retraçant les origines et l'évolution de la société, en insistant sur ses spécificités telles que sa capacité à innover et à répondre aux besoins diététiques et sur l'impulsion apportée par un financement stratégique. Ensuite, nous décrirons les facteurs externes inhérents à la région de Boumerdès, caractérisés par une dynamique économique porteuse, des infrastructures modernes et un marché local en croissance. L'analyse de ces éléments permettra de mieux comprendre comment l'entreprise s'inscrit dans une démarche de développement durable et de compétitivité, en capitalisant sur ses atouts internes et les opportunités offertes par son environnement.

*\$

1. Présentation du projet et objectifs de financement :

1.1. Présentation du projet

Le projet consiste en l'acquisition de matériel destiné à la fabrication de biscuits de pâtisserie et de produits diététiques, répondant aux besoins croissants en termes de qualité et de quantité. Cette initiative s'appuie sur l'expérience acquise et les nombreux avantages qu'offre le projet.

1.1.1. Impact du projet sur le plan économique

- Création d'emplois : l'effectif prévu est de vingt-deux (22) travailleurs dès le démarrage de l'activité.
- Contribution à la satisfaction d'une demande en constante augmentation en matière de produits diététiques.
- Participation au développement économique et social de la commune de Boumerdès, lieu d'implantation du projet.

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

1.1.2. Avantages accordés par les pouvoirs publics :

Ce projet d'investissement sera réalisé dans le cadre de l'Agence Nationale de Développement de l'Investissement (ANDI) et bénéficiera des avantages suivants :

- Exonération de la TVA et des droits de douane sur les équipements acquis.
- Possibilité d'exonération de la Taxe sur l'Activité Professionnelle (TAP) et de l'Impôt sur les Bénéfices des Sociétés (IBS) pour une durée de cinq (5) ans.
- À cela s'ajoutent des mesures parafiscales incitatives en cours de signature par le gouvernement, telles que la réduction de 50 % des charges sociales pour les nouveaux emplois créés.

1.1.3. PRODUITS ET MARCHÉS :

Description précise des produits :

Fabrication de gâteaux sans sucre.

Le marché :

Le marché est caractérisé par l'absence de fabricants opérant dans cette activité niveau. Les consommateurs de ce type de produits se déplacent jusqu'à Alger pour s'en procurer.

La demande est donc très forte, mais reste insatisfaite tant sur le plan quantitatif que qualitatif.

1.2. Objectif de financement

L'objectif principal du financement sollicité par l'EURL Biscuiterie Thiziri, d'un montant de **26 000 000 DA**, s'inscrit dans le cadre de la promotion de l'investissement productif, appuyé par le dispositif **ANDI**. Plus précisément, ce crédit permettra :

1.2.1. L'acquisition de matériel industriel :

- Achat et installation de lignes de production modernisées pour la fabrication de biscuits et produits diététiques.

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

- Adaptation des équipements aux spécificités techniques (capacité, hygiène, automatisation) requises par le cahier des charges.

1.2.2. La mise en service opérationnelle de l'unité :

- Aménagement du local déjà acquis, incluant l'intégration des machines et les tests de démarrage.
- Formation du personnel à l'utilisation et à la maintenance des nouveaux équipements.

1.2.3. La création d'emplois directs et indirects :

- Recrutement initial de vingt-deux (22) salariés spécialisés (opérateurs, techniciens, encadrement).
- Effets d'entraînement sur les fournisseurs locaux de matières premières et services associés.

1.2.4. La valorisation des avantages fiscaux et parafiscaux ANDI :

- Exonération de TVA et des droits de douane à l'importation des équipements.
- Possibilité d'exonérations de la TAP et de l'IBS pendant cinq ans.
- Réduction de 50 % des charges sociales sur les nouveaux emplois créés.

En accédant à ce financement, l'entreprise vise à devenir rapidement opérationnelle, à optimiser son cycle de production et à participer activement au développement socioéconomique.

2. Historique et activité de l'EURL Biscuiterie Thiziri.

2.1. Historique de l'EURL Biscuiterie Thiziri.

L'EURL Biscuiterie Thiziri est une entreprise algérienne spécialisée dans la fabrication de biscuits, de pâtisseries et de produits de pâtisserie. Située à Boumerdès, elle a été créée dans le but de répondre à une demande croissante de produits agroalimentaires de qualité, tout en valorisant le savoir-faire local.

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

Depuis sa création, l'entreprise s'est inscrite dans une dynamique de développement progressif, s'appuyant sur des ressources humaines locales et un positionnement stratégique dans une wilaya à fort potentiel économique. Grâce à un marché local en expansion, caractérisé par une population jeune et une demande accrue pour les produits de consommation courante, Thiziri a pu développer son activité et renforcer sa présence dans la région.

En mars 2019, l'entreprise a bénéficié d'un appui financier majeur sous forme d'un crédit d'investissement accordé par la banque CPA (Crédit Populaire d'Algérie). Ce crédit, d'un montant total de 21 250 000 DA, a été destiné au financement de l'acquisition de matériels de production et à la construction d'un atelier de fabrication d'une superficie de 114 m². Cet investissement, octroyé dans le cadre du dispositif ANDI, visait à moderniser l'outil de production de l'entreprise et à accroître sa capacité de fabrication. Le financement s'étend sur une durée allant jusqu'au 31 mars 2024.

L'obtention de ce crédit constitue une étape clé dans l'évolution de Thiziri, lui permettant non seulement de consolider ses capacités opérationnelles, mais aussi de se positionner comme un acteur prometteur dans le secteur des PME agroalimentaires à Boumerdès.

2.2. Activité de l'entreprise

L'entreprise est spécialisée dans la fabrication de biscuits, de pâtisserie et de produits de régime diététique (sans sucre). Elle exerce dans le secteur agroalimentaire, plus précisément dans la branche des produits destinés à des régimes spécifiques.

Le produit principal est le gâteau sans sucre, destiné aux personnes diabétiques ou soucieuses de leur régime alimentaire. Ce produit se distingue par son aspect diététique et sa rareté sur le marché local.

L'EURL Biscuiterie Thiziri se positionne comme un acteur innovant et dynamique dans le secteur des industries agroalimentaires diététiques. Spécialisée dans la fabrication de biscuits, de pâtisseries et de produits adaptés aux régimes alimentaires, l'entreprise a mis en place une chaîne de production moderne et performante garantissant qualité, sécurité alimentaire et innovation nutritionnelle. Son objectif principal est de proposer des produits sains répondant aux besoins

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

spécifiques des consommateurs qu'ils soient diabétiques, souffrent d'allergies alimentaires ou recherchent simplement un mode de vie plus équilibré.

L'innovation occupe une place centrale dans la stratégie de Thiziri. L'entreprise investit continuellement dans la recherche et le développement afin d'améliorer ses formulations et d'élargir sa gamme de produits. Elle collabore également avec des spécialistes de la nutrition et des experts en diététique pour développer des recettes innovantes comme des biscuits sans sucre, sans gluten ou enrichis en fibres, répondant ainsi aux attentes d'un marché en constante évolution. Cette dynamique innovante contribue aussi à renforcer l'image de marque de l'entreprise, qui se distingue par un fort engagement envers la santé publique.

Sur le plan commercial, l'EURL Biscuiterie Thiziri adopte une stratégie de distribution ciblée, visant principalement les magasins spécialisés, les chaînes de distribution et les établissements de restauration proposant des produits diététiques. Sa communication met en avant la qualité nutritionnelle de ses produits, l'attention portée à chaque étape de la production et sa capacité à répondre aux nouvelles attentes des consommateurs. Ce positionnement permet à l'entreprise de se démarquer dans un marché très concurrentiel et d'attirer une clientèle soucieuse de son bien-être.

Sur le plan économique, l'activité de Thiziri revêt une importance considérable. En stimulant la demande locale pour des produits alimentaires sains et de haute qualité, l'entreprise contribue à la création d'emplois directs elle emploie actuellement 17 personnes et soutient le développement de chaînes d'approvisionnement locales. Son modèle économique, soutenu par un financement d'investissement important accordé par la banque CPA dans le cadre du dispositif ANDI, lui permet d'investir dans des équipements modernes et d'augmenter sa capacité de production. Ce financement stratégique a également permis de renforcer les processus de contrôle qualité au sein de l'entreprise, garantissant ainsi la conformité des produits aux normes les plus exigeantes et renforçant la confiance des consommateurs.

Par ailleurs, l'EURL Biscuiterie Thiziri constitue un exemple emblématique d'une PME ayant su transformer une idée innovante en une activité durable contribuant à dynamiser l'économie locale. En alliant tradition et modernité, elle crée une valeur ajoutée non seulement

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

par sa production, mais aussi par la formation d'équipes qualifiées et l'implication d'acteurs locaux dans l'ensemble de la chaîne de valeur. Ce modèle contribue à développer un tissu économique résilient, propice à la croissance et à l'insertion professionnelle des populations locales.

Section 02 : Analyse du dossier cas de projet d'investissement financé par le CPA Biscuiterie Thiziri

L'analyse financière représente une étape déterminante dans l'évaluation de tout projet d'investissement. Elle permet de juger de la viabilité économique du projet et de sa capacité à générer des revenus suffisants pour couvrir les charges et rembourser les financements obtenus. Cette section présente les principaux indicateurs financiers du projet Biscuiterie Thiziri financé par le CPA.

1. Evaluation du coût et structure de financement de projet

L'évaluation du coût et de la structure de financement est une étape stratégique incontournable dans la réussite de tout projet d'investissement. Elle permet d'identifier précisément l'impact financier des différentes sources de financement, qu'il s'agisse de fonds propres, d'emprunts bancaires ou d'outils hybrides. En évaluant le coût réel du capital, notamment à travers des indicateurs comme le taux effectif global, la valeur actuelle nette ajustée ou les flux de liquidités actualisés, l'entreprise peut choisir les options les moins onéreuses et les plus compatibles avec ses objectifs économiques. Parallèlement, la structure du financement (répartition entre capitaux propres et dettes) influence directement la solidité financière du projet, sa rentabilité attendue, ainsi que sa capacité de résistance aux aléas du marché. Une mauvaise structuration peut entraîner des déséquilibres, une surcharge de dettes ou une dilution excessive du capital. Ainsi, une analyse approfondie du coût et de la structure du financement assure non seulement la viabilité économique du projet, mais renforce également la confiance des investisseurs, des prêteurs et des partenaires publics ou privés.

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

1.1. Évaluation du Coût de l'Investissement

Il permet de présenter le montant total nécessaire pour réaliser le projet ainsi que la répartition détaillée des dépenses selon les postes d'investissement (équipements, aménagements, etc.

- Le coût de l'investissement s'élève à 25 000 000.00 DA, réparti dans le tableau ci-dessous

Tableau N°5 : Évaluation du Coût de l'Investissement

Rubrique	Montant		%
	DA	Réf	
Equipements De Production			
<u>Matériel et Outillages</u>	21 250 000.00		85
<u>Aménagement</u>	2 750 000.00		11
Fonds de roulement	1 000 000.00		04
TOTAL	25 000 000.00		100

Source : réalisé par nos soins à partir des données de CPA

❖ Analyse :

Le Tableau N°1 présente une estimation unique et initiale du coût global du projet de la Biscuiterie Thiziri, qui s'élève à 25 000 000 DA. Ce tableau ne montre pas une évolution annuelle, car il s'agit du montant initial estimé pour le lancement de l'entreprise. Toutefois, l'analyse détaillée des composantes de cet investissement permet de tirer des conclusions spécifiques.

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

- Équipements de production : 21 250 000 DA, soit 85 % du coût total. Ce montant élevé montre une orientation claire vers une production mécanisée, nécessaire pour assurer un volume suffisant et une qualité constante dans la fabrication de biscuits diététiques.
- Aménagements : 2 750 000 DA (11 %), reflètent l'adaptation des locaux à l'installation des machines.
- Fonds de roulement : 1 000 000 DA (4 %) sont affectés à l'achat de stocks et au lancement de l'exploitation.

Le choix de consacrer la majorité du budget aux équipements montre que l'entreprise vise un positionnement semi-industriel dès le départ, ce qui confirme une vision stratégique axée sur la productivité, en lien direct avec sa volonté de répondre à une demande locale croissante pour les produits diététiques. Cette structure prouve aussi que le projet a été bien préparé techniquement et financièrement.

❖ **Recommandation :**

- Suivre régulièrement l'état des équipements financés grâce au crédit pour anticiper leur renouvellement ou remplacement (via un plan d'entretien structuré).
 - Renforcer la gestion du fonds de roulement par un suivi mensuel de la trésorerie et des stocks, car la part de fonds circulants est très faible par rapport à l'investissement immobilisé.
 - Envisager une diversification des sources de financement pour les prochaines phases d'expansion (leasing, crédit-bail, aides publiques).
 - Prévoir des investissements complémentaires dans le marketing et la logistique commerciale, absents dans ce plan initial, pour assurer un développement équilibré.
- L'estimation du coût de l'investissement a été faite sur la base des éléments suivants :

1.1.1. Équipements de production :

Coût : 24 000 000.00 DA soit, 98 % du coût de projet, qui est imputé au prix d'achat en hors taxe d'un ensemble d'équipements de production nécessaire pour le besoin d'activité qui se répartissent par nature sur ce qui suit :

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

Tableau N°6 : Equipements de production

Désignation	Montant
Matériel et Outillage	21 250 000.00 DA
Aménagements	2 750 000.00 DA
Total	24 000 000.00 DA

Source : réalisé par nos soins à partir des données de CPA

❖ Analyse :

Le Tableau N°2 présente la ventilation du poste « Équipements de production » inclus dans l'investissement global du projet. Il détaille deux rubriques principales :

- Matériel et outillage : 21 250 000 DA
- Aménagements : 2 750 000 DA

Ces montants représentent 98 % du coût total du projet, ce qui confirme que la stratégie de la Biscuiterie Thiziri est d'investir fortement dans l'outil de production pour garantir une capacité industrielle dès le départ. Le montant élevé alloué au matériel montre que l'entreprise a opté pour des équipements modernes et automatisés, adaptés aux exigences d'hygiène et de productivité dans le secteur agroalimentaire diététique.

Cette acquisition a été structurée selon un plan d'amortissement sur 5 ans avec une dotation annuelle de 2 125 000 DA, ce qui répartit l'impact financier sur plusieurs exercices, tout en maintenant un bon niveau de performance comptable.

❖ Recommandation :

- Planifier un programme de maintenance préventive des équipements financés, pour préserver leur performance sur le long terme.
- Prévoir une provision annuelle dans les charges futures pour anticiper le renouvellement ou la modernisation partielle de l'équipement après 5 ans.
- Former continuellement le personnel technique sur l'usage optimal des machines, pour réduire les pannes et améliorer la productivité.

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

1.1.2. Fond de Roulement :

Coût : 1 000 000.00 DA soit 01 % du coût de projet, est imputé au niveau de cette rubrique en grande partie, pour l'acquisition de stocks outil pour le lancement d'exploitation de l'entreprise et faire face aux frais de personnels au démarrage d'activité.

1.2. Structure de Financement du Projet :

Il sert à montrer comment le projet sera financé, en distinguant entre la part des fonds propres de l'entreprise et le crédit bancaire, tout en évaluant la viabilité du montage financier

Tableau N° 7 : Le tableau de la structure de financement

Le tableau de la structure de financement est conçu comme suit :

Rubrique	Montant	%
Fonds Propres	1 250 000.00 DA	05
Participation de l'État	23 750 000.00 DA	95
Total	25 000 000.00 DA	100

Source : réalisé par nos soins à partir des données de CPA

❖ Analyse :

Le tableau présente la structure financière du projet de la Biscuiterie Thiziri, pour un montant total de 25 000 000 DA, réparti comme suit :

- Fonds propres : 1 250 000 DA, soit 5 %
- Crédit bancaire de la CPA : 23 750 000 DA, soit 95 %

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

Ce montage montre une forte dépendance au financement bancaire, ce qui est courant pour une PME en phase de lancement, surtout dans un secteur capitalistique comme l'agroalimentaire. Le recours à 95 % de dette est un choix risqué mais stratégique, car il permet de démarrer un projet ambitieux sans exiger une grande capacité d'autofinancement initiale de l'entreprise.

Le crédit est consenti sur 5 ans avec un an de différé, ce qui donne à l'entreprise une marge de respiration pour générer des revenus avant de commencer le remboursement. Ce différé constitue une mesure de soutien essentielle dans les projets d'investissement à cycle long.

❖ **Recommandation :**

- Réduire la dépendance à la dette lors des futurs investissements : envisager une augmentation des fonds propres ou faire appel à d'autres sources (subventions, crédit-bail, partenariats).
- Mettre en place un suivi rigoureux de la capacité de remboursement dès la fin de la période de différé, à travers un tableau de bord de trésorerie et des scénarios de stress.
- Utiliser les bons résultats futurs pour renégocier les conditions de remboursement ou réduire les frais financiers si la performance le permet.

Tableau N°8 : Bilan d'ouverture

Il est utilisé pour présenter la situation financière initiale du projet, en montrant les actifs et passifs au lancement, ce qui permet d'avoir une vision claire du point de départ de l'entreprise.

ACTIF	Montant	PASSIF	Montant
ACTIFS NON COURANTS		CAPITAUX PROPRES	
Écart d'acquisition-goodwill positif ou négatif		Capital émis	
Immobilisations incorporelles		Primes et réserves	
Immobilisations corporelles		Réserves consolidées	
Terrains Bâtiments Autres immobilisations corporelles		Écart de réévaluation Écart d'équivalence	
Immobilisations en concession	24 000 000.00	Résultat net du groupe	100 000.00

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

Immobilisations en cours Immobilisations financières Titres mis en équivalence Autres participations et créances rattachées Autres titres immobilisés Prêts et autres actifs financiers non courants Impôts différés actif		Autres capitaux propres	
		Report à nouveau	
		Part de la société consolidant	
		TOTAL I	100 000.00
		PASSIFS NON-COURANTS	23 750 000.00
		Emprunts et dettes financières	
		Dettes	
		Etat	
		TOTAL II	23 750 000.00
TOTAL ACTIF NON COURANT	24 000 000.00		
ACTIF COURANT		PASSIFS COURANTS	1 000 000.00
Stocks et encours Créances et emplois assimilés Clients Autres débiteurs Impôts et assimilés Autres créances et emplois assimilés Disponibilités et assimilés Trésorerie	1 100 000.00	Fournisseurs et comptes rattachés Impôts Autres dettes Trésorerie passif	
TOTAL ACTIF COURANT	1 100 000.00	TOTAL PASSIFS COURANTS III	1 000 000.00
TOTAL GENERAL ACTIF	25 100 000.00	TOTAL ENERAL PASSIFS (I+II+III)	25 100 000.00

Source : réalisé par nos soins à partir des données de CPA

- **Analyse :**

Le bilan d'ouverture présente la situation patrimoniale de la Biscuiterie Thiziri au moment du lancement de son activité. Le total de l'actif s'élève à 25 100 000 DA, réparti principalement comme suit :

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

- Actif non courant (immobilisations corporelles) : 24 000 000 DA, soit 95,6 % de l'actif total.
- Actif courant (disponibilités) : 1 100 000 DA, soit 4,4 %.

Du côté du passif :

- Capitaux propres : 100 000 DA, une part très faible (moins de 1 %).
- Dettes financières (emprunt CPA) : 23 750 000 DA, soit environ 94,6 %.
- Passif courant (probablement dettes fournisseurs/dettes court terme) : 1 000 000 DA.

Ce bilan reflète clairement une structure financière très déséquilibrée, reposant quasi exclusivement sur le crédit bancaire. Toutefois, cette structuration était nécessaire et stratégique pour permettre à une PME nouvellement créée d'acheter des équipements lourds et de démarrer son activité avec un outil complet.

Le niveau très faible de l'actif courant (fonds de roulement limité) implique que l'entreprise devra générer rapidement des entrées de trésorerie, notamment à travers les premières ventes, pour couvrir ses besoins de fonctionnement (matières premières, salaires, frais fixes).

- **Recommandation :**

1. Renforcer les capitaux propres dans les années à venir, par exemple via les bénéfices non distribués, pour réduire la dépendance aux dettes et renforcer la solvabilité.
2. Optimiser la gestion du fonds de roulement, car la faible part d'actif courant peut créer une tension de trésorerie dès les premiers mois d'exploitation.
3. Renégocier, si possible, les conditions de remboursement avec la CPA en cas de besoin, surtout en cas de décalage entre le démarrage de l'activité et les rentrées de fonds.
4. Suivre mensuellement les ratios financiers (liquidité générale, autonomie financière) pour ajuster les choix de gestion.

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

2. Détails techniques et financiers du projet

2.1. Détermination du Chiffre d'Affaires

Il est important pour estimer les revenus que le projet générera. Il permet d'évaluer la capacité du projet à couvrir ses charges, rembourser ses dettes et dégager un bénéfice, à partir des prévisions de vente.

Tableau N°9 : Détermination du Chiffre d'Affaires

Désignation	Mensuellement	N de Mois	Montant
Convention avec entreprise	600 000.00	12	7 200 000.00
Divers	2 000 000.00	12	24 000 000.00
CA d'affaires annuel	2 600 000.00	12	31 200 000.00

Source : réalisé par nos soins à partir des données de CPA

- **Analyse :**

Ce tableau présente la prévision du chiffre d'affaires annuel de la Biscuiterie Thiziri basée sur deux sources principales de revenus :

- Une convention avec une entreprise générant 600 000 DA/mois soit 7 200 000 DA/an
- Des ventes diverses estimées à 2 000 000 DA/mois, soit 24 000 000 DA/an

Le total mensuel de chiffre d'affaires prévisionnel est donc de 2 600 000 DA, ce qui donne 31 200 000 DA par an.

Bien que ce tableau ne montre pas encore l'évolution sur plusieurs années (ce sera le cas au tableau N°6), il reflète déjà un niveau de revenu élevé dès la première année d'exploitation, ce qui est notable pour une entreprise nouvellement créée. Cela indique que le promoteur a préétabli un carnet de commandes (via la convention) et qu'il s'appuie sur une connaissance du marché local, notamment la demande pour les produits diététiques.

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

Ce chiffre d'affaires élevé dès le lancement prouve que la mise en service des équipements a été effective sans retard et que la capacité de production est bien alignée sur la demande, ce qui traduit une bonne planification technique et commerciale.

- **Recommandation :**

1. Suivre mensuellement la réalisation réelle du chiffre d'affaires par rapport à la prévision, afin de détecter rapidement les écarts et adapter la stratégie commerciale.
2. Renforcer les relations commerciales par de nouveaux contrats (comme la convention en place) pour sécuriser une part fixe du chiffre d'affaires et réduire la dépendance aux ventes occasionnelles.
3. Élargir progressivement la gamme de produits pour capter de nouveaux segments de marché, notamment à haute marge (produits bio, sans gluten, etc.).
4. Mettre en place un système de gestion commerciale intégré (CRM, tableau de bord des ventes) pour professionnaliser la gestion de la relation client et optimiser le cycle de vente.

Tableau N° 10 : Chiffres d'affaires prévisionnels

Désignation	1er Année	2ème Année	3ème Année	4ème Année	5ème Année
Total HT	7 200 000	8 640 000	10 368 000	12 441 600	14 929 920
Total TTC	24 000 000	28 800 000	34 560 000	41 472 000	49 766 400

Source : réalisé par nos soins à partir des données de CPA

- **Analyse :**

Le tableau présente le chiffre d'affaires prévisionnel HT et TTC sur 5 années

- Le chiffre d'affaires progresse régulièrement, avec une croissance moyenne annuelle d'environ 20 %.
- Cette montée progressive repose sur deux canaux : une convention fixe (dont le montant croît également), et des ventes libres qui représentent plus des $\frac{3}{4}$ des recettes.

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

- La croissance est soutenue mais réaliste, indiquant une progression maîtrisée de la production, de la clientèle et du positionnement commercial.

Cela montre que la Biscuiterie Thiziri a prévu un développement graduel mais ambitieux, appuyé sur une bonne connaissance du marché local et sur une capacité de production qui peut s'élargir année après année.

- **Recommandation :**

1. Suivre l'évolution réelle du chiffre d'affaires vs les prévisions, pour ajuster la stratégie commerciale en cas d'écart.
2. Sécuriser de nouvelles conventions similaires à celle déjà en place pour stabiliser une part du revenu.
3. Évaluer chaque année la capacité de production pour s'assurer qu'elle suit la demande (et anticiper de futurs investissements si besoin).
4. Diversifier la clientèle et envisager des partenariats avec grandes surfaces, hôpitaux ou magasins bio, pour soutenir la croissance prévue.
5. Veiller à coordonner les hausses de production avec les charges (matières, salaires, logistique) afin de ne pas détériorer les marges.

2.2. Estimations des Charges

Il permet de présenter l'ensemble des coûts liés au fonctionnement du projet (matières premières, salaires, énergie, entretien...). Il est essentiel pour évaluer la rentabilité en les comparant aux revenus prévus.

2.2.1. Les Consommations Matières et Fournitures

Les consommations se posent sur les données ci-après :

Les consommations matières seront en fonction de la production annuelle

Et pour les consommations fournitures le tableau ci-après nous renseigne sur ce point :

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

Tableau N° 11 : Les Consommations Matières et Fournitures

Désignation	1er Année	2eme Année	3eme Année	4eme Année	5eme Année
Matière Première	12 480 000	13 728 000	15 100 800	16 610 880	18 271 968
Energie et carburant	1 536 000	1 612 800	1 693 440	1 778 112	1 867 017
Pièce de rechange	300 000	315 000	330 750	347 287	364 651
Total HT	14 316 000	15 655 800	17 124 990	18 736 280	20 503 637
Total TTC	17 036 040	18 630 402	20 378 738	22 296 173	24 399 329

Source : réalisé par nos soins à partir des données de CPA

- **Analyse :**

Ce tableau présente l'évolution des principales charges de production sur 5 ans, réparties en trois postes :

- Matières premières
- Énergie et carburant
- Pièces de rechange

Analyse des évolutions :

- Les charges totales augmentent de 43 % entre la 1re et la 5e année.
- La hausse est cohérente avec l'augmentation du chiffre d'affaires, ce qui montre une croissance saine.
- Les matières premières représentent plus de 85 % du total, ce qui est logique pour une entreprise agroalimentaire.

La croissance linéaire des coûts indique que la production suit une trajectoire d'expansion maîtrisée, sans explosion des charges unitaires. Cela prouve aussi que la gestion des approvisionnements est stable et bien planifiée.

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

- **Recommandation :**

1. Négocier des contrats annuels avec les fournisseurs pour garantir des prix stables sur les matières premières et atténuer l'impact de l'inflation.
2. Optimiser l'efficacité énergétique via des audits réguliers, car les charges d'énergie augmentent chaque année.
3. Mettre en place une maintenance préventive pour limiter la consommation des pièces de rechange.
4. Intégrer un système de gestion des coûts de production pour surveiller en temps réel l'évolution des dépenses unitaires et ajuster les prix de vente si nécessaire.

2.2.2. Frais d'entretien + Services

Nous retenons estimativement un montant de : 1 700 000 DA comme total des frais d'entretien et d'autres services de maintenance matériel, Frais d'assurance et frais Divers avec une progression en cadence de : 10 % annuellement.

Tableau N° 12 : Frais d'entretien + Services

Désignation	1er Année	2eme Année	3eme Année	4eme Année	5eme Année
Frais d'entretien	1 000 000	1 050 000	1 102 500	1 157 625	1 215 506
Assurance	400 000	440 000	484 000	532 400	585 640
Frais Divers	300 000	330 000	363 000	399 300	439 230
Total HT	1 700 000	1 820 000	1 949 500	2 089 325	2 240 376
Total TTC	2 023 000	2 165 800	2 319 905	2 486 297	2 666 048

Source : réalisé par nos soins à partir des données de CPA

- **Analyse :**

Le tableau présente trois catégories de frais sur 5 années :

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

- Frais d'entretien
- Assurance
- Frais divers

Ces postes augmentent chaque année de manière régulière de 10 %, ce qui montre une gestion anticipée et structurée des coûts opérationnels. Les frais d'entretien restent les plus importants, ce qui est logique vu le poids des équipements dans le projet.

Cette évolution reflète une politique préventive de maintenance, indispensable pour éviter les interruptions de production. L'assurance augmente également, signe que l'entreprise adapte ses couvertures aux risques liés à la montée en charge.

- **Recommandation :**

1. Planifier un contrat annuel de maintenance avec les fournisseurs de machines pour sécuriser les coûts d'entretien et éviter les interventions imprévues.
2. Comparer les offres d'assurance chaque année, pour optimiser le rapport couverture/prix et ajuster les garanties en fonction de l'évolution de l'activité.
3. Limiter les frais divers non productifs en les justifiant par des besoins clairs (marketing, conseil, nettoyage industriel...).
4. Intégrer ces charges dans un budget de fonctionnement prévisionnel mensuel, pour garantir une visibilité sur les flux sortants.

Tableau N° 13 : Frais du Personnel

Désignation	Salaire Brut	S Sociale	IRG / S	Salaire Net	Charges Sociales
12 employées	480 000	43 200	14 400	422 400	124 800
Total Mensuel	480 000	43 200	14 400	422 400	124 800
Total Annuel	5 760 000	518 400	172 800	5 068 800	1 497 600

Source : réalisé par nos soins à partir des données de CPA

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

- **Analyse :**

Le tableau détaille les frais de personnel sur 5 ans, basés sur une masse salariale initiale de 12 employés, avec une progression annuelle estimée à 10 %.

- La masse salariale augmente de manière linéaire et prévisible ($\approx 20\%$ sur 5 ans), ce qui indique une bonne maîtrise de la politique salariale.
- Cette évolution accompagne la montée en charge de la production, sans créer de déséquilibre par rapport au chiffre d'affaires.
- Les charges sociales et IRG sont cohérentes avec la réglementation, et leur croissance est contrôlée.

Ce tableau permet de valider que les ressources humaines suivent la croissance de l'entreprise, sans alourdir excessivement les charges fixes.

- **Recommandation :**

1. Mettre en place un plan de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) pour accompagner la montée en puissance de la production.
2. Anticiper les besoins en formation continue des salariés pour maintenir la qualité et la productivité.
3. Optimiser l'impact des exonérations fiscales prévues par le dispositif ANDI (réduction des charges sociales), afin d'alléger le coût du travail.
4. Utiliser les bons résultats futurs pour élargir l'équipe et professionnaliser les fonctions support (qualité, commercial, maintenance), à mesure que l'activité se développe.

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

Tableau N° 14 : les salaires

Désignation	1ère Année	2ème Année	3ème Année	4ème Année	5ème Année
1 – Mensuellement					
Mensuellement	604 800	635 040	666 792	700 132	735 138
12 EN Moyens	480 000	504 000	529 200	555 660	583 443
Total Salaire Brut	604 800	635 040	666 792	700 132	735 138
SS Part Ouvrière	43 200	43 200	43 200	43 200	43 200
IRG Salaires	14 400	14 400	14 400	14 400	14 400
Total Salaire Net	422 400	442 800	464 148	486 484	509 850
Sécurité S-P-P	57 600	61 200	65 052	69 176	73 593
2 - Annuellement					
Annuellement	7 257 600	7 620 480	8 001 504	8 401 579	8 821 653
Total Salaire B	7 257 600	7 620 480	8 001 504	8 401 579	8 821 653
SS Part Ouvrière	518 400	544 320	571 536	600 113	630 116
IRG Salaires	172 800	190 080	209 088	229 969	252 199

Source : réalisé par nos soins à partir des données de CPA

Avec 12 employés, la masse salariale commence à 5,7 millions DA et atteint plus de 8,8 millions DA à la cinquième année. Cette progression régulière prend en compte les hausses de salaires et les charges sociales. Ce poste reste maîtrisé et proportionnel au chiffre d'affaires.

- **Analyse :**

Ce tableau donne les détails mensuels et annuels des salaires versés sur une période de 5 ans pour 12 employés.

- On observe une augmentation annuelle d'environ 10 % des salaires bruts, ce qui est conforme aux prévisions du plan de développement.
- Le salaire net augmente proportionnellement, montrant que les retenues obligatoires (IRG et sécurité sociale) sont stables.
- L'évolution est maîtrisée et suit la montée en charge de l'activité de production.

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

Cela montre que l'entreprise maintient une politique salariale constante et cohérente, avec une capacité d'ajuster progressivement la rémunération en fonction de la croissance prévue.

- **Recommandation :**

1. Assurer la mise à jour annuelle des grilles salariales pour rester compétitif et fidéliser le personnel qualifié.
2. Mettre en place un système de primes ou de motivation variable pour récompenser la productivité et limiter le turnover.
3. Veiller à l'équilibre entre masse salariale et rentabilité pour que la croissance des salaires ne pèse pas trop sur la trésorerie.
4. Profiter des dispositifs de soutien public pour alléger le coût des charges sociales lorsque possible.

2.2.3.IMPÔTS ET TAXES

Le présent projet sera exonéré des impôts directs pour une période de 10 ans.

Tableau N° 15 : IMPÔTS ET TAXES

Désignation	1er Année	2ème Année	3ème Année	4ème Année	5ème Année
Chiffre d'affaires	31 200 000	37 440 000	44 928 000	53 913 600	64 696 320
TAP				1 078 272	1 293 926
Total impôts				1 078 272	1 293 926

Source : réalisé par nos soins à partir des données de CPA

- **Analyse :**

Le tableau montre les impôts prévisionnels sur 5 ans :

- Le projet bénéficie d'une exonération totale des impôts directs (IBS, IRG) pendant les trois premières années grâce au dispositif ANDI.
- Seule la TAP (Taxe sur l'Activité Professionnelle) est exigible à partir de la quatrième année, avec une hausse progressive alignée sur l'augmentation du chiffre d'affaires.

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

- Cette structure permet un allègement fiscal significatif en phase de lancement, laissant à l'entreprise le temps de stabiliser son activité et d'assurer le remboursement de ses engagements (notamment bancaires).

Cela traduit une stratégie fiscale bien exploitée, contribuant à améliorer la rentabilité du projet à court et moyen terme.

- **Recommandation :**

1. Prévoir dans le business plan une montée progressive des charges fiscales dès la quatrième année, pour éviter des tensions de trésorerie.
2. Tenir compte des échéances fiscales dans la planification budgétaire, en particulier pour la TAP et, après la dixième année, l'IBS.
3. Optimiser la gestion comptable (via un expert-comptable ou logiciel) pour profiter pleinement des exonérations disponibles tout en assurant la conformité.
4. Réaliser un suivi régulier de la fiscalité applicable, notamment en cas de modification des textes relatifs aux avantages ANDI.

2.3. Tableau D'amortissement Des Equipements

❖ Amortissements Des Equipements

2.3.1. Matériel et Outillage

Montant : 21 250 000.00 DA

Taux d'amortissement : 10 %

Dotation Annuelle : 2 125 000.00 DA

2.3.2. Aménagements

Montant : 2 750 000.00 DA

Taux d'amortissement : 10 %

Dotation Annuelle : 275 000.00 DA

Le tableau ci – après renseigne sur cet aspect :

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

Tableau N° 16 : Agencements

Exercice	Valeur d'origine	Dotation Annuelle	Amortissement cumulé	VNC
1er Année	2 750 000	275 000	275 000	2 475 000
2eme Année	2 750 000	275 000	550 000	2 200 000
3eme Année	2 750 000	275 000	825 000	1 925 000
4eme Année	2 750 000	275 000	1 100 000	1 650 000
5eme Année	2 750 000	275 000	1 375 000	1 375 000

Source : réalisé par nos soins à partir des données de CPA

- **Analyse :**

Le Tableau N°15 : Agencements présente l'amortissement des aménagements réalisés par la Biscuiterie Thiziri. D'un montant initial de 2 750 000 DA, ces agencements sont amortis sur 5 ans à raison d'une dotation annuelle constante de 275 000 DA, correspondant à un taux d'amortissement linéaire de 10 %.

Cette méthode d'amortissement permet à l'entreprise de répartir de manière équilibrée la charge dans le temps, ce qui facilite la gestion fiscale et comptable.

- **Recommandations :**

1. Prévoir le renouvellement ou la modernisation des installations à partir de la cinquième année, période à laquelle l'amortissement sera complet et la VNC faible.
2. Suivre régulièrement l'état physique des aménagements pour s'assurer qu'ils restent fonctionnels jusqu'à la fin de leur durée d'usage comptable.

Tableau N° 17 : Récapitulation Des Amortissements

Exercice	Valeur d'origine	Dotation Annuelle	Amortissement cumulé	VNC
1er Année	24 000 000	2 400 000	2 400 000	21 600 000
2eme Année	24 000 000	2 400 000	4 800 000	19 200 000
3eme Année	24 000 000	2 400 000	7 200 000	16 800 000
4eme Année	24 000 000	2 400 000	9 600 000	14 400 000
5eme Année	24 000 000	2 400 000	12 000 000	12 000 000

Source : réalisé par nos soins à partir des données de CPA

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

- **Analyse :**

- Ce tableau regroupe les immobilisations issues des équipements (21 250 000 DA) et agencements (2 750 000 DA) amortis sur 5 ans.
- L'amortissement est linéaire, constant à 10 % par an, ce qui facilite la prévision comptable et fiscale.
- À la fin de la 5e année, la moitié des immobilisations est comptablement amortie, mais elles conservent une VNC significative (50 %), montrant leur durée d'utilisation effective au-delà de 5 ans.

Cette stratégie permet :

- Une répartition équilibrée de la charge sur les exercices.
- Une maîtrise du résultat imposable, particulièrement utile après la fin des exonérations fiscales.

- ❖ **Recommandation :**

- Planifier une nouvelle vague d'investissements vers la fin du cycle d'amortissement (après 5 ans), pour maintenir la productivité.
- Utiliser les dotations comme outil de gestion : elles permettent de réduire le résultat imposable tout en renforçant l'autofinancement.

2.4. Plan de Financement Pluriannuel

Ce titre permet de visualiser l'évolution des ressources et des dépenses du projet sur plusieurs années. Il est essentiel pour vérifier si le projet dispose des moyens financiers nécessaires à chaque étape, et s'il peut maintenir sa solvabilité dans le temps

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

Tableau N° 18 : Plan de Financement Pluriannuel

Désignation	1 ^{er} Année	2eme Année	3 ^{eme} Année	4 ^{eme} Année	5 ^{eme} Année
Solde Initial	100 000	9 026 400	13 493 655	24 387 653	41 032 961
Crédit Bancaire	23 750 000				
Apport Personnel	1 250 000				
Encaissements clients	37 128 000	44 553 600	53 464 320	64 157 184	76 988 621
Total Ressource	62 228 000	53 580 000	66 957 975	88 544 837	118 021 582
Achats Equipements	24 000 000	16 336 320	17 969 952	19 766 947	21 743 642
Achats matières	14 851 200				
Fournitures consommé	2 184 840	2 294 082	2 408 786	2 529 225	2 655 687
Services	1 190 000	1 249 500	1 311 975	1 377 574	1 446 452
Frais de Personnel	5 068 800	5 313 600	5 569 776	5 837 810	6 118 201
Sécurité sociale	2 016 000	2 116 800	2 222 640	2 333 772	2 450 461
Impôts et taxes	0	0	0	0	0
TVA Due	2 884 960	3 793 198	4 912 167	6 286 719	7 970 938
IRG Salaire	172 800	190 080	209 088	229 997	252 996
Frais financiers	0	1 938 965	1 020 508	693 945	367 383
Frais divers + Assur	833 000	916 300	1 007 930	1 108 723	1 219 595
Rem crédit d'investis	5 937 500	5 937 500	5 937 500		
Paiement IBS				323 391	232 789
Total Dépense	53 201 600	40 086 345	42 570 322	47 511 876	51 697 571
Solde	9 026 400	13 493 655	24 387 653	41 032 961	66 324 011

Source : réalisé par nos soins à partir des données de CPA

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

❖ Analyse :

Ce tableau retrace les ressources et dépenses annuelles sur 5 ans, et leur effet sur la trésorerie :

- Crédit bancaire : 23 750 000 DA (en année 1)
- Apport personnel : 1 250 000 DA (en année 1)
- Encaissements clients : de 37,1 millions DA (année 1) à 76,9 millions DA (année 5)
- Investissements initiaux (équipements, matières premières)
- Charges d'exploitation (salaires, services, impôts, TVA...)
- Remboursement du crédit CPA (5 937 500 DA/an dès l'année 2)
- Frais financiers dégressifs

Ce tableau montre une croissance nette et continue de la trésorerie, démontrant que le projet est :

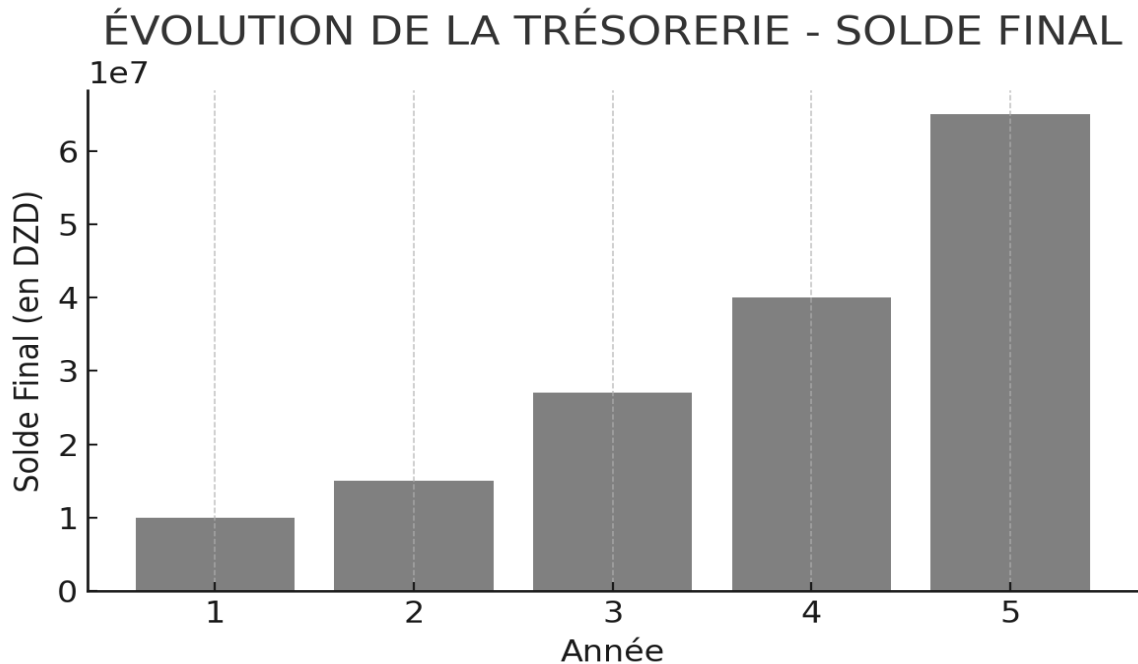
- Viable financièrement
- Capable de couvrir ses charges et
- Progressivement autosuffisant en ressources.

❖ Recommandation :

- Réinvestir les excédents de trésorerie dans l'amélioration des équipements, le marketing ou la distribution.
- Anticiper la fin du crédit dès la 5e année pour alléger les charges et maximiser la marge nette.
- Consolider la structure financière en augmentant progressivement les fonds propres à travers les bénéfices.
- Maintenir un suivi trimestriel du plan de financement, en confrontant les prévisions à la réalité, pour corriger toute dérive de trésorerie.

• ÉVOLUTION DE LA TRÉSORERIE

Figure N°2 : Évolution de la trésorerie



Source : réalisé par nos soins à partir des données de CPA

L'évolution de l'excédent de la trésorerie étant largement démontrée par le plan de financement présenté ci-dessus et celle-ci compte tenu même des remboursements de l'emprunt envisagé.

Le plan de financement pluriannuel permet d'observer l'évolution des ressources et des dépenses sur une période de cinq ans, en mettant en évidence la capacité du projet à autofinancer son activité au fil du temps.

❖ Ressources

Le projet démarre avec :

- Un apport personnel de 1 250 000 DA
- Un crédit bancaire de 23 750 000 DA
- Des encaissements clients en constante augmentation, passant de 37 millions à près de 77 millions DA à la cinquième année

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

Cette évolution reflète une croissance commerciale solide qui devient progressivement la principale source de financement du projet, réduisant la dépendance initiale au crédit.

❖ Emplois (dépenses)

Les dépenses sont réparties entre :

- Investissements initiaux (équipements, matières premières)
- Charges d'exploitation courantes (salaires, fournitures, services)
- Remboursements du crédit et frais financiers
- Paiement de la TVA, IRG et autres charges fiscales

La montée en charge est progressive et bien anticipée, avec une gestion prudente des coûts.

❖ Trésorerie

À chaque fin d'année, le plan montre un solde positif croissant, passant de 9 millions à plus de 66 millions DA. Cela signifie que le projet est autofinancé dès les premières années, et que sa trésorerie est excédentaire, ce qui renforce sa solidité financière.

- ❖ **Conclusion** : Le plan de financement montre une bonne gestion des flux financiers, avec un équilibre sain entre investissements, exploitation et remboursements. Il témoigne d'un projet financièrement viable et durable.

2.5. Le Tableau des Comptes de Résultats

Ce tableau permet de mesurer la performance économique du projet année par année. Il présente les produits et charges d'exploitation et permet de déterminer si le projet génère un résultat net positif ou négatif, donc s'il est rentable ou non.

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

Tableau N° 19 : Le Tableau des Comptes de Résultats

Désignation	1er Année	2 ^{ème} Année	3 ^{ème} Année	4 ^{ème} Année	5 ^{ème} Année
Ventes et produits annexes Variation stocks produits finis et en cours Production immobilisée Subventions d'exploitation	31 200 000	37 440 000	44 928 000	53 913 600	64 696 320
I- PRODUCTION DE L'EXERCICE	31 200 000	37 440 000	44 928 000	53 913 600	64 696 320
Achats consommés Services extérieurs et autres consommations	14 316 000 1 700 000	15 655 800 1 820 000	17 124 990 1 949 500	18 736 280 2 089 325	20 503 637 2 240 376
II- CONSOMMATION DE L'EXERCICE	14 316 000	15 655 800	17 124 990	18 736 280	20 503 637
III- VALEUR AJOUTÉE D'EXPLOITATION (I-II)	16 884 000	21 784 200	27 803 010	35 177 321	44 192 683
Charges de personnel Impôts, taxes et versements assimilés	7 257 600 0	7 620 480 0	8 001 504 0	8 401 579 1 086 272	8 821 658 1 301 926
IV- EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	9 626 400	14 163 720	19 801 506	25 689 469	34 069 098
Autres produits opérationnels Autres charges opérationnelles Dots amortissements, provisions & pertes de valeurs	2 400 000	2 400 000	2 400 000	2 400 000	2 400 000
V- RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	7 226 400	11 763 720	17 401 506	23 289 469	31 669 098
Produits financiers Charges financières	0	1 938 965	1 020 508	693 945	367 383
VI- RÉSULTAT FINANCIER	0	1 938 965	1 020 508	693 945	367 383
VII- RÉSULTAT ORDINAIRE AVANT IMPÔTS (V+VI)	7 226 400	9 824 755	16 380 998	22 595 524	31 301 715
Impôts exigibles sur résultats ordinaires Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires					
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	7 226 400	9 824 755	16 380 998	22 595 524	31 301 715
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITÉS ORDINAIRES					
VIII- RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS ORDINAIRES					
IX- RÉSULTAT EXTRAORDINAIRE	7 226 400	9 824 755	16 380 998	22 595 524	31 301 715
X- RÉSULTAT NET DE L'EX	7 226 400	9 824 755	16 380 998	22 595 524	31 301 715

Source : réalisé par nos soins à partir des données de CPA

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

❖ Analyse :

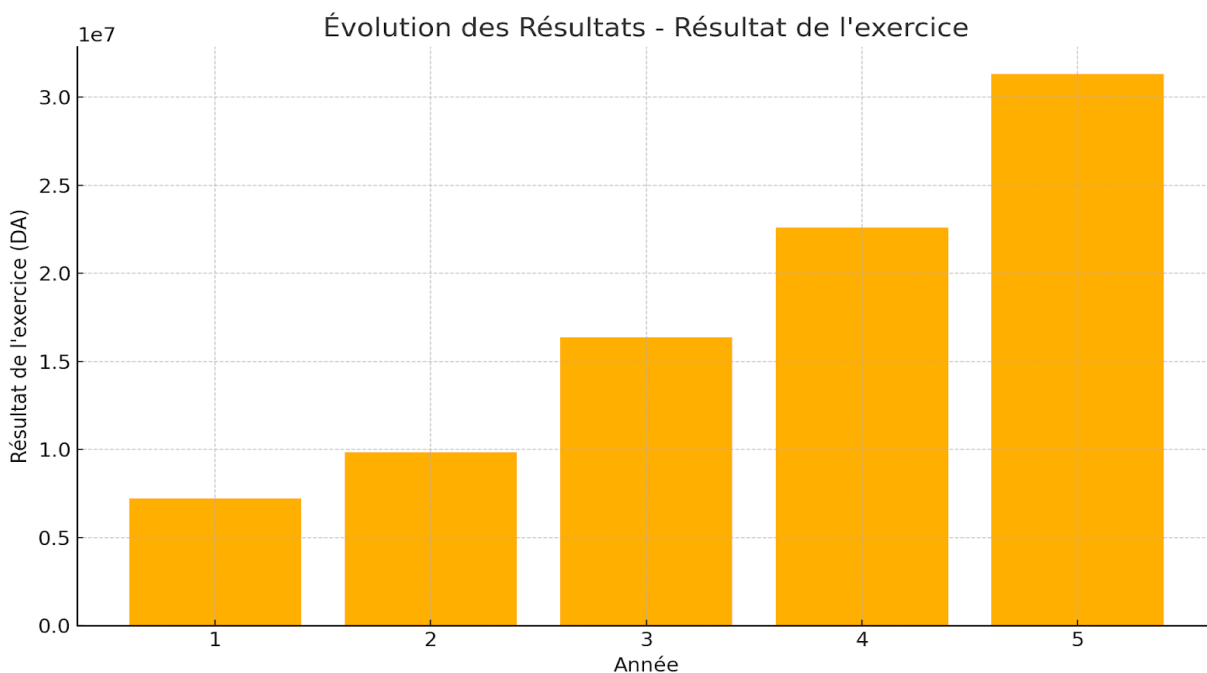
- La valeur ajoutée passe de 16,8 M DA à plus de 44 M DA.
- Le résultat net est multiplié par plus de 4 en 5 ans.
- Les charges d'exploitation (personnel, amortissements, services extérieurs) sont maîtrisées, permettant à l'entreprise de conserver une marge nette élevée.
- L'amortissement constant (2,4 M DA/an) et les charges financières décroissantes (de 1,9 M à 0,3 M DA) montrent un profil de charge stable et maîtrisé.

❖ Recommandations :

- Renforcer progressivement les fonds propres avec les bénéfices générés (réserve légale + réserve facultative).
- Réinvestir à partir de la 5e année pour compenser l'usure des équipements amortis, sans recourir à un nouvel emprunt.

❖ Évolution des Résultats

3. Figure N°3 : Résultat de l'exercice



Source : réalisé par nos soins à partir des données de CPA

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

Le compte de résultat permet de mesurer la performance économique du projet année par année, en comparant les produits (revenus) et les charges (coûts). C'est l'un des outils les plus importants pour évaluer si le projet est rentable.

❖ Produits d'exploitation

Les ventes augmentent chaque année, passant de 31,2 millions DA la première année à près de 64,7 millions DA la cinquième année, ce qui traduit une croissance soutenue de l'activité. Cette évolution est en ligne avec l'augmentation prévue du chiffre d'affaires.

❖ Charges d'exploitation

Les charges principales (achats consommés, services, salaires, amortissements) sont également en progression, ce qui est normal avec l'augmentation de la production. Toutefois, leur évolution reste maîtrisée, ce qui permet de préserver la marge bénéficiaire.

❖ Excédent brut d'exploitation (EBE)

L'EBE progresse fortement, passant de 9,6 millions DA à plus de 34 millions DA, ce qui montre que le projet génère un surplus d'exploitation solide, avant même de prendre en compte les charges financières.

❖ Résultat net

Le résultat net suit la même tendance, passant de 7,2 millions DA à plus de 31 millions DA en 5 ans. Cela confirme que le projet est rentable, avec une capacité à créer de la valeur même après paiement des charges financières.

❖ **Conclusion** : Le compte de résultat prévisionnel reflète un projet performant, avec une rentabilité croissante, une bonne maîtrise des charges et une capacité bénéficiaire stable. Il s'agit d'un indicateur clé de succès.

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

2.7. Bilans Prévisionnels Pluriannuel

Les bilans prévisionnels pluriannuels permettent de suivre l'évolution du patrimoine de l'entreprise (actif et passif) sur plusieurs années. Ils donnent une vision globale de la solidité financière du projet et de sa capacité à croître durablement.

Tableau N° 20 : Bilans Prévisionnels Pluriannuel

Bilan (Actif)	1er Année	2eme Année	3eme Année	4eme Année	5eme Année
ACTIFS NON COURANTS					
-Terrains					
-Autres immobilisations corporelles BRUTS	24 000 000	24 000 000	24 000 000	24 000 000	24 000 000
-Amortissements immobilisations corporelles	2 400 000	4 800 000	7 200 000	9 600 000	12 000 000
-Autres immobilisations corporelles NET	21 600 000	19 200 000	16 800 000	14 400 000	12 000 000
TOTAL ACTIF NON COURANT	24 000 000	24 000 000	24 000 000	24 000 000	24 000 000
ACTIF COURANT					
Stocks et encours					
Créances et emplois assimilés					
Clients					
Autres débiteurs					
Impôts et assimilés					
Disponibilités et assimilés	9 026 400	13 493 655	24 387 653	41 032 961	66 324 011
Trésorerie					
TOTAL ACTIF COURANT	9 026 400	13 493 655	24 387 653	41 032 961	66 324 011
TOTAL GÉNÉRAL ACTIF	30 626 400	32 693 655	41 187 653	55 432 961	78 324 011

Source : réalisé par nos soins à partir des données de CPA

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

Bilan (Passif)	1 ^{er} Année	2 ^{eme} Année	3 ^{eme} Année	4 ^{eme} Année	5 ^{eme} Année
CAPITAUX PROPRES					
Capital émis	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
-Primes et réserves - Réserves consolidés					
-Résultat net-Résultat net du groupe (I)	5 526 400	8 004 755	14 431 498	20 182 808	28 828 550
Autres capitaux propres - Report à nouveau		5 526 400	13 531 155	27962653	48145461
TOTAL I - Capitaux Propres	5 626 400	13 631 155	28 062 653	48 245 461	77 074 011
PASSIFS NON-COURANTS					
Emprunts et dettes financières	23 750 000	17 812 500	11 875 000	5 937 500	0
Impôts (différés et provisionnés)					
Autres dettes non courantes					
Provisions et produits constatés d'avance	1 250 000	1 250 000	1 250 000	1 250 000	1 250 000
TOTAL II - Passifs Non Courants	25 000 000	19 062 500	13 125 000	7 187 500	1 250 000
PASSIFS COURANTS					
Fournisseurs et comptes rattachés					
Impôts					
Trésorerie passif					
TOTAL III - Passifs Courants					

Source : réalisé par nos soins à partir des données de CPA

❖ Analyse :

Le tableau présente les bilans prévisionnels sur cinq années, permettant de suivre l'évolution de la situation financière de l'entreprise à travers ses actifs et passifs.

- **Actifs non courants** : Restent stables en valeur brute à 24 000 000 DA (investissement initial dans les immobilisations), mais diminuent en net chaque année en raison des amortissements cumulés (passant de 2,4 M DA à 12 M DA en 5e année), traduisant une usure comptable normale des équipements.
- **Actifs courants** : Progression marquée de la trésorerie, passant de 9 M DA à plus de 66 M DA, soit une multiplication par 7,3 en 5 ans. Cela indique une bonne capacité de génération de liquidités, et donc une performance opérationnelle positive.

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

- **Capitaux propres** : En forte hausse grâce à l'accumulation des résultats nets réinvestis (de 5,6 M DA à 77 M DA), illustrant un renforcement de l'autonomie financière progressive.
- **Dettes à long terme** : L'emprunt initial de 23,75 M DA contracté auprès de la CPA est amorti progressivement chaque année, jusqu'à disparition totale en 5e année. Cela montre une gestion maîtrisée de la dette.
- **Passif courant** : Non détaillé mais supposé faible dans le projet, la majeure partie de la structure repose sur le financement initial et les fonds générés.

L'entreprise passe d'une dépendance forte au crédit bancaire (1re année) vers une autosuffisance financière à moyen terme (5e année), grâce à la génération de cash et à une bonne rentabilité.

- **Recommandations :**

- Renforcement des capitaux propres : À partir de la 4e année, il serait judicieux d'intégrer les résultats dans les réserves pour réduire la dépendance future à l'endettement.
- Préserver la trésorerie : Éviter les sorties excessives de cash (dividendes, investissements mal planifiés) qui pourraient déstabiliser l'équilibre atteint.
- Optimisation fiscale : Utiliser les amortissements comme levier pour lisser les bénéfices et réduire l'imposition.
- Planification d'un nouveau cycle d'investissement : À partir de la 5e année, prévoir un renouvellement des équipements amortis, en utilisant la trésorerie disponible plutôt que de recourir à une nouvelle dette.

2.8. Bilans Financiers Prévisionnels

Ce titre est utilisé pour présenter une version simplifiée et financière des bilans, en mettant l'accent sur les capacités de financement à long et court terme. Il permet de mieux évaluer la structure financière et la liquidité du projet.

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

Tableau N° 21 : Bilans Financiers Prévisionnels

Bilan (Actif)	1 ^{er} Année	2 ^{eme} Année	3 ^{eme} Année	4 ^{eme} Année	5 ^{eme} Année
ACTIFS NON COURANTS	21 600 000	19 200 000	16 800 000	14 400 000	12 000 000
Autres immobilisations corporelles NET					
Autres Actif Non Courant					
Matériels Premières					
Client à Long Terme					
TOTAL ACTIF NON COURANT	21 600 000	19 200 000	16 800 000	14 400 000	12 000 000
ACTIF COURANT					
Stocks et encours					
Créances et emplois assimilés					
Clients					
Impôts et assimilés					
Autres créances et emplois assimilés					
Disponibilités et assimilés					
Placements et autres actifs financiers courants	9 026 400	13 493 655	24 387 653	41 032 961	66 324 011
Trésorerie					
TOTAL ACTIF COURANT	9 026 400	13 493 655	24 387 653	41 032 961	66 324 011
TOTAL GENERAL ACTIF	30 626 400	32 693 655	41 187 653	55 432 961	78 324 011

Bilan (Passif)	1 ^{er} Année	2 ^{eme} Année	3 ^{eme} Année	4 ^{eme} Année	5 ^{eme} Année
FONDS PERMANENT					
CAPITAUX PROPRES					
Capital émis	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Primes et réserves - Réserves consolidés (I)					
Résultat net - Résultat net du groupe (I)					
Autres capitaux propres - Report à nouveau	5 526 400	13 531 155	27 962 653	48 145 461	76 974 011

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

TOTAL I	5 626 400	13 631 155	28 062 653	48 245 461	77 074 011
PASSIFS NON-COURANTS	17 812 500	11 875 000	5 937 500	0	0
Emprunts et dettes financières					
Impôts (différés et provisionnés)	1 250 000	1 250 000	1 250 000	1 250 000	1 250 000
Autres dettes non courantes					
Provisions et produits constatés d'avance					
TOTAL II	19 062 500	13 125 000	7 187 500	1 250 000	1 250 000
PASSIFS COURANTS					
Fournisseurs et comptes rattachés					
Impôts					
Prêt Bancaire	5 937 500	5 937 500	5 937 500	5 937 500	0
Prêt état (Concession Terrain)					
Trésorerie passif					
TOTAL III	5 937 500	5 937 500	5 937 500	5 937 500	0
TOTAL GENERAL PASSIF (I+II+III)	30 626 400	32 693 655	41 187 653	55 432 961	78 324 011

Source : réalisé par nos soins à partir des données de CPA

❖ Analyse :

Ce tableau fournit une vision simplifiée et financière de la structure du bilan (actif/passif) sur 5 ans, mettant en lumière la solidité croissante du projet.

- L'actif non courant diminue à cause des amortissements des équipements.
- L'actif courant, surtout la trésorerie, augmente fortement (x7), traduisant une accumulation de ressources nettes au fil des années.
- Les capitaux propres explosent, alimentés par les résultats nets cumulés.
- La dette CPA est totalement remboursée en 5 ans.
- La structure passe d'une forte dépendance à la dette à une autonomie financière complète.

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

- Ce tableau démontre un renforcement considérable de la structure financière, une liquidité excellente, et une très bonne gestion des fonds.

❖ **Recommandation :**

- Renforcer les capitaux propres en réinvestissant les bénéfices plutôt que de les distribuer.
- Planifier un futur investissement productif (ex. : nouvelle ligne de production) pour utiliser utilement la trésorerie excédentaire.
- Suivre la performance à travers des ratios clés : autonomie financière, liquidité générale, rotation des actifs.
- Anticiper les renouvellements d'actifs dès la fin de la période d'amortissement, pour éviter une obsolescence des équipements.

2.9. Étude des Indices d'Équilibre Financier

Cette étude permet d'analyser les équilibres financiers fondamentaux du projet à travers des indicateurs clés comme le fonds de roulement (FR), le besoin en fonds de roulement (BFR) et la trésorerie. Elle est essentielle pour vérifier si le projet peut fonctionner sans difficultés financières.

L'étude des indices d'équilibre financier permet d'évaluer la capacité du projet à maintenir sa stabilité financière en comparant les ressources disponibles à long terme et les besoins à court terme. Trois indicateurs clés sont analysés : le fonds de roulement (FR), le besoin en fonds de roulement (BFR) et la trésorerie nette.

❖ **Fonds de Roulement**

Tableau N° 22 : Fonds de Roulement

Désignation	1er Année	2eme Année	3eme Année	4eme Année	5eme Année
Fonds permanents	24 688 900	26 756 155	35 250 153	49 495 461	78 324 011
Actif fixe	21 600 000	19 200 000	16 800 000	14 400 000	12 000 000
Fds Roulement	3 088 900	7 556 155	18 450 153	35 095 461	66 324 011

Source : réalisé par nos soins à partir des données de CPA

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

❖ Analyse :

- ❖ Le fonds de roulement est toujours positif et augmente régulièrement. Cela signifie que l'entreprise :
 - Dispose d'un excédent de ressources à long terme,
 - Et qu'elle est capable de couvrir son cycle d'exploitation sans pression sur la trésorerie.

L'augmentation du FR est due :

- À la réduction progressive de l'actif immobilisé net (via amortissements),
- Et à l'accumulation de résultats nets affectés aux capitaux propres.

Ce tableau traduit une solide amélioration de la structure financière, confirmant la capacité de l'entreprise à financer son activité avec ses propres moyens à mesure qu'elle devient rentable.

• **Recommandations :**

- Maintenir l'excédent de fonds de roulement en affectant chaque année une partie des bénéfices aux capitaux permanents.
- Utiliser cet excédent pour financer l'expansion future, notamment le développement commercial ou l'innovation.
- Surveiller l'évolution conjointe du FR et du BFR pour anticiper tout risque de déséquilibre lié à une hausse soudaine des besoins (ex. croissance rapide).
- Éviter de bloquer une part excessive de ressources dans des actifs à faible rendement : penser à optimiser l'utilisation du FR via des placements à court terme ou projets complémentaires.

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

❖ Trésorerie

Tableau N° 23 : Trésorerie

Désignation	1er Année	2eme Année	3eme Année	4eme Année	5eme Année
Fonds Roulement	3 088 900	7 556 155	18 450 153	35 095 461	66 324 011
Besoin en F R	-5 937 500	-5 937 500	-5 937 500	-5 937 500	0
Trésorerie	9 026 400	13 493 655	24 387 653	41 032 961	66 324 011

Source : réalisé par nos soins à partir des données de CPA

- **Analyse :** L'entreprise enregistre une augmentation continue de la trésorerie, avec un excédent cumulé qui passe de 9 M DA à plus de 66 M DA en fin de période.
- Cela traduit une maîtrise des charges, une rentabilité nette croissante, et une gestion rigoureuse des flux de trésorerie.
- Cette accumulation prouve que le projet génère suffisamment de cash pour faire face à ses engagements et constituer des réserves de sécurité.

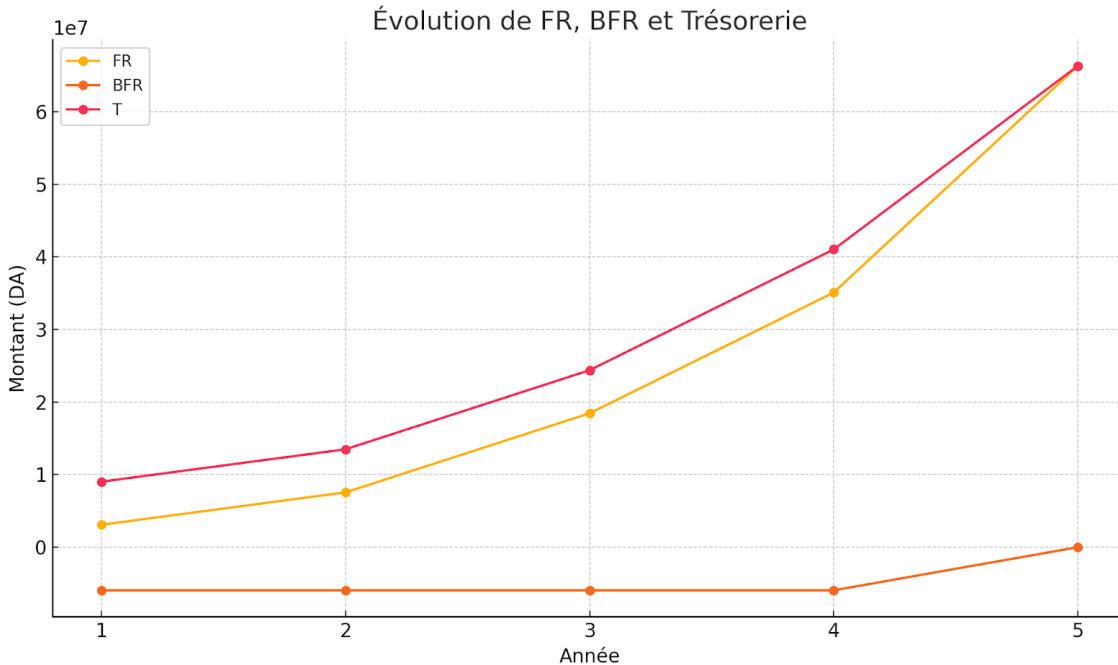
Ce tableau synthétise les effets combinés des bons résultats, du contrôle des charges, et de la discipline financière.

• **Recommandations :**

1. Utiliser une partie de la trésorerie pour des réinvestissements ciblés (extension de gamme, marketing, maintenance).
2. Placer l'excédent de trésorerie dans des supports à court terme (bons du Trésor, dépôts rémunérés) pour éviter l'inactivité des fonds.
3. Maintenir une réserve de sécurité pour anticiper des imprévus ou un ralentissement économique.

❖ Évolution de FR, BFR et Trésorerie

Figure N°4 : Évolution de FR, BFR et Trésorerie



Source : réalisé par nos soins à partir des données de CPA

L'évolution du FR et son recouvrement en BFR de l'entreprise est largement démontrée par le graphique ci-dessus.

L'évolution du Fonds de Roulement (FR) et son recouvrement par le Besoin en Fonds de Roulement (BFR) est clairement illustrée dans le graphique ci-dessus, qui met en évidence la dynamique des trois composantes clés : FR, BFR et trésorerie nette, sur plusieurs exercices. Sur ce graphique, les courbes permettent d'observer comment le FR évolue dans le temps en fonction des variations des capitaux permanents et des investissements immobilisés. Parallèlement, l'évolution du BFR est analysée à travers les fluctuations de l'actif et du passif circulant, révélant l'impact de l'activité d'exploitation (délai clients, rotation des stocks, dettes fournisseurs, etc.).

Le recouvrement du BFR par le FR est visualisé par la distance relative entre les deux courbes. Lorsque le FR est supérieur au BFR, la différence positive représente un excédent de trésorerie (trésorerie nette positive). Inversement, si le BFR dépasse le FR, cela signifie un besoin de

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

financement supplémentaire, se traduisant souvent par une trésorerie négative. Ce lien direct entre les soldes montre comment le fonds de roulement permet ou non de couvrir les besoins liés au cycle d'exploitation, et explique l'évolution de la trésorerie de l'entreprise.

Le graphe agit ainsi comme un outil synthétique et visuel qui reflète, d'une part, la capacité de l'entreprise à financer ses besoins à court terme, et d'autre part, les tensions ou équilibres qui peuvent apparaître selon les années.

2.10. Rentabilité du Projet

Ce titre vise à évaluer la capacité du projet à générer des profits en comparant les gains obtenus aux capitaux investis. L'analyse de la rentabilité permet de juger la performance économique et l'attractivité financière du projet pour les investisseurs et les prêteurs.

Tableau N°24 : Rentabilité du Projet

Ratios	1er Année	2eme Année	3eme Année	4eme Année	5eme Année
Résultat de l'Ex	5 526 400	8 004 755	14 431 498	20 182 808	28 828 550
Total Actif	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Total C d'affaires	30 626 400	32 693 655	41 187 653	55 432 961	78 324 011
Rentabilité d'ex	18	21	32	37	45
Rentabilité Éco	18	24	35	36	37

Source : réalisé par nos soins à partir des données de CPA

- **Analyse :**

Le tableau présente deux ratios clés sur 5 ans : rentabilité d'exploitation et rentabilité économique, en relation avec le résultat d'exploitation, le chiffre d'affaires et les capitaux engagés.

Rentabilité d'exploitation :

- Augmente progressivement, de 18 % à 45 %, ce qui montre une optimisation des charges d'exploitation et une meilleure maîtrise des coûts.
- Cela reflète une montée en puissance efficace des capacités de production.

Rentabilité économique :

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

- Monte à 37 % dès la 3e année et se stabilise ensuite.
- Ce ratio mesure la capacité du projet à produire du bénéfice par rapport aux moyens investis (notamment les fonds propres initiaux).

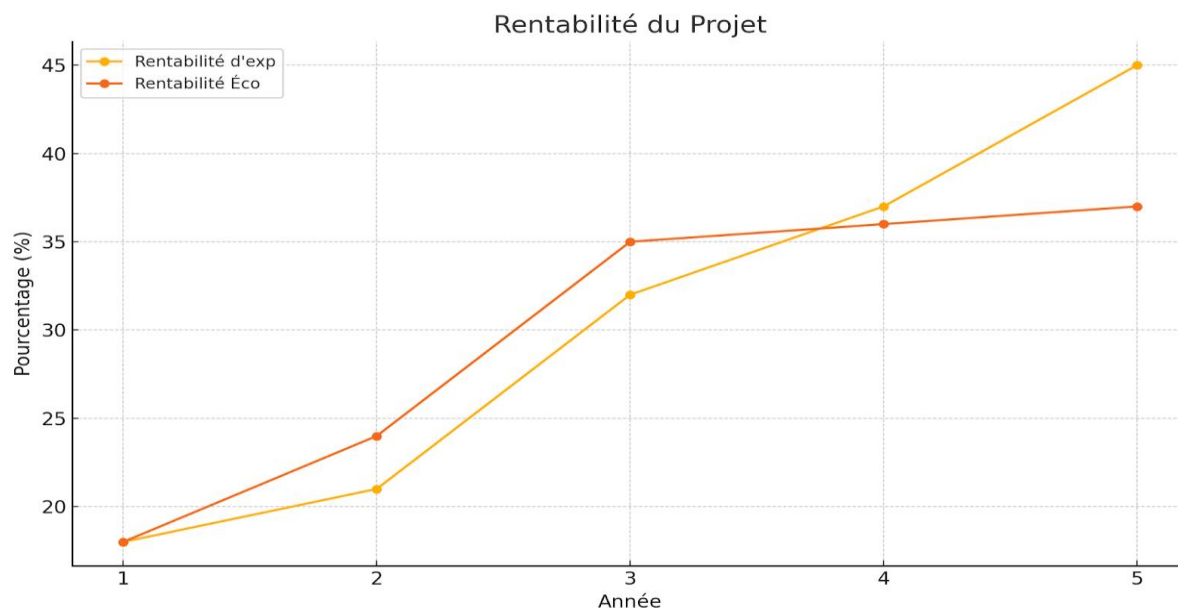
Conclusion : Ces ratios confirment une performance économique croissante. Le projet n'est pas seulement rentable : il devient de plus en plus attractif pour les investisseurs et financiers.

• **Recommandation :**

1. Maintenir cette trajectoire de performance en poursuivant la maîtrise des charges variables (matières, main-d'œuvre, énergie).
2. Renforcer les fonds propres à partir des bénéfices pour rendre la rentabilité économique plus représentative à l'avenir.

❖ **Rentabilité du Projet**

Figure N°5 : Rentabilité du Projet



Source : réalisé par nos soins à partir des données de CPA

Les courbes représentent l'évolution de la rentabilité d'exploitation et économique du projet sur 5 ans.

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

L'évaluation de la rentabilité permet de savoir si le projet génère des bénéfices suffisants par rapport aux moyens investis. Deux types de rentabilité sont analysés : la rentabilité d'exploitation et la rentabilité économique.

❖ **Rentabilité d'exploitation**

Elle mesure la performance du projet par rapport à son chiffre d'affaires. Elle passe de 18 % la première année à 45 % la cinquième année, ce qui indique une maîtrise croissante des coûts et une efficacité opérationnelle élevée. Cela veut dire que le projet utilise ses ressources de manière optimale pour produire de la valeur.

❖ **Rentabilité économique**

Elle rapporte le bénéfice aux capitaux engagés. Elle progresse également, atteignant 37 % à la cinquième année. Ce niveau est très satisfaisant, surtout dans un contexte où l'endettement initial était élevé. Cela montre que l'investissement est rentable et bien justifié économiquement.

- ❖ **Conclusion** : Le projet présente des ratios de rentabilité excellents, en forte amélioration d'année en année. Il ne se contente pas de couvrir ses charges, il dégage une marge importante, ce qui le rend attractif pour les investisseurs, et durable dans le temps.

2.11. Le Cash-flow

Ce titre est utilisé pour mesurer la capacité du projet à générer de la trésorerie réelle. Le cash-flow permet de savoir si l'entreprise peut faire face à ses obligations financières, rembourser ses dettes et financer son développement, indépendamment des bénéfices comptables.

Tableau N° 25 : Le Cash Flow

Désignation	1er Année	2eme Année	3eme Année	4eme Année	5eme Année
Résultat	5 526 400	8 004 755	14 431 498	20 182 808	28 828 550
Amortiss + Prov	2 400 000	2 400 000	2 400 000	2 400 000	2 400 000
Cash-flow	7 926 400	10 404 755	16 831 498	22 582 808	31 228 550
Cash-flow Cumulé	7 926 400	18 331 155	35 162 653	57 745 461	88 974 011

Source : réalisé par nos soins à partir des données de CPA

Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA

- **Analyse** :
Le cash-flow (flux de trésorerie) mesure la capacité du projet à générer des liquidités réelles, indépendamment des éléments comptables non décaissables (comme l'amortissement).
- Le cash-flow augmente de manière continue et régulière, passant de 7,9 M DA à plus de 31 M DA.
- Sur 5 ans, le projet cumule près de 89 M DA de flux de trésorerie, ce qui est très significatif pour une PME industrielle.

Cela montre :

- Une forte capacité d'autofinancement,
 - Une trésorerie abondante pour couvrir les engagements financiers,
 - Et une solvabilité élevée même en présence d'un emprunt initial.
- **Recommandation :**
- Allouer une partie du cash-flow à un fonds d'investissement futur (ex : renouvellement des équipements, modernisation, diversification de la gamme).
 - Placer intelligemment les excédents (bons du Trésor, comptes à terme) pour générer des revenus financiers sûrs à court terme.
 - Maintenir un suivi rigoureux de la génération et de l'utilisation du cash, via un tableau de flux mensuel prévisionnel.

Conclusion

À travers l'étude de cas présentée dans ce chapitre, nous avons pu observer concrètement le processus de financement d'un projet d'investissement par la Banque CPA. Cette analyse a permis de mieux comprendre les étapes suivies, les documents requis, les critères d'évaluation appliqués ainsi que les modalités de mise en œuvre du crédit.

L'exemple étudié met en évidence l'implication des banques publiques algériennes dans le soutien aux porteurs de projets, tout en soulignant les exigences de rigueur financière, de transparence et de gestion du risque qui accompagnent l'octroi de financements. Il montre également que, lorsqu'il est bien structuré et suivi, le financement bancaire peut jouer un rôle clé dans la réussite d'un projet, tant sur le plan économique que social.

Ce cas concret constitue ainsi une illustration pertinente des enseignements théoriques abordés dans les chapitres précédents, et confirme l'importance d'un système bancaire efficace, souple et bien encadré pour le développement durable de l'investissement en Algérie.

Conclusion générale

Conclusion générale

Conclusion générale

Au terme de ce travail de recherche, il est apparu clairement que le financement bancaire représente un levier fondamental pour la concrétisation des projets d'investissement, notamment dans le contexte économique algérien où les petites et moyennes entreprises occupent une place centrale dans le tissu productif. L'étude a permis de mieux comprendre la nature même des projets d'investissement, leurs caractéristiques, ainsi que l'importance du choix des sources de financement dans la réussite ou l'échec d'un projet entrepreneurial.

L'analyse des différents modes de financement, qu'ils soient internes (apports, autofinancement) ou externes (crédit bancaire, crédit-bail, capital-investissement), a montré que chacun présente ses propres avantages, contraintes et impacts sur la structure financière de l'entreprise. Le financement bancaire s'est imposé comme la solution la plus fréquemment mobilisée par les PME, malgré les conditions souvent restrictives imposées par les banques. Les critères de sélection du mode de financement tels que le coût du capital, la capacité de remboursement, le niveau de risque, et les avantages fiscaux se sont révélés déterminants pour la viabilité à moyen et long terme des investissements.

Dans ce contexte, le rôle des banques, en particulier des institutions publiques comme la CPA Banque, s'avère capital. Non seulement elles assurent l'accès au crédit, mais elles participent aussi, potentiellement, à l'encadrement des porteurs de projet par des services d'accompagnement, d'évaluation des risques, et de conseil. Cependant, les obstacles rencontrés par les entrepreneurs, tels que la lourdeur administrative, la rigueur des critères d'éligibilité, et l'exigence de garanties importantes, demeurent des freins significatifs à l'investissement, surtout pour les petites structures.

Conclusion générale

L'étude de cas de la Biscuiterie Thiziri a illustré de manière concrète les dynamiques observées dans la partie théorique. Cette entreprise, lancée grâce à un crédit moyen terme octroyé à hauteur de 95 % par la CPA Banque, a pu initier sa production, générer des résultats positifs dès la première année, créer des emplois locaux et contribuer à l'économie de sa région. Cette réussite est le fruit d'un financement bien structuré, fondé sur un amortissement linéaire, un différé de remboursement et une bonne préparation du dossier de demande. Toutefois, l'analyse a également mis en évidence certaines vulnérabilités : un apport personnel très faible, une dépendance exclusive à la banque, et une absence d'appui stratégique post-financement, éléments qui pourraient compromettre la stabilité de l'entreprise en cas de crise.

À l'issue de cette étude, notre position est la suivante : le financement bancaire est un outil indispensable pour le développement des PME et des projets d'investissement à l'échelle locale, mais il ne peut produire des effets durables que s'il est intégré dans une stratégie plus large de soutien à l'entreprise.

Cela suppose non seulement une meilleure préparation des porteurs de projets, mais aussi un engagement accru des banques en matière d'accompagnement, de conseil et de suivi post-financement. Il est également crucial de promouvoir la diversification des sources de financement afin de réduire la dépendance et de renforcer la résilience des jeunes entreprises face aux aléas économiques.

À l'issue de cette étude, est de recommander le recours au financement bancaire – notamment auprès d'institutions publiques comme la CPA Banque – pour les porteurs de projets locaux, à condition que celui-ci soit accompagné d'un montage financier rigoureux, d'un apport en fonds propres suffisant, et d'un véritable suivi post-financement. Le cas étudié démontre que, malgré certaines limites, ce type de financement peut favoriser le développement durable d'une PME et contribuer activement à l'économie locale.

En conclusion, ce mémoire montre que le crédit bancaire peut devenir un vecteur de transformation économique, à condition de dépasser la simple logique de financement pour inscrire chaque projet dans une démarche de développement global, durable et inclusif. L'expérience de la Biscuiterie Thiziri en fournit une démonstration concrète, et offre des enseignements transférables à d'autres initiatives entrepreneuriales locales.

Annexes

ANNEXE N°01 : L'AUTORISATION DE CREDIT

القرض الشعبي الجزائري
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE

Tizi ousou le 27/03/2019

AUTORISATION DE CREDIT N° 827 /074/2019.

COMITE DE CREDIT : G.E. de Tizi ousou.

DATE DE DECISION DU CREDIT 27/03/2019

NOM OU RAISON SOCIALE : EURL BISCUITERIE THIZIRI.

ACTIVITE : Fabrication de biscuits de la pâtisserie et des produits de région.

ADRESSE : « GROP-IMMO LAMERAVEL » CSE DE TIDJELABINE, BOUMERDES.

Identifiant client: 141 000 000 000 897.

NUMERO DU COMPTE : 141 400 000 13 38.

DESTINATAIRE

Agence BOUMERDES-141o.

G.E.T.O. '827'

D . C . I . S

I . R . T . O

D . E . S . E

D . Trésorerie.

D . Réseau, D.informatique

CETTE AUTORISATION ANNULE ET REMPLACE LES PRECEDENTES - ELLE N'EST VALABLE QUE DANS LA MESURE OU LES GARANTIES PRESCRITES SONT PRISES ET LES CONDITIONS REALISEES.

N° Ligne	FORME DU CREDIT	ROLE	CODE CREDIT	MONTANT EN DINARS	ECHANCE
	CMT/INVESTISS		C. 4	21 250 000,00	31/03/2024
TOTAL				21 250 000,00	

TOTAL EN LETTRES : Vingt-un millions deux cent cinquante mille dinars.

N° Ligne	NATURE DES GARANTIES	ROLE	CODE GARANTIE	MONTANT EN MILLIERS DE DINARS	CONDITIONS ET OBSERVATIONS
01	Hypothèque sur appartement		C 7 5	21 250	CMT/Investi de 21 250 KDA dans le cadre de PANDI, destiné à financer à hauteur de 75,58% du coût total du projet de 28 114 KDA. -Le CMT de 21 250KDA, est destiné à l'acquisition en (IT) des équipements nécessaires pour son activité non acquis sur fonds propre. -La part d'auto-financement est constituée de : *Des travaux d'aménagement déjà réalisés d'un montant total de 2 745 000,00 DA plus l'acquisition de divers équipements d'un montant de 4 119 365,84 (reçu de versement pour le compte de son FRB est sous dossier). Durée :04ans + 1 an de différé. *Taux d'intérêt :Taux en vigueur. Conditions: *Etablir une expertise de l'appartement proposé en hypothèque par la SAE. *Recueil préalable de l'hypothèque exigée avant tout engagement. *Paiement direct au(x) fournisseur(s). *Remboursement trimestriel après période de différé. *Contrôle du chiffre d'affaire à nos guichets. *Présentation attestation d'affiliation CASNOS. *Renouvellement des garanties:(01)Hypothèque sur un appartement appartenant à Mr. RAICHE Hamid (associé unique de la EURL), situé à Boumerdes.
02	Nantissement des équipements à acquérir.		C 9 3	21 250	
03	Délégation assurance MRP.		C 9 9	25 369	
04	Cautions assés unique		C 9 0	21 250	
05	Cession CGCI.		C 9 7	21 250	
06	Faillit des équipements /F.propre		C 9 6	4 119	

RAPPEL DES CREDITS EN COURS

DATE	NATURE DES CREDITS	MONTANT EN DINARS	ECHANCE

Signature: **REHOCINE Nadia**

Signature: **NEA Y...**


Signature: **.../S Ahmed**

Signature: **... DIRECTEUR**

Signature: **... Exploitation**

Signature: **... au verso**

ANNEXE N°02 : Demande de Crédit

Demande de Crédit		Crédit Populaire d'Algérie 	
Délégation de crédit	<input type="checkbox"/> Agence	<input checked="" type="checkbox"/> G.E	<input type="checkbox"/> DGA Eng
Agence :	BOUMERDES	Groupe d'Exploitation :	GETO
Chargé d'étude agence :	Mme OULLAF SOUMEYA EPSE ACHOUR		
Date de la demande :	27/12/2018	Nouvelle demande <input checked="" type="checkbox"/>	Renouvellement de crédit <input type="checkbox"/>
Date de la demande précédente :		Date du prochain renouvellement	
Information Client			
Identifiant Client :	14100000000897		
Date d'ouverture de compte :	27/12/2018		
Raison Sociale :	EURL BISCUITERIE THIZIRI		
Nom du groupe d'Affaires :			
Nom des actionnaires principaux :			
Description de l'activité/Projet	FABRICATION DE BISCUIT PATISSERIE ET LES PRODUITS DE REGIME DIETETIQUE		
Type d'entreprise	Grande Entreprise <input type="checkbox"/>	PME <input checked="" type="checkbox"/>	Professionnel <input type="checkbox"/>
Demande de crédit			
Objet de la demande :	Financement équipement + exploitation (fond de roulement)		
Structure de financement :	Apport personnel 8.409.750,00 DA		
Garantie(s) proposées :	Hypothèque sur logement Garantie CGCI Nantissement sur matériels Cautionnement de l'associé		
Motivations du client :	La rareté du produit sur le marché national et sa forte demande sur le marché non encore satisfaite		



Extrait du compte rendu de visite de l'affaire:

Risques identifiés et appréciation quantitative et qualitative du chargé d'études Agence

La conjugaison des atouts cités précédemment à savoir :
La rareté du produit sur le marché national et sa forte demande sur le marché non encore satisfaite

Le projet est ainsi très viable compte tenu de l'expérience du promoteur et même très rentable vue la forte valeur ajoutée générée.

Date : 05/03/2019

Signature:

Mme ACHOUR Souheya

Chargée d'Etudes

Décision/Avis du Président du Comité de Crédit Agence

Nous sommes d'avis favorables pour le financement de l'affaire en question à hauteur de 70% par un CMT interne d'un montant de 19.622.750,00 DA pour le financement des équipements et les prestataires locaux et ainsi que les fonds de roulement pour une période de 5 ans avec 1 année de différé

Mr SABER
DirecteurDirecteur d'Agence : Mr SABER
AMAR

Date :

Signature :

Nom :

Signature :

Délégation de crédit

 Agence G.E DGA Eng D.G.

Groupe d'Exploitation :

Chargé d'études G.E :

Information Client

Identifiant Client :

Raison Sociale :

Nom du groupe d'Affaire

ANNEXE N°03 : FICHE DE SUIVI DE RECOUVEREMENT

FICHE DE SUIVI DE RECOUVEREMENT

Nom ou Raison Sociale : EURL BISCUITERIE THIZIRI
 Activité : fabrication de biscuits de la pâtisserie et des produits de régime
 Adresse : COOP IMMOB EL MERAIEL RUE CEM TIDJELABINE
 Gérant/Dirigeant : / BAICHE HAMID
 Numéros de comptes : 4000001543/33
 Identifiant client : 14100000000897
 Situation de l'affaire :

1- Détail des crédits accordés :

Nature des Crédits	Montant	Autorisation N°	Date	Date d'échéance
CMT INV	21.500.000,00	827/092/2019	22/04/2019	31/04/2024

2- Détail des garanties :

Nature des Garanties	Montants Exigés	Montants Recueillis	Dates d'échéances	Montants Expertisés
Hypothèque sur appart	10.024	10.024	Main levée	21.250 KDA
Nantissement des équipements	21.250 KDA	21.250 KDA	Main levée	
Délégation assu MRP	25.369	18.000 KDA	15/12/2023	
Caution asso. unique	21.250	21.250	Main levée	
Caution CGCI	21.250	21.250	Main levée	

3- Mesures conservatoires :

Date de transfert à précontentieux et montant : 3.107.855,49 le 13/08/2020.

Date de transfert à contentieux et montant : /

4- Procédures judiciaires (Banque et client) : /

5- Non de l'avocat et date de constitution : /

6- Stade actuel de la procédure judiciaire : /

7- Niveau de provisionnement de la créance :

Au 31/12/2021 Exercice N-1	Au 31/03/22 Exercice N	Au 30/06/2022 Exercice N	Au 30/09/2022 Exercice N	Au 31/12/2022 Exercice N
	0%	0%	0%	/

Total des amortissements (Préciser les dates) : 4.281.695,99 DA dates : 29/12/22-08/01/23-09/01/23

Montant comptable de la créance : 3.699.337,06 DA.

Montant actualisé de la créance avec et sans pénalité de retard : 3.902.796,50 DA / 3 031 740,26 DA.

Mr. LHADJ Raouf
 Directeur d'Agence
 le 28/02/2023.


ANNEXE N°04 : FICHE RISQUE/ENTREPRISE

FICHE RISQUE/ENTREPRISE

DATE D'ARRETE: 31/05/2023

AGENCEBOUMERDES "141"

U: Milliers DA

RELATION	RAPPEL IMPAYES			RAPPEL CLASSEMENT		RAPPEL CLASSEMENT		COMPOSITION DE CLASSEMENT				COMMENTAIRE ET AVIS	
	SEPTEMBRE	DECEMBRE	MARS	EXERCICE (n-1)		TRIMESTRE (n-1)		CREANCE	CREANCE CLASSEE				MOTIVE
	2022	2022	2023	CATEGORIE	MONTANT PROVISION	CATEGORIE	MONTANT PROVISION		GAT 1	GAT 2	GAT 3	GAT 3	
EURL BISCUITERIE THIZIRI	1 565,00	1 683,00	3 131,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	il s'agit de 2 échéances impayées engagement écrit de régler 2 échéances dont une a fait objet de recouvrement fin avril la 2ème la fin juin, client entrain de régulariser

DJEBROUNI
Chargée d'Etudes



Mme. TIMOUNT Bahia
Directrice d'Agence P/1

ANNEXE N°5 : Frais Financiers par année

Désignation	1er Année	2ème Année	3ème Année	4ème Année	5ème Année
Annuités de Rem	0	5 937 500	5 937 500	5 937 500	5 937 500
Intérêts	0	5 937 500	5 937 500	5 937 500	5 937 500
Reste à Remb	23 750 000	17 812 500	11 875 000	5 937 500	0
Total	1 938 964	6 958 007	6 631 445	6 304 882	5 998 730

ANNEXE N°6 : Amortissements Matériel de transports

Exercice	Valeur d'origine	Dotation Annuelle	Amortissement cumulé	VNC
1er Année	21 250 000	2 125 000	2 125 000	19 125 000
2eme Année	21 250 000	2 125 000	4 250 000	17 000 000
3eme Année	21 250 000	2 125 000	6 375 000	14 875 000
4eme Année	21 250 000	2 125 000	8 500 000	12 750 000
5eme Année	21 250 000	2 125 000	10 625 000	10 625 000

ANNEXE N°7 : Détentions pour Comptes chaque année

Rubrique	1er Année	2eme Année	3eme Année	4eme Année	5eme Année
Total C d'affaires	31 200 000	37 440 000	44 928 000	53 913 600	64 696 320
TVA S Chiffre A	5 928 000	7 113 600	8 536 320	10 243 584	12 292 301
Achats Matières	12 480 000	13 728 000	15 100 800	16 610 880	18 271 968
Pièce de rechange	1 836 000	1 927 800	2 024 190	2 125 400	2 231 669
Services	1 000 000	1 050 000	1 102 500	1 157 625	1 215 506
Assurance	700 000	770 000	847 000	931 700	1 024 870
Total Achats imp.	16 016 000	17 475 800	19 074 490	20 825 605	22 744 014
TVA sur achats	3 043 040	3 320 402	3 624 153	3 956 865	4 321 363
TVA Due	2 884 960	3 793 198	4 912 167	6 286 719	7 970 938

Bibliographie :

• Ouvrages / Livres

1. Damodaran, *Applied Corporate Finance*, 4^e éd., Wiley, 2015.
2. Damodaran, *Investment Valuation: Tools and Techniques for Determining the Value of Any Asset*, 3^e éd., Wiley, 2012.
3. Dov Ogien, 2008.
4. Esther Jeffers et Olivier Pastré, « Économie bancaire », pp. 149–152.
5. F. Allen & D. Gale, *Comparing Financial Systems*, MIT Press, 2004.
6. Heinz-Peter Wolff, 1996.
7. IMF, *Corporate Financing Trends and Policy Response in Times of Crisis*, 2021.
8. L. J. Gitman & C. J. Zutter, *Principles of Managerial Finance*, 14^e éd., Pearson, 2015.
9. Nathalie Taverd et Popiolek, 2006.
10. OECD, *Financing SMEs and Entrepreneurs: An OECD Scoreboard*, 2020.
11. OECD, *SME and Entrepreneurship Outlook*, 2022.
12. OECD, *The Role of Banks in the Economy*, Policy Brief, 2019.
13. Principes de Technique bancaire, 23^e édition, p. 252.
14. R. A. Brealey, S. C. Myers & F. Allen, *Principes de finance d'entreprise*, 12^e éd., McGraw-Hill, 2017.
15. S. A. Ross, R. Westerfield & J. Jaffe, *Corporate Finance*, 12^e éd., McGraw-Hill, 2019.

• Sites Web / Sources en ligne

16. CNRC, *Fichier national des entreprises*, www.cnrc.dz, 2023.
17. <https://blog-gestion-de-projet.com/quest-ce-quun-projet-dinvestissement-et-comment-les-classifier/> (consulté le 17-02-2025 à 20 :30)
18. <https://lasentinelles.dz/index.php/2024/09/25/cpa-pres-de-7-milliards-da-de-financements-dans-le-cadre-de-la-finance-islamique/> (consulté le 17-02-2025 à 23 :48 et 23 :51)
19. https://lecfc.fr/le-role-des-banques-dans-le-financement-des-entreprises/#Limportance_de_levaulation_financiere (consulté le 14-03-2025 à 15 :33)
20. <https://lesdefinitions.fr/projet-dinvestissement> (consulté le 17-02-2025 à 19 :58)
21. <https://www.cpa-bank.dz/index.php/fr/clientele/entreprises/credit-d-investissement> (consulté le 17-02-2025 à 23 :40)
22. <https://www.karmen.io/blog/role-financement-croissance-entreprises#Limpact-du-financement-sur-la-croissance> (consulté le 26-02-2025 à 17 :25 et 20 :25)
23. https://www.lecoindesentrepreneurs.fr/financement-interne-externe-definition-choix/?utm_
24. La Finance Pour Tous, "Avant de vous accorder un crédit", mise à jour le 17 avril 2025.
25. Les Clés de la Banque, "L'examen de votre demande de crédit", 26 janvier 2024.

- **Mémoires, Thèses, Documents universitaires et Institutionnels**

26. ANEM, *Statistiques sur l'emploi dans la wilaya de Boumerdès*, 2021.
27. Banque de France, *Le suivi des financements*, rapport 2024.
28. Basel Committee on Banking Supervision, *Basel III: A Global Regulatory Framework for More Resilient Banks and Banking Systems*, 2011.
29. Basel Committee on Banking Supervision, *Principles for the Management of Credit Risk*, BIS, 2000.
30. Chapitre 1, "La place et le rôle des banques dans l'économie" par Éric Lamarque et Vincent Maymo, p. 7.
31. Code de la Consommation, articles L.312-1 et suivants.
32. CPA Banque, *Document interne sur les procédures de financement*, Agence de Boumerdès, 2022.
33. Département de Gestion Financière, (2020/2021). *Chapitre 2. Les critères de choix de financement*. Université Sidi Mohamed Ben Abdallah, Fès.
34. Ministère de l'Agriculture, *Rapport sur le financement agricole*, 2021.
35. Ministère de l'Industrie et des Mines, *Rapport sur la politique industrielle en Algérie*, 2020.
36. ONS, *Tendances économiques nationales*, 2023.
37. Raymond Chabot Grant Thornton, 2022, exemple canadien, avec données estimées selon ONS (2023).
38. World Bank, *Enterprise Surveys and Business Environment Studies*, 2019.
39. World Bank, *Enterprise Surveys and Business Environment Studies*, 2019.
40. World Bank, *Financing for Development: Challenges and Solutions*, 2021.
41. World Bank, *SME Finance Policy Guide*, 2021.

- **Articles Scientifiques / Revues Académiques**

42. Beck, T. & Demirgüç-Kunt, A., "Small and Medium-Size Enterprises: Access to Finance as a Growth Constraint", *Journal of Banking & Finance*, vol. 30, no. 11, 2006, pp. 2931–2943.
43. Beck, T., Demirgüç-Kunt, A. & Levine, R., "Bank Concentration and Crises", *Journal of Banking and Finance*, vol. 34, no. 4, 2010.
44. D. W. Diamond & P. H. Dybvig, "Bank Runs, Deposit Insurance, and Liquidity", *Journal of Political Economy*, vol. 91, no. 3, 1983, pp. 401–419.
45. D. W. Diamond, "Bank Loan Relationships and the Maturity of Debt", *Journal of Finance*, vol. 57, no. 6, 2002, pp. 370–392.
46. Olivier Equey, « Quels sont les risques à prendre en compte dans le financement de son projet innovant ? », 22/05/2024.
47. R. G. Rajan & L. Zingales, "Financial Dependence and Growth", *American Economic Review*, vol. 88, no. 3, 1998, pp. 559–586.
48. R. La Porta, F. López-de-Silanes, A. Shleifer & R. Vishny, "Law and Finance", *Journal of Political Economy*, vol. 106, no. 6, 1998, pp. 1113–1155.
49. R. Levine, "Finance and Growth: Theory and Evidence", in *Handbook of Economic Growth*, Vol. 1A, P. Aghion & S. Durlauf (dir.), Elsevier, 2005, pp. 865–934.
50. Stiglitz, J. & Weiss, A., "Credit Rationing in Markets with Imperfect Information", *American Economic Review*, 1981, pp. 393–410.
51. T. Beck & A. Demirgüç-Kunt, "Small and Medium-Size Enterprises: Access to Finance as a Growth Constraint," *Journal of Banking & Finance*, vol. 30, no. 11, 2006, pp. 2931–2943.

TABLEAU DES MATIERES :

Introduction Générale	1
Chapitre 01 : Les projets d'investissement et leurs modalités de financement.	5
Introduction	5
Section 01 : Définition de projet d'investissement :	5
1. Définition des projets d'investissement	6
2. Caractéristiques d'un projet d'investissement	7
3. L'importance des projets d'investissement	8
3.1. Soutien aux entreprises locales	8
3.2. Contribution au développement économique régional	8
3.3. Promotion de la finance islamique	8
3.4. Accompagnement des entrepreneurs	9
3.5. Impact social et environnemental	9
Section 02 : Modalités et sources de financement des projets d'investissement :	9
1. Modalités de financement :	10
1.1. Financement interne ou externe : définition et critères de choix	10
1.2. Qu'est-ce qu'un financement interne ? Et un financement externe ?	10
1.3. Financement externe et/ou interne : comment choisir ?	11
1.4. Les avantages et les inconvénients du financement interne	11
1.5. Les avantages et les inconvénients du financement externe	12
1.6. Financement interne ou externe ?	13
2. Sources de financement	13
2.1. L'AUTOFINANCEMENT	13
2.2. L'APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE	14
2.2.1. Les augmentations de capital en numéraire	14
2.2.2. Aspects juridiques	15
2.2.3. Modalités pratiques	16
2.2.3.1. Émission au pair ou avec prime d'émission	16
2.2.3.2. Émission avec libération totale immédiate ou libération partielle	16

2.2.3.3.	Augmentation à titre irréductible ou à titre réductible	16
2.2.3.4.	Augmentations de capital par suppression du droit préférentiel de souscription	17
2.2.3.5.	Rôle des banques	17
2.2.4.	Les emprunts obligataires	17
2.2.4.1.	Aspects juridiques	18
2.2.4.2.	Modalités pratiques	18
2.2.4.3.	Le remboursement peut être prévu selon diverses modalités :	18
2.2.4.4.	Rôle des banques	19
2.2.5.	Les autres modalités d'appel public à l'épargne.....	19
2.2.5.1.	Le capital-risque.....	19
2.2.5.2.	L'actionnariat des salariés.....	20
2.2.5.3.	L'introduction en bourse	20
2.3.	LES CONCOURS BANCAIRES	20
2.3.1.	Le crédit bancaire classique	21
2.3.1.1.	Les crédits à moyen terme.....	21
2.3.1.2.	Les crédits à long terme	22
2.3.1.3.	Le crédit-bail (leasing)	23
2.3.1.3.1.	Définition	23
2.3.1.3.2.	Mécanisme	23
2.3.1.3.3.	Formes principales de crédit-bail.....	23
2.3.1.3.4.	Opérations particulières de crédit-bail	24
2.3.1.3.5.	Avantages et inconvénients du crédit-bail.....	25
Section 03 : Critères de choix des financements et leur importance		26
1.	Critères de choix des financements :	26
1.1.	Le taux d'intérêt comme facteur de risque :	27
1.1.1.	Quelle structure de taux choisir pour votre entreprise ?	27
1.1.2.	Des choix différents selon la nature du projet	28
1.2.	Les contraintes à respecter lors d'une décision de financements :	29
1.3.	La valeur actuelle nette (VAN) ajustée :	30
1.3.1.	La valeur actuelle nette (VAN) ajustée :	31
1.3.2.	Le critère du bénéfice net par action (BNPA) :	31
1.3.3.	Le critère des excédents de flux de liquidité (EFL) :	31
1.3.4.	Le critère des décaissements réels actualisés :	32
2.	L'importance des critères de choix de financement.....	34
2.1.	Méthodologie éprouvée et reproductible	35
2.2.	Anticipation et gestion des aléas	35
2.3.	Cohérence avec la stratégie globale de l'entreprise	35
2.4.	Transparence et comparabilité des options	36
2.5.	Optimisation fiscale des financements.....	36
2.6.	Renforcement de la crédibilité auprès des financeurs.....	36
2.7.	Pilotage et contrôle après investissement.....	37

Conclusion :	37
Chapitre 02 : Le rôle des banques dans le financement des projets d'investissements	39
Introduction	39
Section 01 : Les fonctions bancaires dans le financement des entreprises.....	39
1. Processus bancaires de financement des projets :	40
1.1. Analyse et évaluation préalable du projet	41
1.2. Choix de l'instrument de financement	41
1.3. Mise en place et suivi du financement	41
1.4. Gestion du risque bancaire	42
1.5. Rôle de l'expertise bancaire dans la réussite des projets.....	42
2. Les services financiers pour les grandes Enterprise et les PME.	42
2.1. Les grandes entreprises :	42
2.2. Les petites et moyennes entreprises.....	45
Section 02 : Les risque et les défis dans le financement bancaire	47
1. Les différents risques dans le financement bancaire :	47
1.1. Les risques financiers :	47
1.1.1. Les risques de liquidité :	47
1.1.2. Les risques liés financement public :	48
1.1.3. Bon à savoir	48
1.1.4. Les risques de crédit :	48
1.1.5. Les risques de Taux d'Intérêt :	48
1.1.6. Les risques de change :	48
1.2. Les risques opérationnels	49
1.2.1. Le risque technologique :	49
1.2.2. Le risque de processus :	49
1.2.3. Le risque de personnel	49
1.3. Les risques juridiques :	49
1.3.1. Les risques de conformité	49
1.3.2. Les risques contractuels	49
1.4. Les risques de marché :	50
1.4.1. Les risques de demande	50
1.4.2. Les risques concurrentiels	50
1.4.3. Les risques de prix des matières premières	50
1.4.4. Le risque TRL	50
1.4.5. Classements des TRL :	50
2. Les Défis de financement bancaire	51

Section 03 : Impact du financement bancaire sur le développement des entreprises et de l'économie locale	53
1. L'impact du financement sur la croissance des entreprises :.....	54
1.1. Accès au capital et renforcement de la capacité d'investissement	55
1.2. Stimulation de l'innovation et de la compétitivité	55
1.3. Soutien à la résilience en période de crise.....	55
1.4. Amélioration de la gouvernance et de la gestion financière.....	56
1.5. Effets indirects sur l'environnement économique local.....	56
2. L'impact du financement sur la croissance de l'économie locale.....	56
2.1. Mécanismes de transmission du financement vers la croissance.....	57
2.1.1. Allocation optimale des ressources	58
2.1.2. Effet de levier et multiplication de l'investissement	58
2.1.3. Réduction du coût de l'information et de l'incertitude	58
2.1.4. Stimulation de l'innovation	58
2.2. Le rôle spécifique des banques dans un contexte de marchés financiers développés	58
2.2.1. Intermédiation versus financement direct	59
2.2.2. Offre de services à haute valeur ajoutée	59
2.2.3. Stabilisation du système financier	59
2.3. Effets macroéconomiques à long terme	59
2.3.1. Croissance soutenable et convergence	59
2.3.2. Renforcement des institutions.....	59
2.3.3. Risques de surendettement et cycles financiers	60
Conclusion.....	60
Section 04 : Présentation de la CPA Banque, et sa contribution au financement	61
1. Historique et activités principales de la CPA Banque :.....	61
2. L'organigramme de l'agence et ses départements et ses services.	63
2.1. L'organigramme de l'agence.....	63
2.2. Les services présents dans l'agence.....	64
2.2.1. Le service administratif.....	65
2.2.2. Le service de contrôle	66
2.2.3. Le service de crédit	66
2.2.4. Le service des affaires extérieures.....	66
2.2.5. Le service portefeuille	67
2.2.6. Le service de compensation	67
3. Document requis et procédure d'octroi de financement.....	67
3.1. Documents requis :.....	67
3.2. Procédure d'octroi de financement.....	69
Chapitre 03 : Analyse de cas de financement d'un projet d'investissement par le CPA ...	73

Introduction	73
Section 01 : Présentation d'un cas de projet d'investissement financé par le CPA	
Biscuiterie Thiziri	74
1. Présentation du projet et objectifs de financement :.....	74
1.1. Présentation du projet	74
1.1.1. Impact du projet sur le plan économique	74
1.1.3. PRODUITS ET MARCHÉS :.....	75
1.2. Objectif de financement.....	75
1.2.1. L'acquisition de matériel industriel :	75
1.2.2. La mise en service opérationnelle de l'unité :.....	76
1.2.3. La création d'emplois directs et indirects :.....	76
1.2.4. La valorisation des avantages fiscaux et parafiscaux ANDI :	76
2. Historique et activité de l'EURL Biscuiterie Thiziri.....	76
2.1. Historique de l'EURL Biscuiterie Thiziri.....	76
2.2. Activité de l'entreprise.....	77
Section 02 : Analyse du dossier cas de projet d'investissement financé par le CPA	
Biscuiterie Thiziri	79
1. Evaluation du cout et structure de financement de projet.....	79
1.1. Évaluation du Coût de l'Investissement	80
1.2. Structure de Financement du Projet :.....	83
2. Détails techniques et financiers du projet	87
2.1. Détermination du Chiffre d'Affaires.....	87
Annexes	
Bibliographie	
Listes des tableau et figure	

Résumé

Ce mémoire s'intéresse au rôle du financement bancaire dans la concrétisation des projets D'investissement des PME en Algérie, à travers l'exemple de la Biscuiterie Thiziri, implantée à Boumerdès. L'étude repose sur une approche analytique combinant cadre théorique et étude de Cas. Le crédit octroyé par la CPA Banque a permis l'acquisition d'équipements industriels Modernes, condition essentielle pour le lancement du projet.

Les prévisions financières indiquent une évolution positive du chiffre d'affaires, de la rentabilité, De la trésorerie et de la capacité d'autofinancement, traduisant la viabilité du projet. Les résultats Obtenus montrent que l'appui bancaire structuré peut transformer un projet ambitieux en réussite Économique et sociale.

Mots-clés : Financement bancaire, projet d'investissement, PME, CPA Banque, rentabilité, Trésorerie

Abstract

This study explores the role of bank financing in enabling investment projects for SMEs in Algeria, using the case of Biscuiterie Thiziri located in Boumerdès. It follows an analytical approach that combines theoretical insights with a practical case study. The loan granted by CPA Bank made it possible to acquire modern industrial equipment a key condition for launching the Project.

Financial forecasts indicate positive trends in revenue, profitability, cash-flow, and self-financing capacity, confirming the project's viability. The findings demonstrate that structured bank support can turn an ambitious initiative into economic and social success.

Key-Words: Bank financing, investment project, SME, CPA Bank, profitability, cash flow